



ASSOCIATION
CANADIENNE
DES ÉLEVEURS
DE BOVINS

RENFORCER LA RÉSILIENCE :

Saisir les opportunités en période d'incertitude

2020

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020

Table des matières

Conseil d'administration.....	2
Message du président.....	3
Message du Vice-président exécutif.....	6
Rapports des divisions	8
Conseil de recherche sur les bovins de boucherie.....	8
Canfax.....	11
Services de recherche Canfax.....	14
Table ronde canadienne sur le boeuf durable....	15
Engagement du public et des parties prenantes.....	18
Verified Beef Production Plus.....	20
ENVIRONNEMENT.....	21
Conseillers en matière de boeuf.....	21
Production régénérative de boeuf.....	23
TESA.....	26
Réceptaires provinciaux.....	26
Réceptaire national.....	27
Rapports des comités	28
Comité de la santé et du bien-être des animaux.....	28
Comité des politiques et réglementations agricoles nationales.....	30
Comité de l'environnement.....	33
Comité de la politique alimentaire.....	35
Comité du commerce extérieur.....	37
Travailler ensemble.....	41
Boeuf Canada.....	41
Conseil canadien des races de bovins de boucherie.....	43
Agence Canadienne du prélèvement du boeuf.....	44
Agence canadienne d'identification du bétail.....	46
Boeuf et veau – Conseil canadien de la viande.....	47
Livestock Markets Association of Canada.....	49
Association nationale des engraisseurs de bovins.....	51
Développement du leadership.....	53
Jeunes dirigeants de l'industrie bovine.....	53
Conseil des jeunes éleveurs de bovins.....	55
Rapports des associations provinciales	57
Association des éleveurs de bovins de la Colombie-Britannique.....	57
Producteurs de boeuf de l'Alberta.....	59
Association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan.....	61
Producteurs de boeuf du Manitoba.....	63
Producteurs de boeuf de l'Ontario.....	65
Les Producteurs de bovins du Québec.....	68
Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick.....	70
Éleveurs de bovins de la Nouvelle-Écosse.....	71
Éleveurs de bovins de l'Île-du-Prince-Édouard.....	73
Rapport financier.....	75
Programme des partenaires.....	95



President,
Bob Lowe, AB



Vice President,
Reg Schellenberg, SK



Officer-at-Large,
Nathan Phinney, NB



Past President,
David Haywood-Farmer, BC



COLOMBIE-

De gauche à droite :
Grant Huffman
Ryan Scorgie



ALBERTA

De gauche à droite :
Charlie Christie
Doug Sawyer
Cathy Sharp
Sheila Hillmer



De gauche à droite :
Stuart Somerville
Miles Wowk
Jodi Flaig



SASKATCHEWAN

De gauche à droite :
Lynn Grant
Pat Hayes
Ryan Beierbach
Duane Thompson



MANITOBA

De gauche à droite :
Mike Duguid
Gord Adams
Tyler Fulton



ONTARIO

De gauche à droite :
Craig McLaughlin
Jack Chaffe
Rob Lipsett
Matt Bowman



QUÉBEC

De gauche à droite :
Philippe Alain
Kirk Jackson



De gauche à droite :
NOUVEAU-BRUNSWICK Nathan Phinney
NOUVELLE-ÉCOSSE Victor Oulton
L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD John MacDonald

MESSAGE DU PRÉSIDENT

“

Alors que je repense à 2020, une année que personne n'oubliera jamais, il me semble approprié de réfléchir aux défis et aux possibilités qui découlent de l'expérience de l'industrie canadienne du bœuf à traverser l'incertitude créée par la pandémie de COVID-19.

”



Bob Lowe

Président, Association canadienne des éleveurs de bovins

Je suis honoré de présenter mon premier message à titre de président de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB). Alors que je repense à 2020, une année que personne n'oubliera jamais, il me semble approprié de réfléchir aux défis et aux possibilités qui découlent de l'expérience de l'industrie canadienne du bœuf à traverser l'incertitude créée par la pandémie de COVID-19. Je suis extrêmement fier de la façon dont l'ACEB et notre industrie ont adopté une approche de collaboration à l'égard de nos efforts d'intervention et notre industrie s'est rapidement mobilisée. Nous avons immédiatement mis sur pied plusieurs équipes trans-organisationnelles, qui comprenaient des chefs de file de l'industrie, des organisations provinciales de producteurs de bovins, des professionnels des politiques, des intervenants de l'industrie, la communauté scientifique et les médias.

Nous avons mis l'accent sur le maintien de la continuité des activités – en gardant nos frontières ouvertes au commerce, en veillant à ce que les services d'inspection demeurent disponibles, en assurant une communication claire et rapide et en partageant les pratiques exemplaires fondées sur les recommandations de santé publique pour appuyer les activités importantes de l'industrie.

L'ACEB a également élaboré et soumis au gouvernement du Canada des recommandations visant à soutenir les producteurs de bœuf pendant la pandémie. À la suite de l'annonce par le gouvernement d'un investissement initial dans le secteur agricole en mai, l'ACEB a continué de rencontrer les parlementaires au sujet des répercussions de la COVID-19. Nos recommandations et nos discussions ont porté sur les changements apportés aux programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE), sur les programmes de gel des terres pour l'arrière de bovins engraisés, sur l'investissement dans la résilience au sein de l'industrie de la transformation et sur les programmes économiques, particulièrement en ce qui a trait au commerce international. Les améliorations apportées par l'honorable Marie-Claude Bibeau correspondent directement aux demandes de l'ACEB.

En 2020, nous avons accueilli le Canadian Beef Breeds Council comme nouvelle division opérationnelle. L'inclusion du secteur des stocks de semences renforcera nos efforts collectifs et créera des possibilités qui profiteront à l'ensemble de l'industrie bovine pour les années à venir.

En plus des efforts liés à la pandémie, 2020 a été une année active pour l'ACEB. Des progrès importants ont été réalisés dans des dossiers clés.





Bob Lowe photographié avec la ministre Bibeau à gauche.

Voici quelques faits saillants :

Commerce

Nos priorités commerciales continuent de mettre l'accent sur le maintien et la croissance de nos exportations de boeuf. La mise en œuvre de nouveaux accords commerciaux au cours des dernières années a permis aux producteurs de boeuf canadiens d'accéder à de nouveaux marchés et à de nouveaux débouchés. Cette année devrait être positive grâce à l'accès récemment négocié dans le cadre de divers accords commerciaux et à l'accès technique qui a permis aux exportations de boeuf canadien en 2019 d'augmenter d'un peu moins de 20 % par rapport à 2018. Toutefois, la COVID-19 a soulevé des défis imprévus qui ont mis à l'épreuve la capacité des transformateurs de boeuf canadiens et ont inévitablement eu une incidence sur notre capacité d'approvisionner nos marchés d'exportation.

Chez nous, nos usines de transformation ont été confrontées à des défis sans précédent et se sont adaptées le plus rapidement possible pour mettre en œuvre de nouvelles pratiques et innovations afin d'atténuer la propagation du virus tout en maintenant la santé et la sécurité des travailleurs. Les nombreuses mesures prises ont permis de maintenir ce service essentiel et de fournir un approvisionnement alimentaire stable aux Canadiens et aux consommateurs du monde entier. Malgré ces efforts extraordinaires, le commerce a souffert au premier semestre de l'année, les exportations de boeuf ayant chuté de 8,3 % en valeur par rapport à 2019 (en date de mai 2020), mais se sont en grande partie redressées à la fin d'octobre, alors que nous étions seulement un pour cent en deçà des valeurs d'exportation de 2019.

L'ACEB continue d'encourager fortement l'expansion continue du libre-échange, l'élimination des obstacles techniques au commerce et l'optimisation des accords actuels. L'ACEB est heureuse de constater que notre accès aux marchés mondiaux s'est amélioré au cours des dernières années grâce à de nouveaux accords commerciaux comme l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), l'Accord économique et commercial global (AECG), et l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Cette année, il est particulièrement important de faire progresser l'accès réciproque grâce à une relation commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni (R.-U.). En décembre 2020, le gouvernement du Canada a annoncé l'accord de continuité pour la transition entre l'AECG et un futur accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et le Royaume-Uni. L'ACEB a reconnu les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour maintenir un accès ininterrompu au marché du Royaume-Uni (R.-U.) en concluant une entente provisoire. Toutefois, la plus grande priorité de l'ACEB est de parvenir à une entente à long terme d'ALE avec le Royaume-Uni, qui règle les obstacles au commerce qui continuent d'exister dans le cadre de l'AECG actuel. L'ACEB est heureuse de constater que les deux gouvernements se sont engagés à négocier un accord de libre-échange complet d'ici un an et les encourage à le faire le plus tôt possible.

Règlements sur le transport sans cruauté du bétail

Les changements apportés par le gouvernement du Canada aux règlements sur le transport du bétail demeurent un enjeu clé pour les producteurs de bovins de boucherie canadiens. Les changements proposés ont fait passer les intervalles d'alimentation, d'eau et de repos des bovins de 48 heures à 36 heures et les durées d'arrêt de repos de cinq à huit heures. De plus, il y a un certain nombre de nouvelles composantes de tenue de documents et de mises à jour des définitions pour les bovins inaptes et compromis. Le nouveau règlement sur le transport sans cruauté des animaux d'élevage est entré en vigueur le 20 février 2020, avec une période de transition de deux ans sur l'application des dispositions relatives à l'alimentation animale, à l'eau et aux intervalles de repos pour le secteur bovin, ce qui laissera du temps pour l'éducation, la sensibilisation et le développement de l'infrastructure de halte routière.

L'ACEB continue de collaborer avec le gouvernement pour trouver des solutions aux problèmes en suspens liés à la réglementation et s'assurer que les changements apportés contribueront à des améliorations démontrables du bien-être des bovins et ne nuiront pas au taux de réussite du transport des bovins de boucherie de plus de 99 %.

L'ACIA a informé l'industrie qu'elle fera preuve de souplesse dans les cas où l'industrie ne sera pas en mesure de respecter les exigences relatives à la tenue de dossiers et au transfert des documents de soins en vertu de la partie XII du Règlement pendant la pandémie de COVID-19.

Statut de risque négligeable d'ESB de l'OIE

En partenariat avec l'ACIA, l'ACEB copréside un groupe de travail pour l'élaboration de la demande du Canada concernant le statut de risque négligeable d'ESB à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Tous les objectifs ont été atteints et une demande solide a été soumise en juillet 2020 pour examen par l'OIE au printemps 2021. L'atteinte du statut de risque négligeable de l'ESB au Canada aura une incidence positive sur l'accès aux marchés et ouvrira la voie à un examen des protocoles de retrait des matières à risque spécifique (MRS) du Canada et à la possibilité de devenir plus concurrentiels par rapport à nos principaux partenaires commerciaux. Un groupe de travail semblable pour cet effort est déjà en cours en collaboration avec l'ACIA.

Banque de vaccins contre la fièvre aphteuse

La modélisation de l'ACIA a montré qu'une écloison de fièvre aphteuse dans les régions densément peuplées de bétail représenterait l'un des pires scénarios pour le Canada et nécessiterait entre 1,9 et 2,7 millions de doses de vaccin contre la fièvre aphteuse. Nous avons actuellement un manque important de vaccins d'urgence, et le délai de 14 semaines pour produire un vaccin représente un risque important pour l'industrie du bétail et pour l'économie canadienne.





L'ACEB continue de collaborer avec le gouvernement pour trouver des solutions aux problèmes que pose le règlement et s'assurer que les changements apportés contribueront à des améliorations démontrables du bien-être des bovins et n'auront pas d'incidence négative sur le taux de réussite de plus de 99 % du transport des bovins de boucherie.

Étant donné le risque de dévastation catastrophique connu d'une écloison de fièvre aphteuse au Canada (estimée à plus de 50 milliards de dollars pour le PIB), l'ACEB a fait pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il crée une banque canadienne de fièvre aphteuse. Des discussions officielles entre l'ACEB, l'ACIA, AAC et d'autres groupes d'espèces touchées ont été lancées à l'automne 2020 et les travaux se poursuivent jusqu'en 2021. L'ACEB recommande que la Banque de vaccins contre la fièvre aphteuse ait 30 millions de doses, soit 2,5 millions de doses de chacun des 12 concentrés de vaccins contre la fièvre aphteuse jugés les plus à risque pour le Canada. Le coût annuel prévu d'une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse entièrement soutenue est de 3,0 M\$ CA.

Politique alimentaire

Au cours des dernières années, nous avons vu une plus grande attention mondiale et nationale sur la politique alimentaire. Le consommateur, et donc le décideur, s'intéresse de plus en plus à l'origine de leurs aliments et l'ACEB a participé à ces discussions importantes. Nous avons participé à la « Stratégie en matière de saine alimentation » du gouvernement, à la « Politique alimentaire nationale » et, plus récemment, aux « Lignes directrices sur l'étiquetage simulé des viandes ». Reconnaisant que l'accent sur l'alimentation, la santé et l'environnement se poursuivra, l'ACEB a créé le nouveau Comité des politiques alimentaires en 2019. Ce comité dirigera des politiques comme les protéines

de remplacement, l'étiquetage sur le devant de l'emballage, le gaspillage alimentaire et plus encore.

Environnement

Les difficultés liées à la COVID-19 ont eu des répercussions sur les questions de politique environnementale. Notre objectif demeure ferme, c'est-à-dire d'accroître les possibilités de partenariat en matière de politiques, en particulier les solutions de politique environnementale que nous pouvons cristalliser avec le gouvernement fédéral. Nous nous efforçons également de faire connaître les effets positifs de la production bovine sur la santé des sols, la séquestration du carbone et le maintien de la biodiversité dans nos prairies partout au Canada. Nous avons une merveilleuse histoire à raconter, et nous faisons des progrès importants à ce chapitre auprès des consommateurs et des décideurs.

L'ACEB continue de collaborer avec le gouvernement au sujet de la Loi sur les pêches. La Loi a reçu la sanction royale en juin 2019 avant l'élaboration des règlements. Le ministère des Pêches et des Océans (MPO) s'est engagé à consulter les intervenants sur l'élaboration de normes, de codes de pratique et de règlements sur les travaux prescrits. Le MPO a élaboré six codes de pratique provisoires, et nous avons fourni une rétroaction initiale sur ces codes avant qu'ils ne soient finalisés.

L'ACEB collabore également avec le MPO pour obtenir des précisions sur l'élaboration de programmes de rétablissement pour des espèces aquatiques particulières, notamment l'omble à tête plate, le saumon quinnat et le saumon coho, et d'autres, car on ne sait pas exactement comment l'habitat essentiel est déterminé. De plus, l'ACEB encourage l'élaboration d'un cadre national pour les biens et services écologiques.

Bien que nous ne sachions pas exactement ce que l'année prochaine nous réserve, je peux vous promettre de tout cœur ce qui suit. L'ACEB poursuivra son travail dévoué au nom des 55 000 fermes et ranchs de bovins du Canada afin de réaliser la vision d'une industrie canadienne du bœuf rentable avec des produits du bœuf de haute qualité reconnus comme les plus remarquables par les clients au pays et partout dans le monde. Et nous espérons que dans un proche avenir, nous aurons l'occasion de nous rencontrer à nouveau en face-à-face pour un délicieux repas et une excellente conversation à notre steak house préféré.

Sincèrement,
Bob Lowe



Bob au ranch



MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

“

En tant qu'industrie,
nous nous sommes serrés les
coudes et avons travaillé
aussi étroitement que
je ne l'ai jamais vu.

”



Dennis Laycraft

Vice-président exécutif,
Canadian Cattlemen's Association

L'année 2020 sera certainement particulièrement mémorable et digne de mention. C'est une année qui a commencé avec beaucoup de promesses. La demande d'exportation de bœuf canadien a été forte, en raison de l'accès préférentiel découlant du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et de la conclusion des négociations commerciales Canada-États-Unis-Mexique qui ont préservé les avantages de l'ALENA. La peste porcine africaine a continué de faire des ravages dans une grande partie de l'Asie, entraînant un énorme déclin de la production porcine. Dans l'ensemble, on s'attendait à ce que l'économie mondiale soutienne une croissance modeste. Dans l'ensemble, les conditions de l'offre et de la demande ont mis la scène pour de bons prix.

Puis... des rapports ont commencé à émerger de la Chine au sujet d'une écloison de maladie humaine grave à Wuhan appelée COVID-19. Le premier cas diagnostiqué au Canada a été confirmé le 25 janvier par un homme qui s'était rendu à Wuhan. En mars, il était clair que les efforts pour confiner l'écloison ne fonctionnaient pas et, le 11 mars, la COVID-19 a été déclarée pandémie mondiale. Nous tenions notre assemblée générale annuelle à Ottawa au moment de l'annonce mondiale.

Notre industrie a agi rapidement. Le 14 mars, nous avons pris les premières mesures pour mettre en œuvre la stratégie de gestion de crise de notre industrie qui a été élaborée dans le cadre de la Stratégie nationale sur le bœuf. Le 15 mars, nous avons mis en œuvre des procédures de travail à domicile, suspendu les déplacements et commencé à communiquer avec les groupes nationaux qui font partie de la Stratégie nationale sur le bœuf. Et le 16 mars, la première réunion des dirigeants des organisations nationales de bovins de boucherie s'est tenue.

L'ACEB a continué d'organiser régulièrement et fréquemment des conférences téléphoniques des dirigeants auxquelles participaient les cadres supérieurs des organisations nationales, des conférences téléphoniques des agents, des conférences du Conseil, des réunions de communication, des discussions sur les politiques et a entrepris des mises à jour régulières de l'industrie.

Notre principal objectif était d'assurer la continuité des activités en maintenant les frontières ouvertes, en maintenant les services d'inspection et la capacité de transformation, et en faisant en sorte que l'agriculture et le système de distribution des aliments soient considérés comme des infrastructures essentielles et un service essentiel. Nous avons pu coordonner les conseils aux producteurs pour gérer les besoins en matière de ventes et de transport. Nous avons également mis en place des procédures pour déceler toute pénurie d'approvisionnement critique afin de nous assurer qu'on y remédie rapidement.

En tant qu'industrie, nous avons travaillé ensemble rapidement et aussi étroitement que je n'ai jamais vu. Je tiens à remercier nos partenaires de l'industrie, en particulier la Livestock Markets Association, pour leur réponse rapide qui nous a permis de faire face aux nouvelles mesures qui variaient d'une province à l'autre et de continuer à vendre et à déterminer les prix.



Nos assemblées publiques locales virtuelles ont attiré de nombreux participants et ont fourni une nouvelle façon de tenir les producteurs aussi bien informés que possible. Je m'attends à ce que nous utilisions régulièrement les séances de discussion ouverte virtuelles pendant longtemps.

Je tiens à souligner la contribution de toute l'équipe de l'ACEB qui s'est adaptée rapidement au nouvel environnement et qui s'est engagée à prendre part à tout ce qui devait être fait tout en faisant progresser les priorités de travail qui existaient avant la pandémie.

Résilience à la COVID-19

Plusieurs choses contribuent à la résilience. La préparation en est clairement une. Vous devez être en mesure de vous engager rapidement avec une réponse structurée qui peut évaluer et résoudre de multiples problèmes afin de trouver des solutions ou des outils pour gérer une crise.

Nous avons appris beaucoup de choses de la crise de l'ESB en 2003 qui ont été intégrées à notre plan de crise – le plan que vous espérez ne pas avoir besoin d'utiliser. Vous devez communiquer, communiquer, communiquer. Les producteurs ont besoin d'information en temps opportun. Vous devez avoir de l'information en temps opportun et être en mesure de promouvoir efficacement la collaboration entre l'industrie et le ou les gouvernements sur les réponses appropriées.

Les crises suivront leur cours et, comme Winston Churchill a déjà été cité, « ne jamais laisser une bonne crise être gaspillée ». Il a fallu du temps pour sortir de la crise de l'ESB et de la grande récession de 2008. Lorsque nous l'avons fait, nous nous sommes réunis en tant qu'industrie et avons élaboré la Stratégie nationale sur le boeuf qui a renforcé nos capacités et nos ressources pour entreprendre le travail d'intervention en cas de crise qui était nécessaire. Le plan a créé le groupe National Beef Advisors qui s'est transformé en groupe de leaders qui se réunissaient tous les lundis. Le groupe reconnaissait la relation essentielle avec nos membres provinciaux et leur rôle dans la communication avec les producteurs et les gouvernements provinciaux.

En cas de crise, nous devons maintenir autant de continuité des opérations que possible et collaborer à des solutions à court, moyen et long terme. Dans une situation comme celle que nous vivons, où la science évolue chaque semaine, nous avons besoin et avons les outils nécessaires pour évaluer, innover, informer et mettre en œuvre.

À mesure que notre compréhension de la COVID-19 augmentait, nous avons continué de concentrer nos efforts sur tous les changements possibles qui pourraient aider à réduire les risques futurs, à maintenir notre capacité et à assurer la sécurité de tous. J'ai lu récemment un rapport dans lequel on estime que les transformateurs de viande en Amérique du Nord ont investi plus de 1,5 milliard de dollars pour protéger leurs employés.

Pour ce qui est de la recherche, notre Conseil de recherches sur les bovins de boucherie a décidé de financer rapidement un certain nombre de projets qui comprennent les risques liés à la circulation de l'air dans les usines, l'élaboration de tests rapides, des options d'inspection à distance et l'élaboration de l'indice des prix de l'Est.

Du côté de la distribution, nous avons vu des changements sans précédent en raison des mesures de confinement qui ont restreint ou fermé le service « en restaurant ». La collecte en bordure de rue, la commande à apporter, la livraison à domicile, le magasinage en ligne, l'achat local et la préparation des repas à domicile sont tous devenus des moteurs de marché. Boeuf Canada



et ses partenaires de l'industrie se sont empressés de collaborer avec les distributeurs et ont veillé à ce que le boeuf soit mis en vedette pendant cette période, et les consommateurs avaient l'information et les options d'achat dont ils avaient besoin. Nous espérons que le service alimentaire reviendra à la normale, mais nous nous attendons à ce que certains de ces changements soient maintenus et nous devons les embrasser.

L'un des défis qui est ressorti (de notre crise précédente) est la tendance du gouvernement à essayer de faire en sorte que notre problème corresponde à leur solution. Nous l'avons vu du côté de la gestion des risques de l'entreprise. Une pandémie mondiale unique en cent ans qui paralyse le monde entier n'entre pas dans le cadre de programmes conçus pour faire face aux risques normaux du marché. Nous espérons qu'à la sortie de cette crise, on reconnaîtra davantage la nécessité d'atténuer les hausses massives des primes dans nos programmes d'assurance, d'avoir un programme de retrait disponible lorsqu'une catastrophe est déclarée, et de veiller à ce que nos jeunes producteurs disposent d'outils efficaces de gestion des risques afin que nous ne perdions pas une génération comme nous l'avons fait à cause de l'ESB.

Nous espérons que la vie après la COVID-19 viendra plus tard cette année. Nous avons travaillé fort pour nous assurer d'être prêts à saisir les occasions qui se présenteront ou émergeront à mesure que nous reviendrons à un certain degré de normalité.

Vous en apprendrez davantage dans le reste des rapports sur le travail que l'ACEB entreprend sur de nombreuses questions. Nous avons travaillé fort pour nous assurer de maintenir les progrès sur de nombreux fronts afin que l'industrie bovine puisse se rétablir le plus complètement possible et que l'industrie canadienne du boeuf puisse être à l'avant-garde de la production bovine durable dans le monde.

Enfin, la COVID-19 a rappelé au monde entier l'importance de la production alimentaire et de l'agriculture pour tous. Nous avons une excellente occasion de poursuivre cette conversation.

Comme toujours, c'est un privilège de travailler avec des gens aussi formidables et pour l'industrie bovine.

Dennis Laycraft

Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB)

Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) est l'organisme de financement de la recherche sur le bœuf, les bovins et les fourrages au Canada, dirigé par l'industrie. Son mandat est de déterminer les priorités de recherche et de développement pour le secteur canadien des bovins de boucherie et d'administrer les fonds du prélèvement national sur les bovins de boucherie alloués à la recherche. Le CRBB est dirigé par un conseil de 14 membres, composé de 13 producteurs et d'un membre externe, qui représentent proportionnellement l'allocation de recherche du prélèvement national sur les bovins de boucherie pour chaque province.



Le Dr Kim Ominksi (Université du Manitoba) codirige un projet de recherche avec le Dr Tim McAllister (AAC Lethbridge) pour examiner les impacts sur la productivité, la durabilité environnementale et la viabilité économique associés au retrait des implants améliorant la productivité, des bêta-agonistes et des ionophores. Les analyses approfondies visant à comprendre si les primes de marché associées aux débouchés nationaux et internationaux du bœuf élevé sans ces technologies, et les inconvénients environnementaux et économiques du retrait de ces technologies d'amélioration de la performance, devraient être terminées en 2023.

Le CRBB termine sa troisième année d'un plan décennal présenté avec l'augmentation du prélèvement national sur les bovins de boucherie en 2018/19. L'allocation des prélèvements à la recherche sur les bovins de boucherie a été augmentée pour être conforme aux recommandations de la stratégie nationale - reconnaissant le sous-financement historique de la recherche et la nécessité de répondre à de nombreuses priorités importantes.

Le CRBB continue de fonctionner dans le cadre d'un plan décennal afin de gérer des contrats de financement de la recherche pluriannuels (d'une durée de trois à dix ans). Ce plan repose sur l'hypothèse que les allocations provinciales du prélèvement national pour la recherche resteront inchangées à l'avenir.

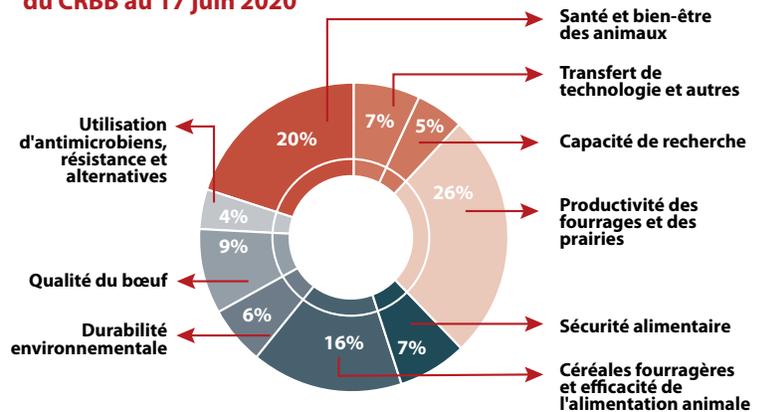
Les impacts de la COVID-19 sur les activités du CRBB

Depuis mars 2020, le CRBB travaille en étroite collaboration avec l'industrie et le gouvernement pour évaluer les impacts de la pandémie COVID-19 sur la recherche dans les installations du pays. Les impacts varient considérablement d'une province à l'autre et dépendent de facteurs tels que les exigences du projet et les situations pandémiques locales. La plupart des projets de recherche en cours se sont poursuivis avec un minimum d'interruption. Certains des projets qui devaient commencer dès avril 2020 ont été retardés, mais la bonne poursuite des projets est prévue. La deuxième vague de la pandémie qui a eu lieu à l'automne pourrait entraîner d'autres retards, bien que l'impact global soit indéterminé au moment de la rédaction du présent document. Le CRBB continue de travailler avec ses partenaires financiers, notamment Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), afin d'évaluer s'il y aura des répercussions sur le programme et/ou le budget pour 2020/21 ou 2021/22, mais à ce jour, l'impact a été minime sur le programme de recherche.

En ce qui concerne la pandémie, le CRBB a financé des initiatives de recherche liées à la COVID-19, notamment l'étude de technologies permettant de soutenir la prestation à distance de services d'inspection, la recherche visant à déterminer le risque d'infection par la COVID-19 en raison de la modification des flux d'air dans les installations de traitement au fur et à mesure de la mise en place de barrières physiques contre la COVID-19, et l'analyse économique visant à soutenir le développement d'indices d'assurance des prix du bétail de l'Est. Les programmes d'extension du CRBB se sont poursuivis sans interruption.

Dans l'ensemble, l'impact de la COVID-19 sur le budget et les opérations du CRBB a été gérable, compte tenu de la flexibilité dans l'allocation des fonds de l'industrie à travers les années, des plateformes en ligne existantes pour la gestion des ressources et des programmes et de la capacité du personnel du CRBB à travailler à distance selon les besoins. Des reports de financement plus importants que prévu ont eu lieu en 2019/20 en raison du retard dans

Portefeuille de financement quinquennal du CRBB au 17 juin 2020



le démarrage des projets. La plupart de ces projets devraient démarrer au printemps 2021.

Renouvellement de la Stratégie nationale sur le boeuf

Le CRBB est un partenaire clé dans le renouvellement et la réalisation des objectifs de la Stratégie nationale quinquennale sur le boeuf du Canada. Les résultats de la recherche et/ou du transfert de technologie sont pertinents pour chacun des quatre piliers de la stratégie 2020-2024 : productivité, compétitivité, demande de viande bovine et connectivité.

En s'appuyant sur les objectifs quinquennaux définis dans la stratégie nationale sur le boeuf, l'industrie a défini une série d'objectifs décennaux ambitieux visant à améliorer continuellement les pratiques, à réduire l'empreinte carbone et à améliorer les environnements naturels. Les objectifs décennaux portent sur la santé et le bien-être des animaux, la séquestration des gaz à effet de serre et du carbone, l'utilisation des terres et la biodiversité, l'eau, la qualité de la viande bovine et la sécurité alimentaire, la santé et la sécurité humaines et la technologie. Ces objectifs orienteront les principaux programmes et priorités du CRBB dans le cadre de la prochaine stratégie quinquennale de recherche et d'extension, qui sera publiée en juin 2021. Visitez beefstrategy.com pour plus d'informations sur la Stratégie nationale sur le boeuf.

Grappe scientifique du boeuf III en troisième année sur cinq

Les grappes scientifiques sont un partenariat avec AAC qui combine leurs forces avec celles du CRBB pour faire des investissements conjoints dans une variété de programmes de recherche ayant le plus grand potentiel pour faire avancer l'industrie.

Les projets financés dans le cadre de l'actuelle Grappe scientifique du boeuf III dans le cadre du Partenariat agricole canadien (PAC) s'étendent du 1er avril 2018 au 31 mars 2023. La troisième grappe est un programme de 21,7 millions de dollars, avec une contribution d'AAC de 14,1 millions de dollars et une contribution totale de 7,6 millions de dollars du CRBB et des partenaires de l'industrie au fil des cinq années. La grappe compte 27 projets, y compris la coordination scientifique, gérés par le CRBB. Les projets de recherche pluriannuels sont tous en cours, mais ne sont pas encore terminés. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, les analyses de 750 isolats de STEC prélevés sur du bétail et dans des usines de transformation indiquent que les E. coli ne deviennent pas plus résistants aux interventions de sécurité alimentaire basées sur la chaleur. En ce qui concerne spécifiquement la santé animale, les données préliminaires indiquent qu'en dehors de l'état énergétique du corps, une halte de repos n'a pas été bénéfique pour le bien-être, la santé ou les performances des veaux sevrés et conditionnés transportés pendant 12 ou 36 heures. En ce qui concerne l'efficacité alimentaire, les résultats ont aidé les chercheurs à mieux comprendre comment les bactéries utilisent des substrats tels que les pré/probiotiques. Un résumé de chaque projet est disponible sur BeefResearch.ca.

Projets de recherche prioritaires en cours

En plus des projets de la troisième grappe scientifique, le CRBB finance des projets de recherche visant à atteindre des objectifs spécifiques hautement prioritaires pour l'industrie bovine. En 2020, 17 projets de recherche financés par le CRBB ont été lancés et devraient être achevés d'ici deux à quatre ans. La recherche se concentrera sur diverses pratiques, notamment : l'utilisation des antimicrobiens et la résistance dans les troupeaux de vaches et de veaux, et la question de savoir si les choses vont changer après le passage à la

vente uniquement sur ordonnance d'antimicrobiens importants sur le plan médical ; la caractérisation et l'optimisation des critères de vérification visuelle des enclos pour améliorer les résultats des traitements contre la grippe bovine en parc d'engraissement ; et le potentiel fourrager du seigle hybride d'automne en Alberta et en Saskatchewan, pour n'en citer que quelques-uns. Une étude est également en cours pour estimer l'impact économique de l'industrie bovine canadienne. Un résumé de chaque projet est disponible sur BeefResearch.ca.

La preuve de concept influence l'investissement dans la recherche

Le CRBB continue d'allouer des fonds à la recherche à court terme (six mois à un an) basée sur la preuve de concept (PDC) pour aider à déterminer si un concept mérite d'être poursuivi dans le cadre d'un investissement de recherche plus important et mieux défini dans ce domaine. Trois projets de POC sont maintenant terminés. L'un d'eux visait à déterminer si l'utilisation de "bonnes" bactéries pouvait être utilisée pour prévenir la détérioration de



L'une des nombreuses ressources destinées aux producteurs de boeuf sur le site web du CRBB, Forage U-Pick, est un outil interactif qui fournit des informations sur la sélection des fourrages, les taux de semis et la gestion des mauvaises herbes. Des efforts sont en cours pour étendre cet outil à l'Est du Canada.

Trouvez-le à l'adresse upick.beefresearch.ca



la viande, tandis qu'un autre a évalué si les prébiotiques et les probiotiques pouvaient aider à éviter les maladies respiratoires et les traitements antimicrobiens. Le troisième a testé si l'ensemencement de fourrages à haute teneur en légumineuses entre les rangs de maïs réduirait le besoin d'engrais et de suppléments pour les vaches au pâturage. Les chercheurs ont été confrontés à une sécheresse et les rendements ont été insuffisants, mais il a été démontré que la culture intercalaire de légumineuses et de maïs est possible. Le CRBB s'est engagé à financer un deuxième projet visant à tester différentes pratiques agronomiques (par exemple, un plus grand espacement entre les rangées) et à évaluer le rendement des animaux dans le pâturage du maïs et des légumineuses. En 2020, quatre autres projets PDC ont été lancés.

Transfert de connaissances et de technologies (TCT)

Le projet TCT financé dans le cadre du programme de la grappe se concentre sur l'amélioration du transfert de technologie dans le secteur canadien du bœuf grâce à divers outils, notamment : des articles et une activité régulière dans les médias sociaux ; des fiches d'information sur divers domaines de recherche prioritaires ; des outils interactifs d'aide à la décision ; des vidéos ; des articles pour le magazine sur le bœuf du Canadian Cattlemen ; des webinaires ; des articles de blog ; des infographies et des clips radio.

En plus du projet TCT financé dans le cadre de la grappe, le CRBB finance des initiatives de transfert de technologie et d'économie de la production gérées par des groupes externes comprenant des chercheurs ainsi que des organisations provinciales et d'autres organisations du secteur de la viande bovine. L'outil Forage U-Pick en est un exemple.

Le CRBB initie et finance également des projets d'extension collaboratifs prioritaires. L'un de ces projets est actuellement en cours, le Eastern Extension Content Project, qui vise à identifier les lacunes en matière d'information et de données dans le contenu actuel de BeefResearch.ca et à améliorer les ressources afin de refléter les pratiques de production des producteurs de bœuf de l'est du Canada.

Bien qu'il soit difficile de mesurer ou de quantifier l'adoption de connaissances innovantes, en particulier à court terme, les efforts de transfert de technologie du CRBB semblent être couronnés de succès grâce aux commentaires toujours positifs des producteurs et des autres parties prenantes, à l'augmentation du trafic sur le site web, à l'augmentation du nombre d'abonnés et d'adeptes et à l'augmentation des niveaux de redistribution des ressources du CRBB par d'autres publications et organisations. Visitez le BeefResearch.ca pour accéder ou télécharger les ressources du CRBB.

Le Programme de mentorat sur le bœuf mobilise des chercheurs en science appliquée

Le CRBB soutient un programme de mentorat pour les chercheurs dans le domaine du bœuf afin de faciliter un plus grand engagement des futurs et nouveaux chercheurs en science appliquée dans l'industrie du bœuf au Canada. Les mentorés 2020/21, encadrés par des producteurs de bœuf et d'autres experts de l'industrie, comprennent : Alexander Koiter, professeur adjoint au département de géographie et d'environnement de l'Université de Brandon ; Christine Liu, chercheuse scientifique à la station de recherche d'AAC de Lacombe, en Alberta ; Jonathan Bennett, professeur adjoint d'écologie végétale à l'Université de la Saskatchewan ; et Monika Gorzelak, écologiste microbienne des sols et Trevor Coates, spécialiste de la qualité de l'air et des gaz à effet de serre, tous deux au Centre de recherche et de développement d'AAC à Lethbridge, en Alberta



De gauche à droite : Dr François Eudes, Agriculture et Agroalimentaire Canada (Lethbridge) ; Dr Karen Beauchemin, récipiendaire du prix 2020 ; Dr Tim McAllister, Agriculture et Agroalimentaire Canada (Lethbridge).

Prix de l'Industrie canadienne du bœuf pour la recherche et l'innovation exceptionnelles

Le Dr Karen Beauchemin, chercheuse principale en nutrition des ruminants au Centre de recherche et de développement d'AAC à Lethbridge, a reçu le prix 2020 de l'Industrie canadienne du bœuf pour sa recherche et son innovation exceptionnelles. Elle a aidé des producteurs, des chercheurs, des vétérinaires, des nutritionnistes et des décideurs politiques de tout le Canada dans le cadre de nombreux projets de recherche sur la nutrition des ruminants, tels que les additifs alimentaires et les formulations de régimes alimentaires, et sur des questions pertinentes pour l'industrie, comme la durabilité environnementale de la production de bovins de boucherie tout en améliorant les performances des animaux. Les travaux du Dr Beauchemin sur les émissions constituent un atout majeur pour les producteurs de bœuf canadiens. Ses travaux ont non seulement permis de mieux comprendre et de quantifier les gaz à effet de serre produits par les bovins, mais elle continue de montrer la voie en recherchant de nouvelles façons de réduire l'impact global.

Avancement du programme Verified Beef Production Plus

Le CRBB est encore chargé de la mise en œuvre du programme Verified Beef Production Plus (VBP+) en 2020/21. Pour plus d'informations, voir le rapport VBP+ complet.

Pour en savoir plus sur les initiatives du CRBB et profiter de ses ressources d'extension, consultez le site web du CRBB à l'adresse suivante : www.BeefResearch.ca.

Canfax

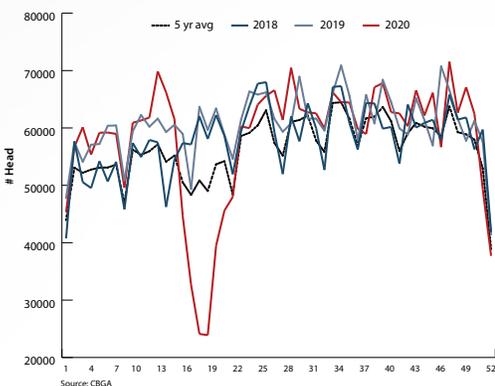
Le marché des bovins a commencé l'année sur un ton plus fort, car il était prévu que la forte demande intérieure et internationale de viande allait absorber la production supplémentaire de viande nord-américaine en 2020. Au début de l'année, tous les types de bovins se vendaient plus cher que l'année précédente et les parcs d'engraissement étaient de retour à la rentabilité après quelques années plus difficiles en 2018 et 2019.

Un marché solide et des prix plus élevés étaient prévus en 2020, mais cela a rapidement changé en mars, car des préoccupations ont surgi au sujet de l'incidence possible de la COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement et la demande de bœuf. Les prix ont commencé à se détériorer en mars, et en avril, les usines d'emballage faisaient face à des ralentissements opérationnels, ou à des fermetures complètes, car une partie importante de leur effectif était touchée par la COVID-19. Les répercussions ont été ressenties partout en Amérique du Nord, mais les niveaux de transformation dans l'Ouest canadien ont été parmi les plus touchés, tandis que les répercussions sur la production dans les usines de l'Est du Canada ont été très limitées.

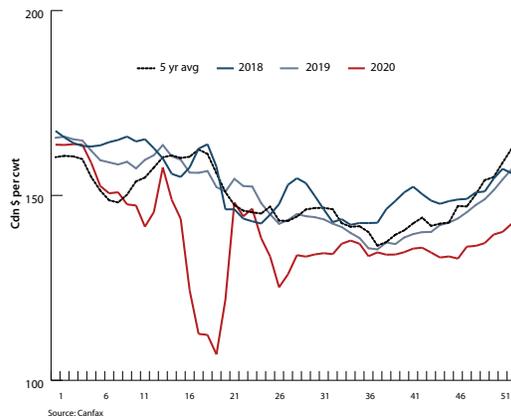
À la fin d'avril, l'abattage hebdomadaire de bovins au Canada est tombé à 24 000 têtes, le plus faible niveau jamais enregistré depuis 1973. Les deux principales usines de transformation canadiennes ont connu la plus forte réduction, car l'usine de Cargill à High River, en Alberta, a été fermée complètement pendant plus de deux semaines, et l'usine de JBS à Brooks, en Alberta, fonctionnait bien en deçà de la moitié de sa capacité. En sept semaines, en avril et en mai, les usines de transformation canadiennes ont traité 150 000 têtes de moins qu'en 2019, ce qui a créé un important arriéré de bovins à traiter. Étant donné le plus grand nombre de bovins engraisés au début de la pandémie, cet arriéré de bovins a pesé sur le marché des bovins d'abattage tout au long de 2020. En raison du ralentissement du mouvement des bovins engraisés, les placements ont également été retardés jusqu'à plus tard au cours de l'été, ce qui augmentera également les ventes de bovins engraisés au premier trimestre de 2021 par rapport à ce qui avait été prévu auparavant.

Prix

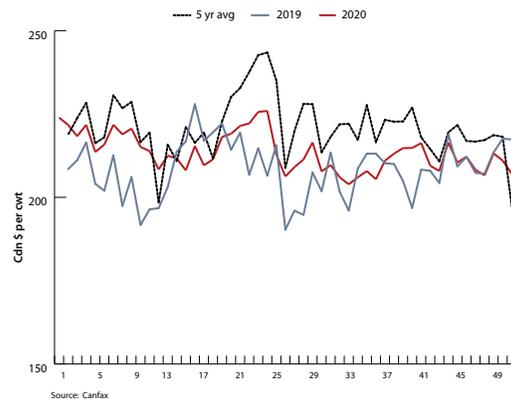
WEEKLY CANADIAN SLAUGHTER



ALBERTA WEEKLY FED STEER PRICE



ONTARIO 5-600 LB FEEDER STEER PRICE



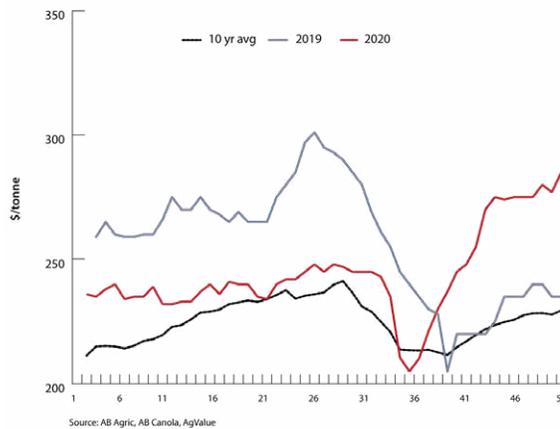
Les problèmes de marché et de chaîne d'approvisionnement causés par la COVID-19 ont pesé sur les marchés bovins cette année. Le marché des bovins engraisés a été le plus durement touché par une capacité de transformation limitée et une abondance de bovins d'abattage disponibles pour la transformation. Le deuxième trimestre a été marqué par une volatilité extrême des prix des aliments du bétail, car seuls quelques bovins se négociaient sur les marchés au comptant, compte tenu des incertitudes liées à la production. Les prix des bouvillons nourris de l'Alberta variaient entre 107 \$/q et 149 \$/q au deuxième trimestre, avant que les prix ne se stabilisent au milieu de 130 \$/q au cours de la deuxième moitié de l'année. Au deuxième semestre de cette année, les prix moyens des aliments du bétail en Alberta ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2013. Le marché nourricier de l'Ontario s'est mieux comporté que celui de l'Alberta, qui n'a pas eu les mêmes problèmes de transformation que l'Ouest ce printemps. Les prix des aliments du bétail de l'Ontario sont plus élevés que ceux de l'Alberta depuis le deuxième trimestre et sont généralement plus élevés qu'il y a un an également.

Malgré les difficultés du marché des bovins gras cette année, le marché des veaux et des bovins d'engraissement s'est relativement bien comporté. Après que le marché des bovins d'engraissement d'apport a chuté au deuxième trimestre en raison de l'incertitude du marché, les prix ont rebondi et se sont rapprochés des prix de 2019 au troisième trimestre, l'Alberta ayant enregistré une moyenne d'environ 186 \$/q pour les bouvillons de 850 livres pour le trimestre. La demande de bovins d'engraissement a chuté au

quatrième trimestre, avec des prix pour les jeunes bouvillons de 850 livres généralement 10 \$ à 15 \$/q inférieurs à l'an dernier. Les prix des veaux ont eu le moins d'incidence, car les prix moyens au deuxième semestre de l'année étaient comparables à ceux de 2019. Les prix des bouvillons de 550 livres de l'Alberta se sont maintenus dans la même fourchette qu'au cours des deux dernières années, changeant généralement entre 210 \$ à 220 \$/q. Le marché des bovins gras plus vigoureux de l'Ontario a également soutenu les prix des veaux et des bovins d'engraissement, car les prix de l'Ontario étaient généralement plus élevés qu'il y a un an pour les différents types de bovins et s'échangeaient à un prix supérieur à celui de l'Alberta.

En plus de la volatilité des marchés bovins liée à la COVID-19, les prix des bovins ont également subi d'autres pressions de la part des marchés des devises et des céréales. Le dollar canadien a chuté à moins de 70 cents américains ce printemps, mais il a généralement affiché une tendance plus élevée le reste de l'année pour atteindre plus de 78,5 cents et se situer au plus haut niveau en deux ans. Les fluctuations sont en partie liées à l'évolution du dollar américain, mais à mesure que le dollar canadien augmente, il est négatif pour le marché bovin canadien.

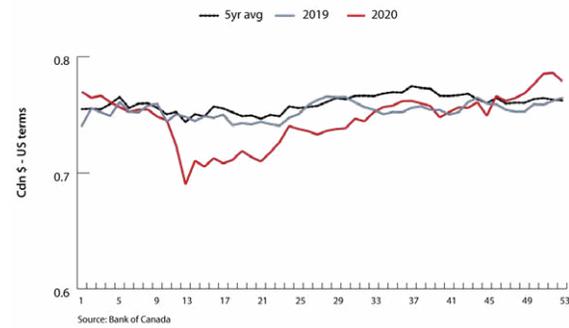
LETHBRIDGE BARLEY PRICE - WEEKLY HIGH



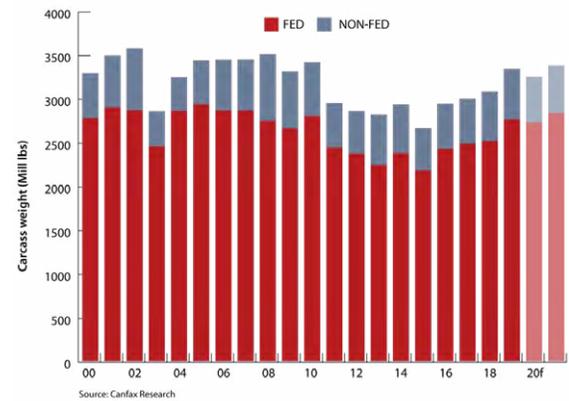
Les prix des aliments du bétail se sont maintenus relativement stables au cours du premier semestre de l'année, car on s'attendait à une récolte record de maïs aux États-Unis et à une offre abondante de céréales fourragères. Les prix de l'orge et les coûts des aliments pour animaux dans l'Ouest canadien étaient plus élevés que ceux de l'Ontario et des États-Unis, car les approvisionnements en orge étaient plus serrés et la forte demande d'exportation vers la Chine a maintenu les prix de l'orge élevés. À mesure que l'année progressait, les prévisions de production de maïs aux États-Unis ont diminué, et la Chine est également entrée sur le marché américain du maïs, qui a vu les prix du maïs augmenter d'environ 1 \$/boisseau entre les creux de l'été et la fin de l'automne. Compte tenu du resserrement de l'offre d'orge dans l'Ouest canadien, les parcs d'engraissement importaient du maïs pour répondre à leurs besoins en aliments du bétail, et ces changements du marché ont fait grimper les coûts des céréales fourragères canadiennes. Les coûts plus élevés des aliments pour animaux ont ajouté aux pertes des parcs d'engraissement et ont également exercé une pression sur les prix des veaux et des bovins d'engraissement plus tard dans l'année.

Malgré les principaux problèmes de production attribuables à la COVID-19, la production de bœuf engraisé canadien devrait être égale à celle d'il y a un

WEEKLY CANADIAN DOLLAR



CANADIAN BEEF PRODUCTION



an, car les abattoirs ont augmenté le nombre d'animaux abattus et le poids moyen des carcasses était d'environ 5 à 10 livres supérieur à celui d'il y a un an. Cette année, les abattoirs canadiens se sont concentrés sur les bovins engraisés après la COVID-19, et les producteurs ont aussi eu de meilleures conditions de pâturage et d'alimentation pour réduire éventuellement le taux de réforme en 2020 ou retenir leurs vaches de réforme jusqu'à la nouvelle année. La production de bœuf non engraisé devrait être inférieure d'environ 20 % à celle de l'an dernier. Les exportations de bovins de boucherie sont légèrement plus élevées qu'il y a un an, ce qui ramènerait la production totale de bœuf canadien à environ 2 % sous 2019, mais à environ 6 % au-dessus 2018. Bien que le cheptel bovin canadien ne compte que 3,56 millions de vaches et qu'il soit le plus petit cheptel bovin depuis 1990, au cours des cinq dernières années, le Canada a connu une forte croissance de sa production de bœuf grâce à l'expansion des parcs d'engraissement et à l'augmentation des taux de transformation. Grâce à la concurrence, un plus grand nombre de bovins sont restés au Canada pour la finition et la transformation, et les importations de bovins d'engraissement ont également augmenté pour soutenir l'utilisation accrue des parcs d'engraissement et des usines de conditionnement. L'abattage de bovins canadiens a atteint un creux en 2015, soit un peu moins de 2,5 millions de têtes, et a depuis augmenté pour atteindre un peu plus de 3 millions de têtes au cours des trois dernières années.

Commerce

L'industrie canadienne du bœuf demeure très dépendante des exportations. Bien que les exportations de bovins sur pied aient diminué au fur et à mesure

que le cheptel canadien diminuait, elles ont continué d'exporter de 600 000 à 700 000 têtes par année, les bovins d'abattage représentant environ 75 % des exportations de bovins sur pied.

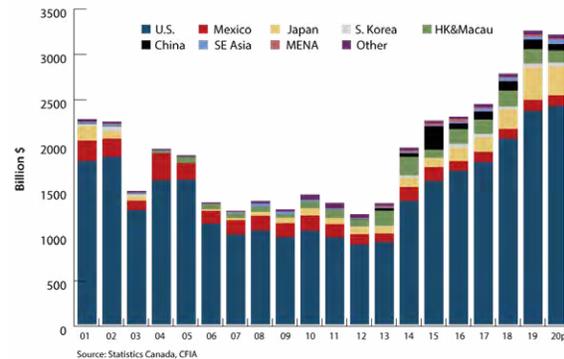
Le principal changement dans le commerce des bovins sur pied au cours des deux dernières années est le fait que le Canada est devenu un importateur net de bovins d'engraissement des États-Unis. En 2019, le Canada était un importateur net pour la première fois depuis de nombreuses années, les importations de bovins d'engraissement dépassant les exportations de près de 75 000 têtes, et cette année, le Canada sera un importateur net de plus de 200 000 bovins d'engraissement.

Les exportations de bœuf ont augmenté au cours des cinq dernières années, car la forte demande internationale et l'augmentation de la production de bœuf canadien ont soutenu les exportations de bœuf. Les exportations de bœuf ont augmenté d'environ 1 milliard de dollars de 2015 à 2019 pour atteindre plus de 3,2 milliards de dollars en 2019. Malgré les problèmes de production et la possible baisse des volumes d'exportation d'environ 6,5 %, la valeur des exportations pourrait encore avoisiner les 3,2 milliards de dollars cette année. Les États-Unis continuent d'être la principale destination des exportations, avec environ 75 % des exportations de bœuf canadien. Le Japon s'est solidement hissé au deuxième rang, avec 10,6 % et Hong Kong/Macau au troisième rang, avec environ 4 %. Les importations de bœuf ont augmenté cette année, après avoir affiché une tendance à la baisse au cours des cinq dernières années. Les problèmes de production et les prix de gros records du bœuf ont amené les détaillants et les utilisateurs des services alimentaires à se tourner vers l'étranger pour assurer un approvisionnement constant. Les importations de bœuf ont augmenté d'environ 22 % cette année, pour revenir à des niveaux jamais vus depuis 2015 et 2016.

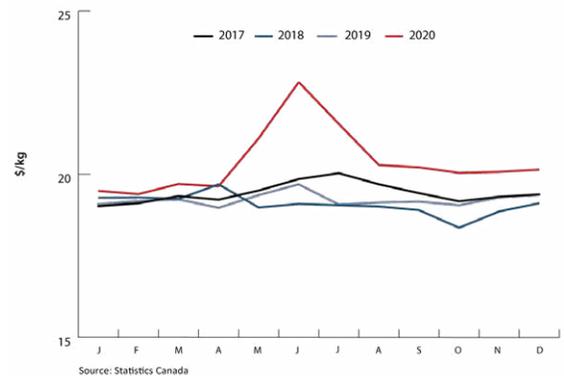
Demande

Il y a eu des changements importants dans les habitudes de consommation, car les restaurants ont été fermés ou ont dû fonctionner à capacité limitée cette année. Cela a permis de transférer une quantité importante de bœuf à vendre au détail. Malgré tous les défis économiques de cette année, la demande de bœuf a bien progressé. Le ralentissement de la capacité d'emballage ce printemps a créé une pénurie de certaines coupes de viande au détail, ce qui a fait en sorte que les prix au détail ont atteint des niveaux record cet été, mais même si la production est revenue à la normale, le bœuf au détail a été corrigé, mais est demeuré au-dessus de la normale il y a un an.

CANADIAN BEEF EXPORT VALUE

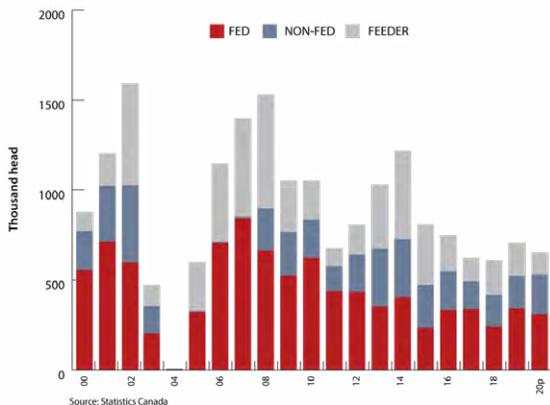


RETAIL BEEF PRICES



L'indice global de la demande de bœuf devrait être plus élevé cette année, compte tenu des niveaux de consommation de bœuf et des prix de détail plus élevés. Le bœuf continue d'être la principale dépense des Canadiens au comptoir de la viande.

LIVE CATTLE EXPORTS



Services de recherche Canfax

Les Services de recherche Canfax (SRC) fournit des informations sur le marché et une analyse économique des questions qui sont importantes pour l'industrie canadienne du bœuf. Au cours de l'année dernière, les SRC se sont concentrés sur le lancement de plusieurs nouvelles initiatives, ainsi que sur l'amélioration des

Le projet d'assurance des prix de l'Est a débuté en juin 2020. La phase 1 a permis de constater que la détermination des prix était suffisamment robuste pour soutenir un indice d'assurance des prix de l'Est en utilisant les données de l'Ontario et du Québec pour les veaux et les bovins d'engraissement. Les données historiques sur les lots proviennent des marchés aux enchères de l'Ontario et les indices sont en cours d'élaboration pour le mois de mars 2021.

Le réseau sur les coûts de production du bœuf canadien collabore avec les coordonnateurs provinciaux afin d'établir des points de référence régionaux dans chaque province qui reflètent des éco-régions et des systèmes de production spécifiques. Il y aura 26 à 30 exploitations agricoles types établies avec des points de référence, des exploitations du futur qui étudient l'adoption de différentes pratiques de gestion et de production, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui les accompagnent, afin de déterminer où il est possible de réduire les émissions de GES tout en soutenant la compétitivité des vaches et des veaux. Cela constituera la base de l'évaluation de la conjoncture économique de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD). La collecte des données aura lieu au cours du premier trimestre 2021.

La Table ronde canadienne sur le bœuf durable : SRC apporte un soutien en matière de personnel au Comité consultatif scientifique et préside le Comité scientifique sur les GES de la Table ronde mondiale sur le bœuf durable (GRSB) qui examine le potentiel de réchauffement de la planète (PRP) et la compilation d'un document méthodologique normalisé sur le bœuf qui résume les documents méthodologiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'évaluation environnementale et la performance du bétail (LEAP) liés à l'industrie du bœuf sur divers sujets environnementaux.

Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) : Des articles de blog et des outils d'aide à la décision continuent d'être produits pour soutenir les communications sur l'adoption et l'extension. Un document sur les questions clés pour les futures enquêtes canadiennes sur les vaches et les veaux a été publié en mars 2020 et distribué aux collaborateurs provinciaux. Le SRC a contribué au projet interne de tenue de dossiers du CRBB et au groupe de travail du projet "Eastern Content". Le SRC fournit des commentaires techniques à l'organe d'examen scientifique sur les questions économiques liées au transfert de technologie et à la production.

Bœuf Canada : Additional reports are being provided including a quarterly Domestic Market Intelligence Report launched in May 2020, monthly U.S. articles for the Global Market Intelligence Report and oversight of a student providing monthly beef trade articles.

CRS Provides Secretariat Services to the Beef Advisors: des rapports supplémentaires sont fournis, notamment un rapport trimestriel sur les renseignements sur le marché intérieur (*Domestic Market Intelligence Report*) lancé en mai 2020, des articles américains mensuels pour le Rapport de renseignements sur le marché mondial (*Global Market Intelligence Report*) et la participation d'un étudiant qui fournit des articles mensuels sur le commerce du bœuf.

Le SRC fournit des services de secrétariat aux **conseillers en matière de bœuf** : Des objectifs décennaux sont en cours d'élaboration sur la base de la stratégie nationale pour le bœuf de 2020 à 2024. En fixant ces objectifs, le secteur vise à renforcer le soutien à la production de bœuf et à ses activités grâce à un message clair et cohérent qui communique l'ambition de l'industrie et les avantages de la production de bœuf.

La cartographie des données a été achevée en septembre 2020 pour le programme Verified Beef Production Plus (VBP+) en faisant correspondre les statistiques nationales aux questions d'audit.

Une mise à jour du modèle de bœuf canadien en boîte est prévue. Ces mises à jour périodiques garantissent que les découpes actuelles sont saisies au fur et à mesure que les changements d'accès au marché déplacent la demande de découpes des usines de conditionnement. La mise en œuvre de l'Accord global et progressif pour le partenariat transpacifique (CPTPP) en janvier 2019 a permis d'ajuster les spécifications de rendement. Ce projet a été retardé en raison de la COVID-19 et devrait reprendre en 2021, en fonction de la disponibilité de l'engagement des conditionneurs.



Table ronde Canadienne pour le bœuf durable

La mission de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD) est de faire progresser l'amélioration continue de la durabilité de l'Industrie canadienne du bœuf par l'engagement, la collaboration, la communication et la science de plusieurs parties prenantes. La TRCBD continue de jouer un rôle de premier plan dans le domaine de la durabilité du bœuf.

Si l'année 2020 a présenté de nombreux défis inattendus, elle a également été marquée par de nombreux événements marquants et diverses opportunités pour établir la confiance avec les parties prenantes et les consommateurs.

La TRCBD est le moteur du progrès par rapport à sa mission grâce à trois principaux piliers de travail : l'évaluation comparative de la durabilité et la fixation d'objectifs stratégiques d'amélioration, la certification TRCBD - un programme de certification volontaire par une tierce partie, et la démonstration des progrès par des projets sur le terrain.

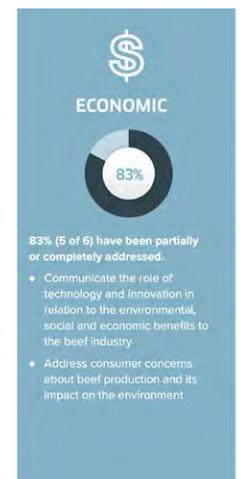
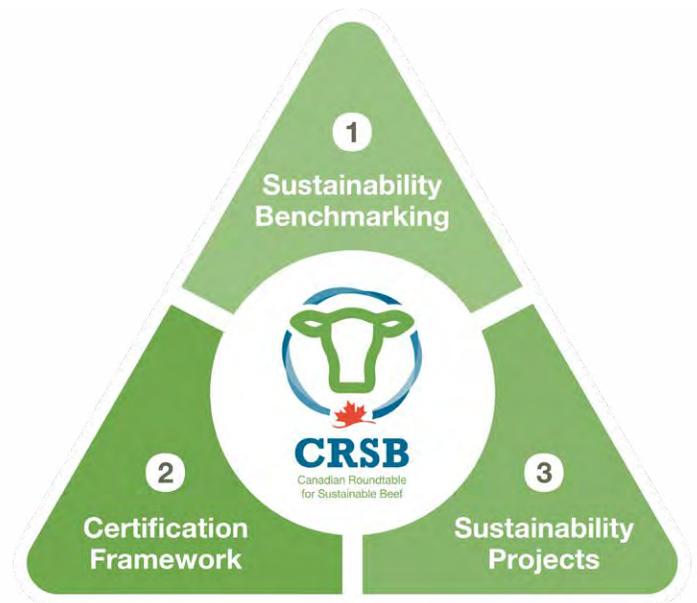
Le nombre de membres de la TRCBD continue d'augmenter, avec plus de 110 membres et observateurs, dont 12 nouveaux membres en 2019-20, issus de diverses catégories, notamment les associations de producteurs, les transformateurs, la recherche universitaire, les ONG, le commerce de détail et la restauration, et l'agroalimentaire.

La TRCBD continue de participer à la Global Roundtable for Sustainable Beef (GRSB) en siégeant au conseil d'administration, au conseil des communications et aux groupes de travail sur les objectifs.

Stratégie nationale pour la durabilité du bœuf

La TRCBD a démarré l'année 2020 avec un rapport intérimaire sur les objectifs et les actions de la Stratégie nationale pour la durabilité du bœuf, faisant état des progrès réalisés depuis la publication de la première stratégie en 2016, et indiquant où concentrer les efforts au cours des prochaines années en vue de la prochaine Évaluation nationale de la durabilité du bœuf. Nous sommes heureux d'annoncer que 86 % des actions environnementales, 75 % des actions sociales et 83 % des actions économiques de la stratégie ont été réalisées ou en voie de l'être. Consultez le Rapport intérimaire pour obtenir des détails sur les mesures qui seront prises au cours des trois prochaines années. Visitez le site csrb.ca pour consulter le rapport complet et les infographies introduits cette année pour aider à communiquer davantage au sujet de la durabilité du bœuf.

Les conseillers en matière de bœuf canadien s'appuient sur les objectifs quinquennaux définis dans la Stratégie nationale sur le bœuf 2020-2024 avec une série d'objectifs décennaux ambitieux qui visent à montrer comment l'industrie améliore continuellement ses pratiques et fait des progrès constants. La TRCBD a participé à l'élaboration de ces objectifs et a organisé deux séries de webinaires (six au total), au printemps et à l'automne 2020. L'objectif de ces webinaires était de fournir des informations scientifiques d'experts et de recueillir des commentaires au fur et à mesure de l'élaboration des ébauches d'objectifs.



The CRBS encourages all members and industry partners to identify and prioritize any initiatives that advance these action items before the National Beef Sustainability Strategy is renewed in 2023. By reporting activities in the annual survey for sustainability projects, they will be included in future reports.

Cadre pour le bœuf durable certifié

Reconnaître et promouvoir la durabilité du bœuf grâce à un programme de certification de calibre mondial au niveau de l'exploitation.

Le cadre de certification du bœuf durable de la TRCBD continue de prendre de l'ampleur. Quatre entreprises de services alimentaires s'approvisionnent désormais en bœuf auprès de fermes et de ranchs certifiés par la TRCBD, et plus de 8,6 millions de livres de bœuf ont été vendues avec une allégation TRCBD depuis 2018.

En 2017, la TRCBD a lancé le premier cadre de certification basé sur les résultats pour la durabilité du bœuf dans le monde, connu sous le nom de Certifié TRCBD. Ce cadre reconnaît les pratiques durables dans la production et la transformation du bœuf, soutient les engagements durables dans le secteur de la vente au détail et des services alimentaires, et renforce la confiance dans le bœuf canadien grâce à des allégations crédibles et fondées sur la science.

L'adoption du programme se poursuit, avec une augmentation de 28 % de la participation des producteurs de bœuf en 2020, plus de 9 millions de bovins actuellement élevés dans des exploitations certifiées TRCBD, et 8,6 millions de livres de bœuf ont été vendues avec une allégation TRCBD depuis 2018. La demande de bœuf élevé dans des fermes et des ranchs certifiés TRCBD dépasse l'offre, et il n'y a jamais eu de meilleur moment pour les producteurs de bœuf pour saisir les opportunités grâce à ce programme de certification.

Les consommateurs sont de plus en plus sensibilisés et intéressés par la façon dont les aliments sont produits et la durabilité du système alimentaire. À l'automne 2020, il y a eu plusieurs annonces passionnantes et de nouveaux acteurs qui se sont associés à la TRCBD pour aider à partager la grande histoire de durabilité du bœuf canadien. Les principaux faits saillants de l'année comprennent:

- Les installations de JBS Canada à Brooks, en Alberta, ont été certifiées conformes à la norme de la TRCBD en matière de transformation du bœuf durable
- Chop Steakhouse & Bar a été le premier à mettre en valeur la certification TRCBD sur un menu de restaurant avec son Chop Burger
- McDonald's Canada a introduit l'approvisionnement en bœuf durable dans sa gamme de Quart de livre® en lançant une campagne publicitaire à grande échelle, un marketing et un emballage en magasin, associés à une campagne intitulée "Le futur de l'élevage durable du bœuf".
- Gordon Food Service Canada Ltd. s'est engagée à assurer la durabilité du bœuf dans son programme de bœuf en boîtes de marque Gordon Choice™, une autre première pour la TRCBD.
- Les installations de Cargill à Guelph ont été certifiées conformes à la norme de transformation du bœuf durable; de plus, grâce à la certification de la chaîne de possession, Cargill s'approvisionne désormais en bœuf auprès de fermes et de ranchs certifiés TRCBD à travers le Canada pour ses installations de High River, en Alberta, et de Guelph, en Ontario.
- Le programme d'assurance qualité de l'Ontario Corn Fed Beef a été approuvé en tant qu'organisme de certification de la TRCBD pour les exploitations de parcs d'engraissement en Ontario.
- Loblaw a effectué son premier achat d'un million de livres de bœuf provenant de fermes et de ranchs certifiés TRCBD, le premier détaillant en alimentation au Canada.

La TRCBD espère que la dynamique se poursuivra en 2021.

Faire connaître la durabilité du bœuf

La communication et le marketing ont été une priorité pour la TRCBD en 2020. En collaboration avec une agence externe, une solide stratégie de marketing sur trois ans a été élaborée afin de développer les plans déjà en place. L'une des principales recommandations est d'étendre notre portée auprès des consommateurs. Pour donner le coup d'envoi, la TRCBD a mené sa première campagne publicitaire axée sur les consommateurs sur les médias sociaux au cours de l'été 2020, en mettant l'accent sur la sensibilisation aux avantages environnementaux de la production durable de bœuf au Canada. La campagne a été renforcée par le développement d'un site Web, beeffortheplanet.ca, qui met en évidence les données clés de notre évaluation nationale de la durabilité du bœuf, présente le documentaire Guardians of the Grasslands, et partage de nombreuses histoires et vidéos de producteurs de bœuf certifiés TRCBD. Les publicités sociales sont liées à ce site Web pour permettre aux gens d'en apprendre davantage. La campagne a été un succès et a permis de lancer une discussion importante; nous continuons à exploiter ce site Web dans le cadre de notre collaboration avec nos partenaires du secteur de la vente au détail et de la restauration. La cerise sur le gâteau a été l'obtention du prix Best of CAMA, décerné chaque année



Certification

Sourcing

Building Trust

Our Journey so far...



9,336,000
Head of cattle raised on CRSB Certified Sustainable Operations in Canada
~16.5% of Canadian cattle herd

Certified Sustainable Processors

Cargill, JBS CANADA, ATLANTIC Beef

Audited to track beef & deliver CRSB Claims

Cargill, GARDINER FRESH MEATS, CARDINAL, INTERCITY PACKERS

Selling Canadian beef with the CRSB Logo

McDonald's, HARVEY'S, Gordon CHOICE, chop

8.6 M lbs.

par l'Association canadienne d'agrimarketing pour reconnaître l'excellence du marketing et de la publicité dans le secteur agricole. Étonnamment, le site Web a également été récompensé par un prix spécial Best in Show. La TRCBD tient à remercier Kahntact and Nourish Food Marketing qui ont travaillé avec la TRCBD pour élaborer la campagne et AdFarm pour la conception du site Web. Nous continuons à collaborer avec les membres et les partenaires de l'industrie dans de nombreux domaines, notamment en ce qui concerne l'engagement du public et des parties prenantes, et Boeuf Canada. Un excellent exemple de cette relation de travail est la campagne commanditée par le Toronto Star intitulée "Cooking by Degrees". Elle a rassemblé des chefs exécutifs d'universités et de collèges, leurs recettes de bœuf préférées, et présente des histoires de producteurs de bœuf canadien de partout au Canada, rédigées par Owen Roberts, un grand partisan des récits sur l'agriculture. Des publicités commanditées par la TRCBD, Boeuf Canada et Guardians of the Grasslands ont été diffusées du 2 décembre 2020 au 12 janvier 2021, et les articles continueront d'être publiés dans l'espace numérique du Toronto Star. Consultez le site thestar.com/sponsored_sections/cooking-by-degrees.html.

Nous sommes enthousiastes à l'idée d'étendre notre portée sur nos canaux sociaux et de développer davantage de campagnes de ce type en 2021.

Bien sûr, aucun de nos travaux ne serait possible sans nos agriculteurs, nos éleveurs et nos partenaires de l'industrie. Nous continuons à promouvoir la durabilité au sein de l'industrie, notamment par le biais d'événements comme la Conférence de l'Industrie canadienne du bœuf. La TRCBD faisait partie du Comité des programmes, puis du groupe central de planification, lorsque la conférence est devenue un événement virtuel en 2020. Une table ronde sur la durabilité a été l'une des séances les plus populaires et a réuni des producteurs de bœuf de l'Alberta et de l'Ontario, ainsi que des conférenciers du secteur des services alimentaires et de la restauration pour une excellente discussion animée par Shaun Haney de RealAgriculture.

Évolution des priorités et "nouvelle façon" de s'engager

Comme nous l'avons tous vécu en 2020, la TRCBD a dû apporter quelques changements dans son mode de fonctionnement et dans sa façon de s'engager auprès de ses membres. En regardant l'année écoulée, nous avons été en mesure de changer de cap rapidement et même de renforcer notre engagement afin d'atteindre nos objectifs pour 2020. Nous avons tenu nos réunions semestrielles et annuelles de manière virtuelle. En plus de nos webinaires sur les objectifs du bœuf canadien, la TRCBD a organisé une série de webinaires sur une gamme variée de sujets.

Aux côtés de l'ACEB, nos ONG environnementales ont aidé à partager l'importance de la conservation des prairies avec les médias, et la TRCBD a participé à sa première réunion virtuelle avec des représentants du gouvernement à Ottawa. Pour faire le lien avec la sensibilisation accrue à la sécurité et à la durabilité du système alimentaire canadien, nous avons travaillé avec Boeuf Canada, nos partenaires restaurateurs et les producteurs de bœuf à travers le Canada pour partager leurs témoignages de gratitude afin de faire avancer la chaîne d'approvisionnement.

Consultez notre Rapport annuel pour plus de détails sur nos progrès en 2020. Nous sommes impatients de réaliser d'autres progrès ensemble en 2021 avec des initiatives telles que la phase deux des objectifs du bœuf canadien, le soutien à l'établissement des objectifs mondiaux de la TRMBD, la collaboration avec les partenaires de la chaîne d'approvisionnement engagés à soutenir les producteurs de bœuf canadien et la durabilité, et la poursuite de l'établissement de la confiance envers le bœuf canadien ici au Canada et dans le monde entier.



We're here to help youth succeed in the beef industry.

RBC® is a gold sponsor of Cattlemen's Young Leaders.

Cattlemen's Young Leaders (CYL), by the Canadian Cattlemen's Association, offers industry-specific training and mentorship opportunities to young people ages 18-35.

With a 10-year, \$500M commitment to empowering young Canadians, the RBC Future Launch initiative invests in programs like the CYL that help our youth with opportunities for networking, skill development, and practical work experience, as well as mental wellbeing supports and services.

Learn more at rbc.com/futurelaunch




Mobilisation du public et des intervenants (MPI)

Comme la plupart des autres divisions de l'ACEB, l'équipe de mobilisation du public et des intervenants (MPI) devait être souple et capable de réorienter les plans en 2020. Bien que les difficultés vécues tout au long de l'année aient défié l'industrie, nous avons également constaté d'énormes gains de confiance du public pour l'ensemble du système alimentaire.

Les recherches annuelles du Centre canadien pour l'intégrité des aliments (CCIA) ont révélé un gain de confiance incroyable de 12 points par rapport à l'année précédente, concluant que « les Canadiens sont confiants et optimistes à l'égard des aliments qu'ils mangent et de ceux qui les produisent » (CCIA 2020). Cela montre clairement comment les situations de crise peuvent aussi présenter de grandes occasions de favoriser la confiance par notre réponse.

Les changements structurels et de personnel apportés au programme cette année comprennent la finalisation de la structure de gouvernance qui a vu le président extraverti de l'ACEB, David Haywood-Farmer, se joindre au programme à titre de premier président de MPI. Haywood-Farmer occupera ce poste pour un mandat de deux ans et agira à titre de conseiller stratégique pour le gestionnaire de la mobilisation des intervenants (MI). Les changements de personnel au début de mars n'ont laissé qu'une équipe de deux personnes à gérer pendant la première vague de la pandémie de COVID-19. À la fin d'octobre, Lynsay Beavers s'est jointe à l'équipe à titre de spécialiste MI, apportant une mine de connaissances de sa carrière dans les communications et la vulgarisation dans le secteur laitier. Alors que Domonique Anderson célèbre l'arrivée de son premier bébé, l'étudiante en maîtrise Sydney Fortier a accepté un contrat d'un an pour remplir le rôle de conseillère technique en MI.

Réponse à la COVID-19

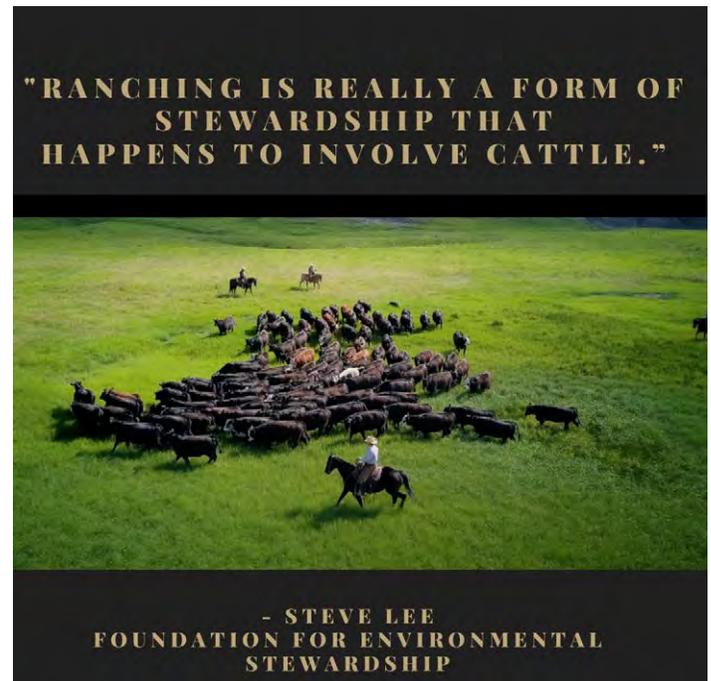
Comme la COVID-19 a été déclarée une pandémie, le MPI a fait partie de l'équipe des relations des médias pour les interventions en cas de crise. Il a notamment aidé à préparer les déclarations de l'industrie, les communiqués de presse, la sélection des porte-parole et les messages clés. Des points de presse virtuels ont été créés pour maximiser le temps des porte-parole avec de multiples demandes des médias, et des séances de discussion ouverte en ligne ont été organisées pour tenir les intervenants au courant des mises à jour de l'industrie. Des campagnes visant à exprimer notre gratitude aux travailleurs de première ligne ont été créées en collaboration avec Bœuf Canada et les partenaires d'associations provinciales, y compris une vidéo avec la participation des producteurs de partout au pays.

Gestion des enjeux

Un investissement dans la plateforme de suivi des médias Meltwater au début de l'année a permis de raffiner le suivi des médias, de calculer la portée des articles négatifs et de suivre les tendances émergentes. Pendant la pandémie de COVID-19, l'équipe a surveillé les récits en ligne visant à établir un lien entre les opérations d'alimentation intensive et les éclosions de zoonoses. Lorsque cela a été appuyé dans un bulletin électronique de CBC, MPI a collaboré avec des vétérinaires du Western College of Veterinary Medicine et de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Calgary pour élaborer une réponse et créer des déclarations médiatiques pour une utilisation future.

Au début de 2020, des réponses ont été élaborées avec Bœuf Canada pour

des publications préconisant des changements au régime alimentaire pour la nouvelle année, ce qui a mené à la publication d'une lettre à Chatelaine dans le magazine. D'autres tendances comprenaient des messages sur la réduction des impacts environnementaux des produits de bœuf mélangé. Des réunions ont eu lieu avec des membres de la haute direction de Maple Leaf, en partenariat avec le Conseil canadien du porc, pour discuter de la façon dont les futures campagnes pourraient mettre l'accent sur les avantages des protéines végétales et animales dans les produits mélangés.



En juillet, Burger King a lancé une campagne annonçant une solution libre aux émissions de méthane des vaches. Malheureusement, la vidéo s'est concentrée sur la flatulence bovine au lieu de l'éructation et la solution proposée a été basée sur des essais démontrant des résultats mitigés. MPI a élaboré des messages clés qui ont été partagés avec la National Cattlemen's Beef Association et utilisés par la Table ronde mondiale pour le bœuf durable (TRMBD) dans le cadre de discussions avec les responsables du marketing de Burger King. Résultat : une lettre d'excuses de Burger King et des modifications à la vidéo originale de la campagne. MPI a également travaillé avec la TRMBD à écrire une lettre aux Nations Unies (ONU) à la suite d'un gazouillis recommandant une réduction de la consommation de viande. En réponse, le gazouillis a été supprimé et des réunions entre les deux organisations sont prévues.

Recherche sur les consommateurs

La recherche sur la perception du public prévue a été entreprise en juillet 2020 afin de fournir des données de base pour éclairer l'orientation stratégique du contenu proactif du programme MPI. Cette recherche a révélé que la plupart des Canadiens ont des impressions positives de l'industrie et appuient son rôle dans la fourniture d'aliments de grande qualité et la contribution à l'économie. Les défis comprenaient un soutien moindre pour l'industrie du point de vue de l'environnement, ce qui a été le plus fortement ressenti par les membres de la génération Y et particulièrement par les femmes. Toutefois, les messages clés sur les avantages environnementaux de



Comme l'ACEB s'est associée à la Fédération canadienne de l'agriculture dans le cadre de sa campagne « Food for Thought », le programme MPI a identifié une occasion d'harmoniser les messages dans une initiative complémentaire, mais propre à l'industrie du boeuf. Intitulé « Leave Something Behind », cela comprenait une série de vidéos de producteurs qui mettaient l'accent sur la façon dont les agriculteurs et les éleveurs travaillent pour laisser la terre et l'environnement mieux qu'ils ne l'ont trouvé, pour la prochaine génération de producteurs de boeuf et de

Canadiens. Ces propos ont été complétés par deux présentations spéciales dans les médias, la première mettant l'accent sur les risques pour les jeunes producteurs en raison des répercussions de la COVID-19, qui comprenaient des membres du Young Cattlemen's Council. Le deuxième, organisé avec la TRCBD, portait sur les risques potentiels pour les prairies indigènes avec des invités de l'Université Dalhousie, de CIC, de la CNC et d'Oiseaux Canada. Cette campagne a également reçu le prix de la meilleure communication en temps de crise et de la meilleure gestion des enjeux lors de la remise des prix de l'Association canadienne d'agri-marketing.

Guardians of the Grasslands a continué de voir le succès du festival du film tout au long de l'année. Il convient de souligner que bon nombre des festivals étaient axés sur l'environnement dans des zones urbaines cibles, notamment Elements Environmental à Vancouver, la série « Caring for the Climate » à Oakville et le festival Wildlife Conservation tenu à Los Angeles et à New York. Bien qu'il soit malheureux que la plupart des festivals aient été des événements en ligne en raison des restrictions liées à la COVID-19, le film a continué d'atteindre des auditoriums dans les grands centres urbains, notamment Montréal, Toronto et Ottawa. Il a également attiré l'attention du Narwhal, une publication basée à Vancouver qui se concentre principalement sur les questions environnementales. Dans leur article intitulé « Meet the People Saving Canada's Grasslands », deux des participants du film ont été interviewés et ont présenté leur point de vue sur le rôle de l'élevage dans la préservation des prairies.

L'une des plus importantes initiatives de sensibilisation du public a été organisée à la Royal Agricultural Winter Fair, à Toronto. Jill Harvie, productrice de boeuf et animatrice du podcast Food Careers, a interviewé Steve Lee sur la façon dont ses perceptions ont changé grâce à des visites en personne dans des fermes et des ranchs partout au Canada. Au cours de la discussion, M. Lee explique ouvertement comment il est passé de l'idée que l'industrie bovine était désastreuse pour l'environnement à l'idée de se renseigner sur la séquestration du carbone et la préservation des prairies indigènes dans le cadre des pratiques d'intendance. Lorsqu'on lui a demandé comment il percevait l'industrie du boeuf à l'heure actuelle, M. Lee a répondu : « Ce n'est pas (juste) respectueux de l'environnement; cela va bien au-delà de cela. L'élevage est vraiment une forme d'intendance qui implique le bétail. »

Le programme MPI vise à continuer d'offrir de la valeur aux intervenants grâce à une réponse stratégique aux enjeux, coordonnée à l'échelle nationale et mondiale, afin d'atténuer l'attention négative et de créer des occasions de reportages positifs dans les médias. La promotion des partenariats existants et la recherche continue de nouvelles relations potentielles, en particulier celles qui se concentrent sur l'éducation et l'environnement, demeureront une priorité. L'élaboration de contenu proactif visera à positionner l'industrie comme un leader en matière de gestion de l'environnement, de solutions climatiques axées sur la nature et faisant partie intégrante de l'ensemble du système alimentaire canadien.

la production bovine ont contribué à accroître le sentiment positif à l'égard de l'industrie dans toutes les catégories d'âge. Parmi les autres faits saillants, 70 % des membres de la génération Y souhaitent en savoir davantage sur l'industrie du boeuf, ce qui présente une occasion incroyable de mobilisation et de confiance.

Partenariats

Bien qu'il s'agisse encore d'une nouvelle division de l'ACEB, MPI a démontré sa valeur pour l'industrie en favorisant les collaborations, les partenariats et les synergies partout au Canada et ailleurs. Cela comprend une adhésion continue au Centre canadien pour l'intégrité des aliments et un engagement accru avec Steve Lee, ancien du projet de 3 % et maintenant conseiller en politiques à l'ONU. Le Centre Simpson de l'Université de Calgary a été mis sur pied au début de l'année et a organisé toute une série de webinaires, dont plusieurs portaient précisément sur l'industrie bovine. Amie Peck, qui faisait auparavant partie du Conseil des communications du GRSB, a assumé le rôle de présidente, ce qui permettra de mieux harmoniser les communications canadiennes et les perspectives de gestion des enjeux avec une portée mondiale.

Sensibilisation du public

L'un des aspects les plus importants du programme MPI, la mobilisation du public, devait être particulièrement souple en 2020, avec l'annulation des activités en personne. Cela comprenait du contenu de positionnement pour des événements virtuels, comme la présentation du Jour de la Terre de Guardians of the Grasslands organisée en partenariat avec Canards Illimités Canada (CIC) et Conservation de la nature Canada (CNC), qui a attiré plus de 150 personnes.

Programme Verified Beef Production Plus

Le programme Verified Beef Production Plus (VBP+) a connu une grande croissance au cours de l'année 2020, malgré la pandémie. L'année a été déterminante à bien des égards pour ce que le programme VBP+ peut apporter aux intervenants de l'industrie et aux producteurs de bœuf canadiens. Le lancement de VBP+ Delivery Services Inc. et le développement d'un outil complet de gestion des audits ont été des éléments clés.

VBP+ Delivery Services Inc. (VBP+ Inc.) a été constituée en février 2019, mais n'a pas été pleinement opérationnelle avant la fin de 2019. Au début de 2020, l'organisation a commencé à réaliser des audits dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan, tout en commençant la transition des provinces de l'Est. VBP+ Inc. est la branche de certification du programme VBP+ et l'organisation chargée de délivrer la certification à tous les producteurs de bœuf canadiens selon la norme VBP+. VBP+, sous l'égide du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie, continue d'assurer la formation et l'éducation préalable à la certification ainsi que le maintien de la norme VBP+.

Les services de certification offerts par VBP+ Inc. ont été mis en pause et ralentis en mars 2020 pendant que les responsables de la santé publique et les gouvernements de tous niveaux cherchaient à comprendre et à fournir des conseils pour atténuer la propagation du COVID-19. VBP+ Inc. a profité de cette occasion pour commencer le développement d'un nouveau système électronique de gestion des audits qui permet non seulement à l'organisation de satisfaire pleinement aux exigences des accréditations et des équivalences qu'elle détient actuellement, mais qui est aussi suffisamment flexible pour intégrer des résultats supplémentaires dans son processus d'audit/certification, offrant ainsi une valeur maximale aux producteurs grâce à un seul audit/certification.

Le système fournit également des indicateurs clés de performance robustes et des mesures agrégées à partir des audits/certifications qui sont effectués et qui peuvent être utilisés de différentes manières : pour cibler l'éducation des producteurs dans les domaines de lacunes clés, pour fournir des données de validation afin d'orienter les recherches potentielles et/ou pour fournir des données de base sur les pratiques des producteurs au niveau opérationnel afin de soutenir les recommandations de changement politique ou gouvernemental. Ces mesures sont déjà régulièrement utilisées par le comité de gestion VBP+ et, dans un avenir proche, par le comité technique VBP+ pour guider les activités de changement de programme.

La pandémie de COVID-19 a également dicté à VBP+ Inc. de commencer à développer et à piloter des méthodologies d'audit à distance pour permettre la poursuite des activités d'audit dans des zones où il peut y avoir des directives de santé publique en place qui sont restrictives. Une petite équipe de vérificateurs effectue actuellement des vérifications pilotes à distance sur des opérations à travers le Canada et les données générées seront utilisées dans le développement de la méthodologie qui peut être présentée pour la validation du processus de vérification à distance par tout intervenant ou organisme de surveillance. Différentes technologies de vérification virtuelle seront également examinées et évaluées en vue d'une utilisation potentielle dans des environnements différents mais distincts du Canada. Pour être efficaces,



ces technologies doivent répondre à de nombreux défis environnementaux et de connexion. Le résultat positif de cette activité sera des technologies et des méthodologies d'audit à distance qui pourront être validées et utilisées dans un cycle d'audit/certification pour soutenir la rigueur de l'audit tout en maintenant les coûts à un niveau bas pour les producteurs de bœuf canadiens.

Malgré la pandémie, VBP+ Inc. a connu une année fructueuse en auditant des opérations principalement dans l'ouest du Canada, atteignant environ 60 % du nombre d'audits prévus. Le tableau suivant montre le nombre de têtes de différents secteurs dans les exploitations certifiées au 31 décembre 2020.

Bovins semi-finis	233,587	+24,762 depuis Jan 2020
Vaches/veaux	308,616	+27,214 depuis Jan 2020
Bovins en parc d'engraissement	999,842	+124,057 depuis Jan 2020

Les activités de formation en personne dans le cadre du programme VBP+ et dispensées par les provinces ont été essentiellement interrompues à partir de mars 2020 en raison de la pandémie. Les coordonnateurs provinciaux ont été en mesure de se déplacer et de commencer à offrir des ateliers par webinaire, mais certaines régions sont encore limitées par le manque de connectivité Internet. On espère qu'en 2021, les ateliers en personne pourront reprendre pour les producteurs qui préfèrent ce mode de prestation. La formation en ligne est restée disponible, mais là encore, certaines régions ne sont pas en mesure de profiter de la formation en ligne en raison du manque de connectivité.

VBP+ a profité du ralentissement de la formation pendant la pandémie pour accélérer les efforts de redéveloppement du contenu de la formation. S'assurer que la formation est pertinente, actuelle et que les producteurs disposent des informations nécessaires pour réussir l'audit/la certification est une grande priorité et le travail se poursuit à cette fin. Il est prévu que la nouvelle formation en ligne, en personne et par webinaire, ainsi que le matériel de référence mis à jour soient disponibles à la fin de l'été 2021.

Avoir un nombre substantiel de producteurs suffisamment investis dans leur industrie pour suivre une formation afin d'améliorer leurs pratiques de gestion est une métrique qui intéresse certains détaillants. VBP+ a mené un projet de recherche de la fin 2019 au début 2020 pour commencer à évaluer la valeur que les détaillants et les promoteurs alimentaires accordent à la formation sur les pratiques de gestion fournie par l'industrie. Les résultats ont été intéressants et d'autres informations seront disponibles sur ce sujet en 2021.

Malgré les obstacles dressés sur notre route en 2020, VBP+ et VBP+ Inc. ont réussi à tirer le meilleur parti d'une situation difficile et à progresser au cours de l'année. Il reste beaucoup à faire, comme toujours, mais VBP+ est prête à relever le défi. D'après toutes les indications et sans complications supplémentaires, 2021 s'annonce comme une grande année pour le programme.

Conseillers en matière de bœuf

Conseillers canadiens en matière de bœuf – Objectifs de l'industrie jusqu'en 2030

organisations nationales du secteur du bœuf, qui s'appuient sur les objectifs quinquennaux définis dans la stratégie nationale 2020-24 pour le bœuf. Cette stratégie prévoit un ensemble unique d'objectifs que toutes les organisations nationales s'efforceront d'atteindre ensemble. Ces objectifs ambitieux mais réalistes fournissent un message positif et clair sur la manière dont le secteur canadien du bœuf s'efforce d'apporter des améliorations progressives et continues.

L'intention est que ce soient des objectifs "ambitieux" qui encouragent l'industrie à s'efforcer de réaliser quelque chose que nous n'atteindrions pas sans les fixer, en encourageant l'innovation et en poussant l'industrie dans son ensemble à penser différemment et à sortir de notre zone de confort. Le principe sous-jacent de l'amélioration progressive continue ne doit pas diminuer ce que l'industrie réalise si l'objectif spécifique n'est pas atteint. Toutefois, il encouragera l'industrie à expliquer pourquoi un objectif a été ou n'a pas été atteint. Les conseillers canadiens en matière de bœuf se sont engagés à rendre compte de manière transparente à l'industrie par le biais de la stratégie nationale pour le bœuf.

Les trois premiers sujets ont été publiés en septembre 2020 et concernent

1. les gaz à effet de serre et la séquestration du carbone;
2. la santé et le bien-être des animaux;
3. l'utilisation des terres et la biodiversité.

Les quatre prochains thèmes seront abordés en 2021 : l'eau, la qualité du bœuf et la salubrité des aliments, la santé et la sécurité des personnes, et la technologie.

Cet ensemble d'objectifs couvre la productivité et garantit la livraison d'un produit de meilleure qualité. Ces objectifs reconnaissent l'ampleur des avantages de la production de bœuf au-delà de la satisfaction de la demande mondiale en protéines.

Comment ces objectifs seront utilisés

Ces objectifs seront utilisés par la Table ronde canadienne pour le bœuf durable (TRCBD) pour faire la mise à jour de sa stratégie de durabilité. Ils serviront également à informer les Conseils de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) de la mise à jour de la Stratégie nationale de recherche et d'extension sur le bœuf pour 2023-28. En outre, ils positionneront à Ottawa l'Industrie canadienne du bœuf comme faisant partie de la solution sur ces sujets, plutôt que du problème. En fixant ces objectifs, l'industrie vise à renforcer le soutien du gouvernement et du public à la production de bœuf et à ses activités grâce à un message clair et cohérent qui aborde de front les défis rencontrés tout en communiquant ses avantages.

CANADIAN BEEF GOALS 2030

Fostering long-term continuous improvement in the Canadian beef industry



Le processus

Un processus itératif a été utilisé pour élaborer les objectifs proposés, y compris une analyse documentaire, des entretiens avec des chercheurs, des vétérinaires et des producteurs qui ont fourni des informations sur ce qu'il était possible d'accomplir pour l'industrie. Ce processus a permis d'examiner les performances passées en reconnaissant que les réalisations précédentes provenaient de multiples petites améliorations progressives dans

l'ensemble du système. Il a également été reconnu que les rendements marginaux diminuent avec les limites biologiques dans certains domaines, tandis que d'autres secteurs peuvent connaître une accélération en raison de la technologie, de l'adoption et des nouvelles opportunités. Dans la mesure du possible, des scénarios ont été fournis, qui incluaient une continuation des tendances historiques et des percées potentielles.

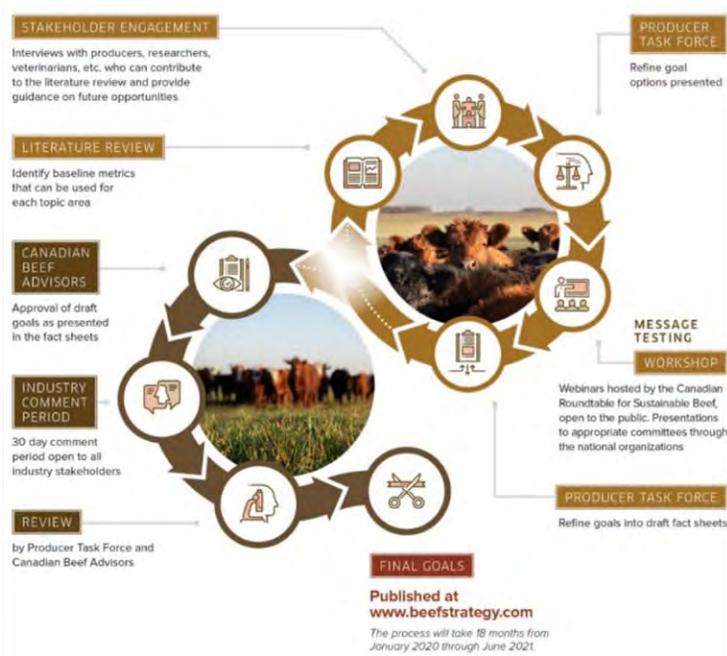
Les options préliminaires ont été présentées aux Conseillers en matière de bœuf, aux membres de la TRCBD par le biais d'une série de webinaires et d'un groupe de travail de producteurs composé de représentants du Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB), de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD), de l'ACEB et de l'Association nationale des engraisseurs de bœuf (ANEb) pour obtenir leurs réactions et en discuter. Les questions qui ont été soulevées tout au long du processus sont traitées dans la section FAQ de chaque fiche d'information.



Les conseillers canadiens en matière de bœuf

Les conseillers canadiens en matière de bœuf se composent du président et des cadres supérieurs de chacune des sept organisations nationales de l'industrie du bœuf responsables de la politique, du marketing, de la recherche et de la durabilité. Il s'agit d'un groupe diversifié de représentants expérimentés de l'industrie qui dirigent la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le bœuf au nom de l'industrie canadienne du bœuf. Ils sont chargés d'établir les priorités et d'atteindre les objectifs définis dans la Stratégie nationale du bœuf 2020-24.

La Stratégie nationale pour le bœuf encourage une approche unie pour positionner l'Industrie canadienne du bœuf en vue d'une plus grande rentabilité, d'une croissance et d'une production continue d'un produit de choix de haute qualité dans le monde.



Production régénératrice de boeuf

L'agriculture régénératrice est devenue un sujet brûlant ces derniers mois avec la sortie de plusieurs documentaires (par exemple *Sacred Cow*, *Kiss the Ground*, *Return to Eden*). En outre, un certain nombre d'initiatives liées aux pratiques régénératrices ont été annoncées, notamment le Centre mondial pour l'agriculture régénératrice de Terramera, l'engagement de General Mills à faire progresser l'agriculture régénératrice sur un million d'acres de terres agricoles d'ici 2030 et une initiative de pâturage durable d'un million d'acres financée par la Fondation Walmart, Cargill et McDonald's dans les Grandes Plaines du Nord des États-Unis.

L'industrie canadienne du boeuf a exprimé son intérêt à communiquer sur la façon dont les pratiques régénératrices sont mises en œuvre dans les exploitations bovines. Tout en reconnaissant que les pratiques régénératrices s'adaptent constamment, s'il devait y avoir une communication, il faudrait qu'il y ait une certaine harmonisation sur ce qui était inclus dans le terme ou non. Par conséquent, les conseillers en matière de boeuf canadien ont rédigé une déclaration sur la production régénératrice de boeuf axée sur les résultats et les principes.

Projet de déclaration sur la production régénératrice de boeuf

Les pratiques régénératrices font partie d'un système canadien de production de boeuf durable. Comme il n'existe pas deux fermes ou ranchs identiques, les producteurs adoptent les principes et les éléments des pratiques régénératrices qui conviennent à leur environnement et à leur exploitation individuelle afin d'obtenir les résultats souhaités.

La production régénératrice de boeuf reconnaît les co-bénéfices de l'intégration des secteurs de la culture et de l'élevage, ce qui favorise le recyclage des nutriments ainsi que la santé des sols.

La production régénératrice de viande bovine reconnaît les co-bénéfices de l'intégration des secteurs de la culture et de l'élevage, ce qui favorise le recyclage des nutriments ainsi que la santé des sols. Cette démarche doit être envisagée du point de vue des systèmes agricoles ou de la communauté, car certaines personnes ne sont pas en mesure d'intégrer toutes les pratiques recommandées dans leur exploitation. Par exemple, un voisin fait paître ses résidus de culture par les vaches de boucherie d'un autre voisin et vend les céréales et la paille au parc d'engraissement d'un troisième voisin. Le troisième voisin achète les veaux du deuxième voisin et vend le fumier aux deux. Cela crée un système interconnecté qui continue à se renouveler et à se régénérer.

Résultats:

1. Les pratiques régénératrices renforcent la matière organique du sol, améliorent la biodiversité du sol et génèrent une nouvelle couche de terre arable.
2. Les pratiques régénératrices améliorent les services écosystémiques tels que : la séquestration du carbone, la biodiversité, l'infiltration de l'eau, la capacité du sol à retenir l'eau et donc à renforcer la résilience face aux sécheresses et aux inondations.
3. Les pratiques régénératrices permettent de recycler les éléments nutritifs dans un système agricole interconnecté comprenant à la fois l'élevage et la production végétale. Les éléments nutritifs contenus dans le fumier aident à compenser l'utilisation d'engrais synthétiques et à améliorer la matière organique des sols. Le bétail utilise également les cultures endommagées par les intempéries, les résidus et les sous-produits impropres à la consommation humaine, ce qui réduit les déchets au sein du système.
4. Les pratiques régénératrices renforcent les communautés rurales et les écosystèmes naturels dont elles font partie, en s'efforçant de laisser la terre et les communautés en meilleur état.



Principes:

1. Utiliser une approche holistique qui vise à renforcer les écosystèmes et la résilience des communautés.
2. Limiter les perturbations du sol, maintenir la couverture du sol, garder les racines vivantes dans le sol et actives le plus longtemps possible dans l'année.
3. Optimiser la biodiversité végétale (par exemple, gérer les rotations de cultures pour l'écosystème/la région, les mélanges de pâturages complexes) en incluant les fourrages, les cultures intercalaires, les polycultures et les cultures de couverture dans les rotations.
4. Utiliser les concepts de pâturage, notamment en mettant l'accent sur la période de pâturage pour éviter le surpâturage, des périodes de repos adaptées, l'impact des animaux pour stimuler le sol, une densité d'élevage appropriée et la préservation de la couverture du sol.
5. Recycler les nutriments grâce au pâturage et à l'intégration culture-élevage

Test de message public

Au mois de novembre, l'équipe chargée de l'engagement du public et des parties prenantes a procédé à un test de message public afin de déterminer le degré de notoriété du terme "régénération". Comme prévu, la connaissance du concept "d'agriculture régénératrice" est assez faible (1 sur 5) par rapport à d'autres termes (comme "agriculture durable", 1 sur 2). Les répondants réagissent positivement aux différentes pratiques d'agriculture régénératrice utilisées dans l'industrie.

Les résultats identifiés sur [l'amélioration de la biodiversité des sols, le recyclage des nutriments, l'amélioration des écosystèmes et le renforcement des communautés](#) ont permis à 70-75% des personnes interrogées de se sentir mieux par rapport à la durabilité de l'industrie. La familiarité avec le terme " agriculture régénératrice " est la plus élevée chez les répondants urbains et les moins de 44 ans, ce qui souligne l'opportunité d'entrer en contact avec un groupe démographique important. La connaissance générale de l'agriculture régénératrice et de la durabilité environnementale de l'industrie du boeuf est faible, donc toute information sur les pratiques durables est susceptible d'être reçue positivement.

Commentaires des parties prenantes de l'industrie

Une enquête auprès des parties prenantes a été menée entre le 23 novembre et le 8 janvier 2021 et 246 réponses ont été reçues avec une couverture nationale. Dans l'ensemble, les répondants étaient neutres à positifs sur l'industrie définissant la production régénératrice de bœuf.

Tableau 1. Que pensez-vous du fait que l'industrie du bœuf définisse le terme "production régénératrice de bœuf" ?

	Total	Vaches-Veaux	Parc d'engraissement	Semences	Autre
Très positif	26%	20%	16%	20%	21%
Positif	38%	26%	42%	33%	45%
Neutre	28%	20%	21%	33%	26%
Négatif	6%	2%	21%	13%	8%
Très négatif	3%	3%	0%	0%	0%

Que signifie pour vous la production régénératrice de bœuf?

Quatre-vingt-sept pour cent ont fourni une réponse écrite. Les commentaires se sont concentrés sur le fait que la régénération est un **système en boucle fermée** dans lequel les nutriments restent là où ils sont produits, et où les combustibles fossiles, les engrais synthétiques, les herbicides, les pesticides et le travail du sol sont réduits au minimum. La fertilité et la lutte contre les parasites sont gérées en adoptant et **en imitant les processus naturels**. Une pensée avant-gardiste, la séquestration du carbone en travaillant avec la nature, le développement des microbes et la santé des sols. Les participants ont évoqué le potentiel de la production de bœuf à atténuer le changement climatique grâce à la séquestration du carbone. Pour beaucoup, cela signifiait uniquement du bœuf **fini à l'herbe**.

De nombreux commentaires ont porté sur la durabilité. Les deux ont assimilé positivement les pratiques régénératrices à l'amélioration générationnelle et à la durabilité perpétuelle sans soutien artificiel. Mais aussi de manière négative, en soulignant que le terme "régénératrice" signifie plus que "durable", en ce sens qu'il s'agit de reconstruire et d'améliorer, et pas seulement de maintenir le statu quo actuel.

Pour d'autres, il s'agissait d'un terme de marketing. Il est dans l'intérêt de l'industrie de poursuivre son travail de sensibilisation des consommateurs à la "production durable de bœuf" et de ne pas confondre le consommateur avec un autre terme.

Manque-t-il des résultats?

On a identifié cinq domaines principaux qui manquaient dans les résultats ou qui devaient être développés:

1. Nutrition

- Lien entre la santé du bétail et les avantages pour la santé des personnes
- Se concentrer davantage sur la santé humaine plutôt que sur la "force des communautés rurales" grâce à une diversité florissante et améliorée des communautés végétales et animales.

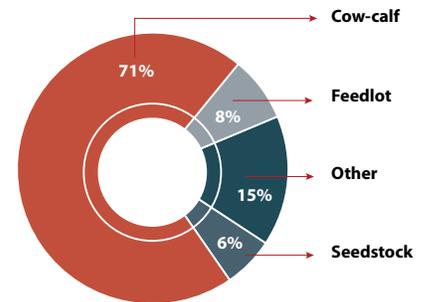
2. Santé des animaux

- Les pratiques régénératrices peuvent également aider à réduire la charge parasitaire des bovins et contribuer à augmenter l'immunité et les gains. Cela permettrait de réduire l'utilisation d'antibiotiques et de produits antiparasitaires.
- Mettre l'accent sur la santé et le bien-être des animaux. Ag reg devrait mettre l'accent sur les bonnes pratiques d'élevage.

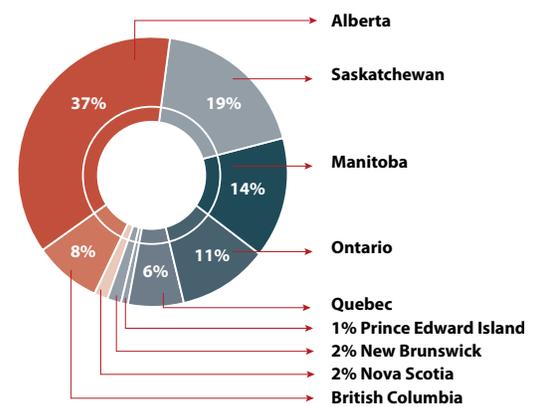
3. Mode de vie

- Des fermes plus petites, moins de dépendance à l'égard des grosses cylindrées brillantes, un retour au mode de vie, moins de préoccupations liées aux affaires
- Gain de temps, le bétail fait une plus grande partie du travail pour libérer du temps pour d'autres tâches
- Doit avoir une valeur ajoutée au produit final pour compenser les coûts de gestion
- Se concentrer sur le marketing direct auprès des consommateurs. Promouvoir les produits cultivés localement
- Améliorer les relations sociales et renforcer les économies locales

Responses via sector



Responses via province



4. Économie

- Absence de toute référence à la rentabilité
- Un meilleur revenu net pour les producteurs avec des intrants réduits
- Une plus grande résilience face aux sécheresses/inondations qui soutient les flux de trésorerie.

5. Diversité

- La biodiversité végétale est trop restreinte. Elle devrait être élargie pour inclure toute la diversité.
- Le monde microbien, les "bons insectes" et les avantages pour les prairies pérennes ne sont pas abordés.
- Une différence mesurable dans le nombre et la fréquence des espèces sauvages (par exemple, plus de pollinisateurs, d'oiseaux).

L'énoncé "système agricole interconnecté comprenant à la fois l'élevage et la production végétale" a été contesté. Certains répondants affirment que l'agriculture régénératrice n'a pas besoin d'être composée des deux. D'autres ont noté le défi très réel d'amener les producteurs de cultures et de bétail à travailler ensemble, en particulier pour l'épandage du fumier.

Qu'est-ce qui manque aux principes ?

- La définition du terme "holistique" fait l'objet d'un débat. Une approche "systémique" ou "imitant la nature" serait plus appropriée.
- Le pâturage doit tenir compte du moment et de la durée de la période de pâturage ; et "récupération" et non "repos".
- Les principes sont trop spécifiques et devraient être qualifiés avec "peut/peuvent" au lieu de "doit/doivent"
- Ajouter quelque chose sur la remise en état des terres détériorées. Il est possible d'utiliser le pâturage régénérateur pour remettre en état et continuer à améliorer les sols détériorés.
- Les pratiques régénératrices sont intégrées à la flore et à la faune locales afin de renforcer leur durabilité. La prise en compte de la faune locale fait défaut. Des régions différentes auront des pratiques différentes, dépendant de nombreux facteurs différents.

Préoccupations soulevées

Soixante-deux pour cent des répondants ont fourni des commentaires écrits. Six préoccupations principales ont été identifiées dans les commentaires fournis.

1. "L'agriculture régénératrice" est une mode passagère, ici aujourd'hui, partie demain. Elle ressemble à un mouvement en faveur de la gestion **holistique, de l'élevage à l'herbe et de l'agriculture biologique**. Les fermes biologiques se présentent comme étant "régénératrices", ce qui pourrait créer une confusion chez les consommateurs qui s'attendent aux mêmes attributs.
2. **La production de boeuf durable** est un meilleur terme à mettre en évidence et à promouvoir, car elle est liée à la durabilité économique, sociale et environnementale. Le terme « régénératrice » est uniquement environnemental, il peut donc être utilisé, mais devrait être un message secondaire. Il faut consacrer de l'énergie à la promotion du "boeuf durable" maintenant qu'il commence à faire parler de lui.
3. **Les parcs d'engraissement** ne sont pas admissibles à la production régénératrice de boeuf.
4. **Le lien avec le climat** : Il a été noté que les avantages de l'agriculture régénératrice en matière de séquestration du carbone dans le sol font encore l'objet de débats. D'autant plus que le boeuf nourri à l'herbe a tendance à produire davantage de gaz à effet de serre et que la quantification de la séquestration du carbone dans le sol varie considérablement en fonction du sol, des précipitations et de la gestion des pâturages.
5. **Protéger les marchés de niche** : Ceux qui font partie du mouvement de régénération recherchent des primes et ne veulent pas de quelque chose qui diluerait le mouvement en le rendant courant. Il a été accepté que parler et promouvoir la production régénératrice de boeuf est une excellente idée et doit être fait. Cependant, cela devrait être fait par des organisations et des producteurs qui pratiquent activement ces principes, et non par les organisations nationales de bovins.
6. **Écoblanchiment** : Il a été noté que la majorité des producteurs de boeuf doivent utiliser ces pratiques avant qu'elles ne soient utilisées comme outil de marketing. Dire que les pratiques décrites sont actuellement répandues a été remis en question. Par conséquent, l'utilisation du terme "régénératrice" pour décrire les pratiques courantes serait considérée comme de l'écoblanchiment.

Donner la priorité aux communications avec les producteurs et non avec les consommateurs

Les producteurs doivent être mieux informés sur les pratiques régénératrices avant d'en discuter avec les consommateurs ou le public. Cette information doit avoir deux volets. Tout d'abord, la recherche doit combler les lacunes dans les connaissances et la science. Il a été noté qu'en particulier, les polycultures ne fonctionnent pas toujours comme prévu. Des travaux supplémentaires sont nécessaires dans ce domaine pour déterminer ce qui est adapté à l'environnement canadien. Deuxièmement, l'extension des pratiques aux producteurs. L'adoption de pratiques régénératrices exige de la patience et une réflexion à long terme. Il faudra des années avant que des progrès significatifs puissent être réalisés.

Mais des limites au mouvement de régénération ont également été identifiées. La plupart des concepts sont développés sur des herbes cultivées. Il est nécessaire de reconnaître ce qui peut se passer sur une herbe cultivée par rapport à une herbe indigène. Il existe des principes de gestion des herbes indigènes qui ne sont pas couverts par le terme "régénératif".

De plus, il semble qu'il y ait une certaine confusion quant à l'utilisation de pratiques "marginales" qui ne sont pas nécessairement "essentielles" aux mouvements de régénération. Des questions se posent sur l'utilisation de la jachère d'été, des thés de compostage et l'assimilation du pâturage à l'année à la neutralité carbone (ce qui n'est vrai que dans les zones où le taux de séquestration du carbone par acre est élevé).

Recherche

Il faut reconnaître que le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) mène activement des recherches sur les sujets clés liés aux pratiques régénératrices. Le CRBB a pour rôle de fournir des mesures fondées sur la science pour soutenir l'adoption par les producteurs de pratiques de production bénéfiques qui contribuent à la durabilité économique et environnementale. Les ressources comprennent des pages thématiques et des webinaires sur les cultures de couverture, l'ajout de diversité avec les cultures intercalaires, la santé des zones de pâturage et des zones riveraines. Des outils de prise de décision sont disponibles pour l'adoption de systèmes d'eau, la capacité de charge et la sélection de mélanges de fourrage.

Mise à jour - Le Prix de l'intendance environnementale (TESA) de l'ACEB

Avec la pandémie de COVID-19 et les décrets de distanciation physique en place, certaines associations provinciales n'ont pas tenu de réunions d'été ou n'ont pas pu remettre leurs prix provinciaux d'Intendance environnementale. Cependant, quatre lauréats provinciaux ont été nommés et le président du Comité de l'environnement et le personnel de l'ACEB ont décidé d'aller de l'avant avec une vitrine en ligne et une cérémonie de remise des prix en deux événements.

L'ACEB avait des candidats de l'Ontario - Charlton Angus Cattle Company, Paul De Jong, district de Temiskaming ; du Manitoba - Hagan Ranch, Thomas et Felicity Hagan, Oak Lake ; de l'Alberta - Deer Creek Livestock Company, Richard Visser, James Bekkering, Kyle Turner et Jeff Smith, près de Milk River ; et de la C. B. - Woodjam Ranch, la famille Seelhof (Rick, Chad, Riata, Ryle, Cooper, Louis et Ellie), de Horsefly. C. - Woodjam Ranch, la famille Seelhof (Ricky, Chad, Riata, Renee, Cooper, Louis et Ellie), de Horsefly.

L'ACEB a commencé à publier les profils de chacun des candidats provinciaux dans le blogue Action News à la mi-juin. Les candidats ont également profité de l'occasion pour participer à une séance de formation en ligne à l'intention des médias, un événement qui aura lieu chaque année à l'avenir, car il permet d'orienter les candidats pour qu'ils racontent leur histoire sous forme d'entrevue. Le 29 juillet, nous avons organisé un événement virtuel de présentation et de mise en valeur de chacun de nos candidats et de leurs réalisations en matière d'intendance. Certains médias ont été invités, ainsi que des intervenants et des gestionnaires provinciaux. La participation et les résultats ont été positifs.

Après une évaluation et une discussion approfondies, les juges du TESA ont choisi la famille Seelhof et son ranch Woodjam comme lauréat du TESA 2020. Parmi les nombreuses distinctions reçues, la famille Seelhof a été récompensée pour son travail acharné et sa diligence à protéger les nombreuses zones riveraines et les eaux courantes autour du ranch. Le prix a été remis par le président du comité de l'environnement, Duane Thompson, lors de la conférence virtuelle 2020 de l'Industrie canadienne du boeuf (ICB) en août. Malgré les circonstances inhabituelles entourant la nature en ligne de la présentation, les médias nationaux ont assuré une bonne couverture des prix et des lauréats.

En ce qui concerne l'avenir, 2021 marque le 25^e anniversaire du TESA de l'ACEB. Pour cette étape importante, des améliorations significatives sont entreprises non seulement pour marquer l'occasion mais aussi pour augmenter le profil du prix. Il s'agit notamment d'accroître l'intérêt régional pour les candidats et de sensibiliser davantage les politiciens, les bureaucrates et le grand public aux importantes activités d'intendance des producteurs de bovins de boucherie du Canada ainsi qu'aux avantages environnementaux de la production de bovins de boucherie dans le contexte canadien.

Les améliorations comprennent une stratégie de communication révisée et élargie, l'alignement avec les groupes de conservation en tant que champions fondamentaux du prix, le renforcement de la structure et du processus de jugement et la révision de l'éligibilité des nominations pour mieux inclure certaines régions du pays. Ces améliorations seront achevées au cours du premier trimestre de 2021. Actuellement, il est prévu de présenter le TESA 2021 en direct lors du CBIC qui se tiendra du 17 au 19 août 2021.

TESA - 2020 Récipiendaires provinciaux

Hagan Valley Ranch

Thomas and Felicity Hagan
Oak Lake, MB

Des producteurs de bœuf du Manitoba
Récipiendaire du prix d'intendance environnementale



Deer Creek Ranch

Deer Creek Livestock Co. Ltd.
(Richard Visser, James Bekkering, Kyle Turner and Jeff Smith)
Milk River, AB

Des producteurs de bœuf de l'Alberta
Récipiendaire du prix d'intendance environnementale



Charlton Angus Cattle Company

Paul De Jong
Temiskaming District, ON

Des producteurs de bœuf de l'Ontario
Récipiendaire du prix d'intendance environnementale



L'ACEB remercie son commanditaire TESA Platine, MNP, d'avoir rendu ce prix possible.

Pour en savoir plus sur les contributions significatives des anciens récipiendaires du TESA, veuillez consulter le site : cattle.ca/sustainability/the-environmental-stewardship-award/ (disponible en anglais seulement).



Le ranch Woodjam, près de Horsefly, en Colombie-Britannique (C.-B.), a reçu Le Prix d'intendance environnementale 2020 (TESA).

Ricky et Chad Seelhof sont les propriétaires et gestionnaires du ranch Woodjam, ainsi que leurs enfants Riata, Cooper et Renee.

Le couple a acheté le ranch en 2013 aux parents de Chad qui en étaient propriétaires depuis 2003.

La famille Seelhof exploite une entreprise de 500 vaches et veaux Angus noirs sur 2 120 acres de terres cultivées et de pâturages indigènes, en association avec 80 000 acres de zones de pâturage de la Couronne. Cette famille d'éleveurs estime qu'il est de sa responsabilité de gérer la terre.

"Comme toujours, sélectionner un récipiendaire pour le TESA de cette année s'est avéré difficile en raison de la liste très impressionnante de candidats", déclare Duane Thompson, président du comité de l'environnement de l'ACEB. "Ce qui ressort de la famille Seelhof et de son ranch Woodjam, c'est le travail extraordinaire qu'ils ont accompli pour mettre en valeur et améliorer les nombreuses zones riveraines de leur exploitation. De plus, ils ont partagé leurs expériences de gestion et ont encouragé d'autres producteurs à faire de même, c'est très impressionnant et bon pour notre industrie".

Le ranch Woodjam est situé au cœur de la région Cariboo de la province, à proximité de la rivière Horsefly et de ses 16 ruisseaux affluents. Il est primordial de veiller à ce que ces cours d'eau restent en bonne santé. Les Seelhofs se concentrent sur la plantation d'un grand nombre de saules et travaillent à la restauration des berges afin d'éviter les importantes inondations printanières auxquelles le ranch est soumis en raison de l'érosion des berges.

En partenariat avec Pêches et Océans Canada, la famille Seelhof a installé huit grands systèmes d'arrosage hors rivière et a ajouté des conduites souterraines. En outre, ils continuent à développer les pâturages dans les zones plus élevées afin de maintenir le bétail à l'écart des zones riveraines sujettes aux inondations.

M. Thompson a souligné que les juges de la TESA reconnaissent l'engagement exceptionnel de tous les candidats à apporter à leurs opérations des solutions innovantes de conservation qui protègent l'environnement et la vie sauvage autour d'eux.

Le prix a été remis par M. Thompson lors de la conférence virtuelle de l'Industrie canadienne du bœuf (ICB) de cette année.

"Ce qui ressort de la famille Seelhof et de son ranch Woodjam, c'est le travail extraordinaire qu'ils ont accompli pour mettre en valeur et améliorer les nombreuses zones riveraines de leur exploitation."



Comité de la santé et du bien-être des animaux

L'industrie canadienne du boeuf offre des soins de santé et des normes de soins de calibre mondial à nos animaux. Pour ce faire, elle applique des pratiques de production recommandées et respecte les réglementations provinciales et fédérales.

Ces efforts ont permis d'améliorer l'accès aux marchés et la confiance des consommateurs à l'égard de nos produits dans le monde entier.

La santé et les soins des animaux sont essentiels à notre industrie. Les épidémies, le climat, la réforme réglementaire et les innovations dans les systèmes de santé et de bien-être ajoutent à la complexité et aux défis auxquels font face nos producteurs de façon continue. L'année 2020 a été une année sans précédent en raison de la pandémie mondiale et elle a également entraîné de nombreux défis spécifiques à la santé et aux soins des animaux. Une sélection des faits saillants des activités est présentée ci-dessous.



Santé Animale Canada

En s'appuyant sur les fondements de la traçabilité du bétail, l'importance d'une prévention, d'une préparation, d'une intervention et d'un rétablissement efficaces des maladies animales (PPIR) est essentielle pour assurer la santé et le bien-être des animaux d'élevage du Canada. L'ACEB copréside une initiative multi-spécifique appelée Santé animale Canada (SAC), qui vise à élaborer un mécanisme de collaboration à l'échelle du système pour galvaniser les partenaires avec une vision et des objectifs communs pour une approche intégrée de la protection de la santé animale au Canada. SAC donnera suite aux domaines d'action définis dans la Stratégie sur la santé des végétaux et des animaux du Canada, y compris 1) la coordination par le biais de partenariats 2) un système fondé sur la prévention et défendu par une intervention et un rétablissement efficaces et 3) la collecte, l'analyse et le partage d'information.

Grâce à une collaboration entre le secteur public et le secteur privé et à la mise à profit et à la coordination des efforts, Santé animale Canada assurera la cohésion, maximisera les synergies et minimisera les doublons et les lacunes dans le système de santé animale du Canada. Santé animale Canada déterminera les priorités en matière de santé animale, y compris les mesures concrètes à court terme, et travaillera en collaboration avec tous les partenaires pour réaliser ces priorités et mesures communes.

OIE pour une demande de statut de risque négligeable d'ESB

L'ACEB a coprésidé un groupe de travail industrie/gouvernement pour l'application de risque négligeable d'ESB de l'OIE au Canada. Les intervenants de chaque secteur de l'industrie, y compris les fournisseurs de services comme les provenderies et les équarisseurs, ont travaillé en partenariat pour fournir les données nécessaires à l'ACIA pour remplir la demande de l'OIE qui a été soumise à l'OIE avant la date limite du 31 juillet 2020. Trois séries de questions de l'OIE sont terminées et aucun problème ou retard de réponse n'est survenu. Le Groupe d'examen de l'OIE est actuellement saisi de la demande, qui transmettra une recommandation au Conseil de l'OIE d'ici mars 2021, date à laquelle une décision finale sera rendue en mai 2021. L'effort a été un succès retentissant dans la collaboration entre l'industrie et le gouvernement.

Examen des matières à risque spécifiées (MRS)

L'ACEB et l'ACIA ont mis sur pied un groupe de travail pour examiner l'élimination des MRS au Canada. L'un des objectifs de l'examen est d'harmoniser les protocoles de MRS du Canada avec ceux des États-Unis. Le groupe de travail se concentrera sur des domaines clés comme la comparaison du protocole canado-américain, les considérations relatives à la santé publique et animale et la modélisation des risques, et les débouchés sur le marché international.

Banque de vaccins contre la fièvre aphteuse

La modélisation de l'ACIA a montré qu'une éclosion de fièvre aphteuse dans les régions densément peuplées de bétail représenterait l'un des pires scénarios pour le Canada et nécessiterait entre 1,9 et 2,7 millions de doses de vaccin contre la fièvre aphteuse. Nous avons actuellement un manque important de vaccins d'urgence, et le délai de 14 semaines pour produire un vaccin représente un risque important pour l'industrie du bétail et pour l'économie canadienne.

Compte tenu de la création de la Banque de vaccins contre la fièvre aphteuse des États-Unis et du risque de dévastation catastrophique connu d'une éclosion de fièvre aphteuse au Canada, l'ACEB a fait pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il crée une banque canadienne contre la fièvre aphteuse. Des discussions officielles entre l'ACEB, l'ACIA et AAC ont été lancées à l'automne 2020 et les travaux se poursuivront jusqu'en 2021. L'ACEB recommande que la Banque de la fièvre aphteuse ait 30 millions de doses, soit 2,5 millions de doses chacune de 12 concentrés de vaccins différents contre la fièvre aphteuse. Le coût annuel prévu pour une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse pleinement fonctionnelle est de 3 millions de dollars canadiens.

Plan d'intervention sur la Gestion des urgences en santé animale (GUSA)

L'ACEB collabore étroitement avec le projet GUSA-II pour élaborer et mettre à l'essai des protocoles visant à combler les lacunes dans plusieurs domaines essentiels à la gestion efficace d'une éclosion de maladie animale grave. Les activités comprennent également le doublement du nombre d'associations provinciales dotées de plans d'urgence en matière de santé animale à l'intention de l'association et de manuels à l'intention des producteurs, ainsi que le soutien de l'élaboration de plans pour les associations nationales qui intègrent des normes nationales de biosécurité déjà élaborées.



Ces efforts comprennent l'élaboration d'outils à l'intention des partenaires de l'industrie afin de sensibiliser et de faire comprendre leurs plans et manuels de GUSA et de lancer le processus de mise en œuvre dans leurs secteurs respectifs, et enfin, élaborer un programme de formation continue sur la reconnaissance des maladies animales exotiques (MAE) et l'intervention auprès des vétérinaires en exercice, en collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et en mobilisant des groupes tels que les groupes vétérinaires nationaux, provinciaux et spécifique aux espèces.

Traçabilité

La pandémie de COVID-19 en cours a encore retardé la publication officielle des règlements proposés sur la traçabilité. L'ACIA prévoit maintenant qu'au plus tôt à la fin de l'été ou l'automne 2021, ces règlements seront publiés dans la CG1.

L'ACEB s'est engagée, de concert avec ses organisations affiliées, à mettre en œuvre la traçabilité du bétail de manière rentable et efficace sans nuire au commerce. L'ACEB est membre du Comité de mise en œuvre de la réglementation dirigé par l'ACIA et travaillait activement avec l'ACIA pour veiller à ce que les règlements respectent le Plan de mise en œuvre du bétail (PMOB) appuyé par l'industrie, et pour veiller à ce que les définitions dans les règlements reflètent fidèlement les attentes de l'industrie.

Transport du bétail

Les modifications proposées au Règlement sur le transport des animaux sont entrées en vigueur le 20 février 2020, mais la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Marie-Claude Bibeau, et l'ACIA ont annoncé une période de transition de deux ans pour les intervalles d'alimentation, d'eau et de repos en décembre 2019.

À mesure que l'industrie fait la transition et adapte le temps de transport de l'ancien règlement au nouveau règlement, l'ACIA a déclaré qu'elle concentrera ses activités sur la promotion de la conformité pour l'eau d'alimentation et le temps de repos au moyen de mesures d'éducation et de sensibilisation pendant les deux premières années. Cette approche en matière d'éducation permettra à l'ACIA et à l'industrie de continuer de travailler ensemble pour trouver des solutions efficaces aux préoccupations cernées et aux secteurs de l'élevage de mettre en œuvre tout ajustement et de laisser du temps pour la recherche sur le transport qui est actuellement en cours pour être terminée.

Les modifications proposées ont réduit de 52 heures à 36 heures le temps maximal pendant lequel les bovins matures et nourris pourront être en transit sans nourriture ni eau, et de 18 à 12 heures pour les ruminants trop jeunes pour recevoir du foin ou des céréales. Des changements à certaines définitions,

à la durée des périodes de repos et au transfert des exigences en matière de soins ont également été proposés.

Les soins et le bien-être adéquats des animaux sont primordiaux dans l'industrie bovine, et les producteurs améliorent continuellement leurs pratiques et mettent à jour les normes pour assurer la meilleure vie possible à leur bétail. Les résultats pour les bovins transportés sont très positifs. Des recherches menées par Agriculture et Agroalimentaire Canada ont révélé que 99,95 % des bovins qui font de longs trajets sur une période de quatre heures et 99,98 % des bovins qui font de courts trajets de moins de quatre heures atteignent leur destination en bon état. Les éleveurs de bovins veulent s'assurer que les règlements modifiés ne font pas en sorte que ce pourcentage s'éloigne de 100 %.

Le Groupe de travail sur le transport des bovins de boucherie entre l'industrie et l'ACIA se poursuit. Les tâches clés comprennent la simplification des éléments de tenue de dossiers et la prise en compte de formulaires standardisés de meilleures pratiques de gestion pour le transport régulier, comme les parcs d'engraissement jusqu'au traitement. La capacité de l'infrastructure de la halte routière continue de progresser grâce à une nouvelle halte routière privée qui a été construite près de Kapuskasing (Ontario).

Santé du bétail transfrontalier

L'ACEB participe activement au comité transfrontalier sur la santé du bétail de la Région économique du Nord-Ouest du Pacifique (RENOP). Un certain nombre de priorités clés ont encore une fois été établies par le comité et orientent l'engagement de l'industrie et du gouvernement tout au long de l'année. Les principales priorités pour 2020 sont les suivantes :

- ACIA/USDA élabore, en coopération et en consultation avec les organisations d'élevage, des accords écrits de "zonage et/ou de régionalisation des maladies" qui réduisent au minimum les perturbations commerciales entre les États-Unis et la CAN, ainsi qu'avec d'autres partenaires commerciaux importants
- L'ACIA/l'USDA et tous les secteurs de l'industrie prioriseront la planification nationale de la préparation en matière d'urgence.
- Tenir régulièrement des réunions/exercices entre les dirigeants de l'industrie et les OVC à l'ACIA/USDA ou à des réunions trilatérales
- L'ACIA, l'USDA et l'industrie discuteront des stratégies de dépeuplement et d'élimination et détermineront la délégation des responsabilités entre l'industrie et le gouvernement

Un résultat positif est que la certification électronique a été déployée pour élargir la fonctionnalité des certificats d'exportation de bovins d'engraissement du Canada afin d'imiter le temps de déplacement de 24 heures disponible par plusieurs camions sur les certificats d'exportation de bovins d'engraissement des États-Unis. La conférence du RENOP de 2020 a été reportée en raison de la crise de la COVID-19. La conférence a été reportée du 15 au 19 août 2021 à Big Sky, au Montana.

Membres du comité : Pat Hayes, **co-président**

Reg Schellenberg, **co-président**, Grant Huffman, Ryan Scorgie, Miles Wowk, Jodi Flaig, Gord Adams, Mike Duguid, Matt Bowman, Craig McLaughlin, John MacDonald, Victor Oulton, Kirk Jackson, Rick Wright, **LMAC**, S. Hamilton, **membre à titre personnel**, K. Weston,

Personnel de l'ACEB : Brady Stadnicki and Dave Moss

Comité national de l'agriculture et de la réglementation

Le Comité des politiques et réglementations agricoles nationales traite des questions réglementaires non liées au commerce, telles que la politique générale du gouvernement, les filets de sécurité et les réglementations en matière de transport. Il fait également des représentations auprès du gouvernement et travaille avec d'autres comités ou groupes sur des questions d'intérêt commun.

Au cours de l'année dernière, avec l'émergence de la pandémie de COVID-19, le comité de l'agriculture nationale s'est concentré sur un certain nombre de points importants de la politique agricole nationale en 2020. Il a notamment fait pression pour obtenir un programme de retrait dans le cadre d'Agri-relance afin d'aider à gérer la diminution de la capacité de transformation et l'arriéré de bétail qui en découle. Une autre priorité a été de travailler avec les provinces de l'Ouest pour limiter la volatilité dans le cadre du Programme d'assurance des prix du bétail de l'Ouest et d'étendre l'assurance des prix au-delà de l'Ouest canadien, tout en augmentant le soutien aux programmes provinciaux de gestion des risques. Enfin, le comité a consacré beaucoup de temps à analyser le programme Agri-stabilité et à faire pression sur les gouvernements fédéral et provinciaux pour qu'ils apportent des améliorations au programme.

COVID-19 – Programmes de retrait par l'entremise d'Agri-relance

Au début de la pandémie de COVID-19, l'ACEB a fait pression pour recommander le rétablissement immédiat d'un programme de retrait qui avait été mis en œuvre à l'époque de l'ESB pour relever les défis de la capacité de transformation du bœuf créés par le COVID-19. Le 5 mai, la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Marie-Claude Bibeau, a annoncé un financement de 50 millions de dollars pour un programme de retrait par l'entremise d'Agri-relance, dont le gouvernement fédéral couvre 60 % des coûts et les provinces ont la possibilité de financer les 40 % restants. L'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario et le Manitoba ont mis en œuvre une initiative Agri-relance en 2020.

Le 7 mai, l'Alberta a affecté 17,3 millions de dollars dans le cadre de son programme Agri-relance, qui comporte deux volets. Premièrement, l'aide à l'alimentation du bétail, un paiement rétroactif pour le bétail mis en retrait du 1er mai au 30 juin et deuxièmement, un processus de retrait par soumission pour le bétail mis en retrait à partir du 29 juin 2020. Le 14 mai, la Saskatchewan a annoncé un financement supplémentaire pouvant atteindre 5 millions de dollars dans le cadre du programme Agri-relance pour un programme de soumission de retrait afin d'aider les éleveurs de bétail de la Saskatchewan à gérer les répercussions des perturbations du marché liées au COVID-19.

Le 17 juin, l'Ontario a annoncé un soutien de 5 millions de dollars pour la création d'un programme de retrait des bovins de boucherie en Ontario dans le cadre d'Agri-relance. En raison de la fermeture temporaire de l'usine Cargill de Guelph liée au COVID-19, l'Ontario a mis en vigueur le programme de retrait le 21 décembre. Le 15 octobre, le Manitoba et le gouvernement fédéral ont annoncé le Programme Canada-Manitoba d'aide à l'alimentation des bovins finis, qui offrait jusqu'à 2,5 millions de dollars aux producteurs de bovins touchés au printemps et à l'été par la fermeture de transformateurs et l'engorgement des parcs d'engraissement. Ce programme a utilisé des fonds fédéraux mais a été administré par le gouvernement du Manitoba.

L'Assurance des prix et le programme de Gestion des risques de l'Ontario

L'ACEB et ses membres ont reconnu la valeur du programme d'assurance prix du bétail en tant qu'outil de gestion des risques pour les éleveurs de bétail depuis sa création en 2009. L'ACEB était favorable à ce que l'assurance-prix devienne nationale et soit accessible à tous les éleveurs de bétail du Canada. Cela a commencé avec le passage au Programme d'assurance des prix du bétail de l'Ouest (WLPIP) en 2012.

Au début du mois de mars, lorsque le COVID-19 a commencé à toucher l'Amérique du Nord, l'extrême volatilité du marché a entraîné une augmentation importante des primes du Programme d'assurance des prix du bétail de l'Ouest (WLPIP), soit environ cinq fois le coût de la prime habituelle, tandis que les indices assurés pour les veaux sont également tombés périodiquement sous la barre des 2,00 \$ par tête. Par conséquent, l'ACEB a passé beaucoup de temps à travailler avec l'AFSC, AAC et les provinces de l'Ouest pour trouver des solutions permettant de réduire le coût des primes afin que les producteurs puissent utiliser le programme lorsqu'ils en ont le plus besoin. Bien qu'aucun soutien global n'ait été annoncé pour le programme, le gouvernement de la Saskatchewan a investi 5 millions de dollars pour compenser partiellement les coûts plus élevés des primes dans le cadre du WLPIP et la Saskatchewan Cattlemen's Association (SCA) a également contribué jusqu'à 1 million de dollars. Le gouvernement de la Saskatchewan a couvert 40 % de l'augmentation des coûts des primes, à compter du 25 février 2020, et la contribution de la SCA a compensé 8 % supplémentaires de l'impact du COVID-19 sur les primes. Ces remises de primes devaient expirer le 31 décembre 2020. These premium rebates were scheduled to expire on December 31, 2020.



Le 14 mai, une annonce a été faite pour prolonger la date limite d'obtention de l'assurance des prix des veaux dans toutes les provinces participantes du WLPIP du 28 mai 2020 au 18 juin 2020. Le coût des primes dans l'ensemble du programme s'est amélioré au cours des dernières semaines de disponibilité des contrats de veaux, ce qui a contribué à accroître la participation au programme. L'ACEB continuera de travailler avec les gouvernements pour améliorer la conception du programme d'assurance des prix afin de s'assurer qu'il puisse mieux gérer la volatilité du marché causée par des événements tels qu'une pandémie mondiale. L'ACEB reste également vigilante et fait pression pour que l'assurance des prix devienne un programme permanent qui ne dépende pas d'un renouvellement dans le cadre de chaque politique agricole.

Un travail considérable se poursuit pour permettre l'extension du programme au-delà de l'Ouest canadien. Le manque d'outils de gestion des risques disponibles dans la région des Maritimes augmente le risque lié aux prix et limite les possibilités d'accès à un soutien financier pour les jeunes producteurs. L'assurance des prix, qui fournit un prix plancher pour une prime, permettrait de relever certains des défis actuels.

Lors de la réunion semestrielle de 2019 de l'ACEB, le Comité de l'agriculture domestique a adopté une résolution qui appuierait le développement d'un projet pilote de 5 ans d'un indice d'établissement de l'Est qui serait mis en œuvre dans les provinces maritimes. L'indice d'établissement de l'Est serait constitué de données provenant de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. L'ACEB a fait valoir que les coûts administratifs de l'indice d'établissement de l'Est devraient être pris en charge par les gouvernements et que le filet de sécurité fédéral du WLPIP devrait être étendu pour inclure l'indice de l'Est.

À la mi-juin, le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie a approuvé le financement du projet Eastern Price Insurance réalisé par Kaastra Capital Corp. Le projet comporte deux phases. La première phase consistera à évaluer la disponibilité des données pour développer les indices des prix des bovins d'engraissement et des veaux en utilisant les données de l'Ontario et du Québec. La deuxième phase consistera à élaborer les indices des prix des bovins d'engraissement et des veaux et à effectuer une analyse historique. L'objectif de ce projet est de tout mettre en place pour qu'un administrateur puisse prendre la relève au printemps 2021. Pour ce faire, il faudra l'appui des provinces Maritimes pour aller de l'avant et s'engager à offrir l'Assurance des prix de l'Est. L'ACEB et les provinces Maritimes continuent de travailler en parallèle sur ces efforts politiques.

Le gouvernement de l'Ontario a également annoncé le 16 juillet qu'il investirait 50 millions de dollars supplémentaires dans le Programme de gestion des risques (PGR) de l'Ontario. Cette nouvelle a été accueillie favorablement par les producteurs de bœuf de l'Ontario qui ont subi les effets négatifs des déficits de capacité de transformation et de la volatilité causée par le COVID-19.



Revue de la gestion des risques de l'entreprise et réforme d'Agri-stabilité

COVID-19 a présenté des défis importants aux producteurs de bovins canadiens, tels que des fermetures temporaires d'usines de transformation et une volatilité extrême du marché. Au cours de l'année, la nature a également créé des défis pour de nombreux producteurs, allant d'importantes inondations dans certaines régions à des conditions de sécheresse dans d'autres. Il est tout à fait clair que l'accès à des outils de gestion des risques de l'entreprise (GRE) bien conçus et suffisamment financés n'a jamais été aussi essentiel pour les éleveurs de bovins et le système alimentaire canadien.

Depuis 2018, les gouvernements fédéral et provinciaux procèdent à un examen complet des programmes de GRE. L'ACEB a continué de préconiser des améliorations au programme Agri-stabilité, notamment le retrait de la limite de la marge de référence (LMR), l'augmentation du plafond des paiements de 3 millions de dollars, l'augmentation du déclencheur à 85 % de la marge de référence et l'augmentation du taux d'indemnisation du programme. Certaines de ces améliorations ont été adoptées dans certaines provinces pour l'année de programme en cours, notamment en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard, mais d'autres provinces n'ont pas encore apporté de changements au programme.

Afin d'apporter des preuves plus tangibles aux gouvernements fédéral et provinciaux qui démontrent pourquoi ces changements de programme sont nécessaires, l'ACEB s'est associée à l'Alberta Cattle Feeders' Association, à Beef Farmers of Ontario et au Maritime Beef Council pour développer un certain nombre de modèles Agri-stabilité sur des exploitations de l'ouest et de l'est du Canada avec Myers Norris Penny pour montrer l'impact de la limitation de la marge de référence, des pourcentages de déclenchement et des plafonds de paiement.

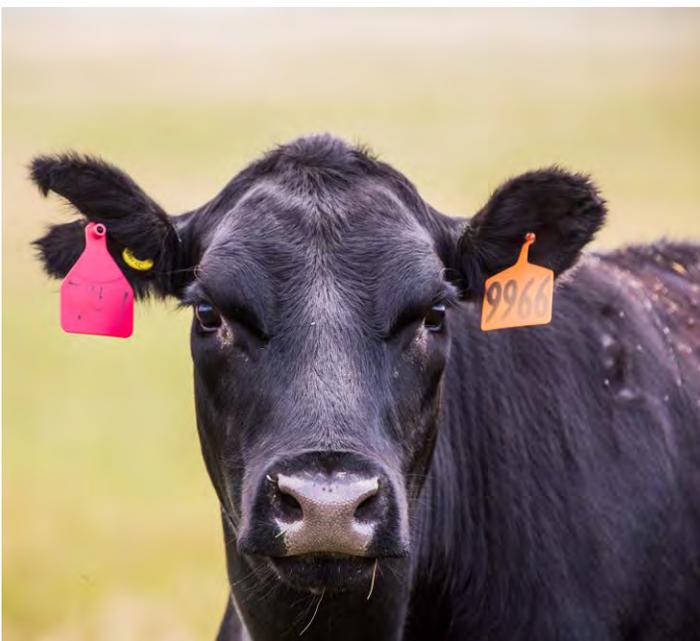
Les modèles ont clairement démontré que la LMR limite injustement la marge de référence de nombreux éleveurs-naisseurs dans le cadre du programme. Ces exploitations doivent subir une baisse de production beaucoup plus importante, voire dévastatrice, avant que le programme ne leur apporte un soutien. Par conséquent, l'équité, la prévisibilité et la justice seraient améliorées pour le secteur des naisseurs si la LMR était supprimée.

Pour les grands parcs d'engraissement, les paiements au titre d'Agri-stabilité plafonnent très rapidement à 3 millions de dollars, ce qui expose un parc

d'engraissement de cette taille à des pertes potentielles de plusieurs dizaines de millions de dollars lorsqu'il est confronté à des marchés déprimés, comme ce fut le cas pendant la période COVID-19. Le plafond actuel de 3 millions de dollars pour les paiements d'Agri-stabilité n'a pas changé depuis environ 15 ans. Pourtant, il y a eu une augmentation de 47 % de l'indice des prix à la consommation, une augmentation de 50 % du prix annuel moyen des bovins finis et une augmentation de 70 % des coûts des intrants des parcs d'engraissement. Le rétablissement du seuil de paiement à 85 % de la marge de référence ou une augmentation du taux d'indemnisation rendrait également le programme plus réactif aux baisses importantes de la marge agricole et soutiendrait mieux la viabilité des exploitations de naissance et des parcs d'engraissement.

L'ACEB a eu l'occasion de témoigner devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes en juin, où les coprésidents de l'agriculture nationale, Charlie Christie et Rob Lipsett, ont présenté des recommandations clés sur les programmes de GRE qui amélioreront l'équité et l'efficacité pour les éleveurs de bovins. Le Comité de l'agriculture a publié son rapport sur la GRE en novembre et l'ACEB a été heureuse de voir un certain nombre de ses recommandations sur Agri-stabilité, l'assurance des prix, le Programme de paiements anticipés et le report de la taxe sur le bétail adoptées par le Comité.

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture ont tenu leur réunion annuelle à la fin de novembre. À la fin de la réunion, la ministre fédérale Marie-Claude Bibeau a annoncé que le gouvernement du Canada était prêt à apporter des améliorations au programme Agri-stabilité. En particulier, la proposition présentée par la ministre Bibeau aux provinces et aux territoires comprenait la suppression de la limite de la marge de référence (LMR) et une augmentation du taux d'indemnisation de 70 % à 80 %. Ces deux mesures sont destinées à s'appliquer rétroactivement à l'année de programme 2020. La ministre a également mentionné que le gouvernement fédéral est prêt à considérer d'autres options d'amélioration du programme.



La ministre Bibeau a reconnu qu'il n'y avait pas de consensus national entre les ministres pour accepter et mettre en œuvre la proposition d'Agri-stabilité, car les provinces avaient besoin de plus de temps pour y réfléchir et y répondre. Bien que la proposition ne comprenne pas tout ce que l'ACEB a demandé, l'ACEB appuie les améliorations proposées et croit qu'elles amélioreront considérablement le programme pour les producteurs de bovins. L'ACEB continuera de faire des démarches auprès des gouvernements fédéral et provinciaux, de concert avec ses membres provinciaux, afin d'obtenir un accord national sur la proposition d'Agri-stabilité.

Main-d'œuvre agricole

Les pénuries de main-d'œuvre à la ferme et dans le secteur de la transformation du bœuf ont considérablement limité les possibilités de croissance et la compétitivité globale des producteurs de bœuf canadiens. Un rapport récent du Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA) indique que le secteur canadien des bovins de boucherie a enregistré des pertes de ventes de 334 millions de dollars en raison de postes vacants non pourvus dans les fermes, les ranchs et les parcs d'engraissement. Selon le rapport du CCRHA, qui examine les problèmes de main-d'œuvre dans le secteur agricole jusqu'en 2029, les pénuries chroniques actuelles de main-d'œuvre dans le secteur du bœuf, combinées aux taux élevés de départs à la retraite, feront en sorte que les producteurs de bœuf connaîtront la deuxième plus importante baisse de l'offre de main-d'œuvre dans le secteur agricole au cours de la période de prévision.

L'ACEB continue de travailler en collaboration avec les intervenants de l'industrie agricole et de l'industrie alimentaire sur plusieurs fronts afin d'accroître les compétences et l'offre de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire.

Le 15 mai, le gouvernement du Canada a lancé son projet pilote d'immigration agroalimentaire. Ce projet pilote vise à fournir des voies d'accès à la résidence permanente aux travailleurs employés dans la production primaire de bœuf aujourd'hui. L'ACEB espère que le programme pilote d'immigration agroalimentaire contribuera à mettre l'industrie sur la voie de la résolution du problème de la pénurie de main-d'œuvre en aidant à s'assurer que nous avons plus de travailleurs dans les usines de transformation du bœuf et au niveau de la ferme, tout en offrant aux travailleurs la possibilité d'une voie vers la résidence permanente. Le programme pilote comprendra des places pour 2 750 travailleurs à temps plein, non agricoles et agroalimentaires, chaque année.

Membres du comité : Charlie Christie, **Co-président** , Rob Lipsett, **Co-président** , Ryan Scorgie, Jodi Flaig, Stuart Somerville, Pat Hayes, Lynn Grant, Tyler Fulton, Jack Chaffe, Nathan Phinney, ohn MacDonald, Philippe Alain, Rick Wright, **LMAC**, Carley Henniger, **membre d'office du YCC** , Martin Clausen, **membre d'office du YCC** .
Personnel de l'ACEB : Brady Stadnicki

Comité de l'environnement

Le défi de la COVID-19 a eu son impact sur l'engagement de l'ACEB envers le gouvernement sur les questions de politique environnementale. Notre objectif demeure ferme, soit d'accroître les occasions de partenariat en matière de politique, particulièrement en ce qui concerne les solutions de politique environnementale que nous pouvons cristalliser avec le gouvernement fédéral. Bien sûr, nous visons à contrer les malentendus négatifs du public liés à ces questions de bœuf et d'environnement et nous assurons la liaison avec l'équipe d'engagement du public et des intervenants de l'ACEB sur ce front. Au cours de l'année 2020, nous avons continué à impliquer le gouvernement fédéral dans un certain nombre de dossiers clés axés sur l'environnement, en recherchant une consultation significative et un engagement dirigé et géré par la communauté pour obtenir des résultats positifs.

Loi sur les pêches et plans de rétablissement des espèces aquatiques en péril du MPO

L'ACEB s'est engagée à consulter le ministère des pêches et océans (MPO) sur l'élaboration de la réglementation entourant la Loi sur les pêches. De plus, l'ACEB continue de s'engager auprès des parlementaires, des sénateurs et des représentants du gouvernement concernant la Loi sur les pêches. La Loi a reçu la sanction royale en juin 2019 avant que les règlements ne soient élaborés. Le MPO s'est engagé à consulter les intervenants sur l'élaboration des normes, des codes de pratique et des règlements sur les travaux prescrits. Ce processus se poursuivra jusqu'en 2023, voire au-delà.

Le MPO a élaboré six codes de pratique provisoires, sans consultation principale, et nous avons fourni une première rétroaction sur ces codes avant qu'ils ne soient bientôt finalisés. Deux de ces codes ont soulevé des préoccupations, notamment l'enlèvement des barrages de castors et



l'entretien des ponceaux. L'ACEB a rédigé et soumis au MPO un texte alternatif et des recommandations et a demandé des éclaircissements au MPO sur le code relatif à l'enlèvement des digues de castor. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réponse.

L'ACEB est également engagée auprès du MPO pour obtenir des éclaircissements sur le développement de stratégies de rétablissement pour des espèces aquatiques spécifiques, y compris l'omble à tête plate, le saumon Chinook et Coho et autres, car la façon dont l'habitat essentiel est déterminé n'est pas claire.

Malgré les promesses de consultations approfondies et significatives avec l'industrie sur ce dossier, le MPO a été lent à mettre en œuvre des contacts et des consultations directs. Cependant, à la fin du mois de décembre 2020, le MPO a amorcé sa prochaine phase d'engagement avec les parties prenantes. Nous gardons donc espoir que ce processus portera ses fruits dans les semaines et les mois à venir.

Partenariat relatif aux espèces en péril présentes sur les terres agricoles (SARPAL) 2

En août, l'ACEB a appris que le ministre fédéral de l'Environnement, Jonathan Wilkinson, avait indiqué qu'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) s'engagerait à financer la prochaine version de SARPAL. L'ACEB s'est dit encouragée par la réalisation de cette étape importante et a contacté ECCC pour commencer à rédiger un accord de contribution afin de faire fonctionner les flux de financement et de déployer une présence sur le terrain. Malheureusement, les progrès se sont arrêtés aux niveaux les plus élevés d'ECCC pour rédiger un modèle et partager la façon dont ils cherchaient à mener SARPAL 2.

À la fin du mois de septembre, nous avons reçu un modèle et plus d'informations, y compris la nouvelle que le SARPAL 2 serait substantiellement différent de la version précédente. L'ECCC met l'accent sur l'espèce prioritaire en péril dans le sud-est de l'Alberta et le sud-ouest de la Saskatchewan, à savoir le tétras des armoises, et moins sur une approche multi-espèces comme dans l'ancien programme SARPAL. Cela se traduit par un programme divisé ; un aspect étant l'approche habituelle qui consiste à travailler sur le terrain avec les éleveurs sur des stratégies de conservation de l'habitat, et d'autres mesures de protection et d'amélioration de l'habitat.



Le nouveau deuxième aspect est le désir de l'ECCE de tester les eaux sur les servitudes de conservation à terme avec les propriétaires fonciers spécifiquement pour améliorer/protéger l'habitat du tétras des armoises. Après d'autres révisions et communications avec l'ECCE, le 2 décembre 2020, l'ACEB a soumis l'ébauche du plan de travail. Au moment de la rédaction du présent document, les négociations sur l'accord de contribution se poursuivent avec le personnel de l'ECCE.

Améliorations du Prix d'excellence en gérance de l'environnement (PEGE)

Cette année marque le 25e anniversaire du Prix d'excellence en gérance de l'environnement (PEGE) de l'ACEB. Pour célébrer cette étape importante, des améliorations significatives sont entreprises. Elles permettront de rehausser le profil du prix, de susciter l'intérêt des régions pour les candidats et de sensibiliser les politiciens, les bureaucrates et le grand public aux importantes activités d'intendance des producteurs de bovins de boucherie du Canada ainsi qu'aux avantages environnementaux de la production de bovins de boucherie dans le contexte canadien.

Les améliorations comprennent une stratégie de communication révisée et élargie, l'alignement avec les groupes de conservation en tant que champions fondamentaux du prix et le renforcement de la structure et du processus de jugement, ainsi que des révisions de l'admissibilité à la nomination pour mieux inclure certaines régions du pays. Ces améliorations seront achevées au cours du premier trimestre de 2021.

Groupe de travail national sur les prairies

Au début de 2020, la Fédération canadienne de la faune, la Société pour la nature et les parcs du Canada et l'ACEB avaient discuté de la possibilité de créer un groupe de travail national sur les prairies dans le but de protéger cet écosystème menacé. Le personnel de l'ACEB a assisté à la première séance d'information en novembre. Il a été noté que les principales entités invitées à cette session étaient principalement des organisations environnementales non gouvernementales, des organisations autochtones et des fonctionnaires. Notant le manque de représentation agricole, l'ACEB a demandé que les producteurs de boeuf soient ajoutés à ce groupe de travail, considérant que les producteurs de boeuf au Canada gèrent plus de 44 millions d'acres de prairies. Il a été convenu d'inclure les producteurs et les membres du Comité de l'environnement (CE), Lynn Grant et Miles Wowk, ont accepté de faire partie de ce groupe de travail et de faire rapport au CE.

Décision de l'ARLA sur la strychnine

Lors de la réunion du CE pendant l'assemblée générale annuelle 2020 de l'ACEB, le CE a exposé la décision de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada d'annuler l'utilisation homologuée de la strychnine pour le contrôle du spermophile de Richardson. Dans ses soumissions, l'ACEB avait fait valoir que les données scientifiques utilisées pour appuyer la décision de l'ARLA étaient probablement erronées. Une fois la décision rendue, l'ARLA permet à ceux qui s'y opposent de déposer un avis d'opposition officiel. Toutefois, l'avis ne peut porter que sur des questions scientifiques.

L'ACEB, de concert avec la Canadian Canola Growers Association (CCGA), la Saskatchewan Association of Rural Municipalities (SARM) et la Saskatchewan Stock Growers (SSGA), s'est ralliée pour partager des idées et élaborer des messages individuels mais harmonisés dans les avis d'opposition déposés auprès de l'ARLA. L'ACEB a également cosigné une lettre avec la SARM, la SSGA, la Saskatchewan Cattlemen's Association et la CCGA à l'intention de la ministre de la Santé Patty Hajdu, soulignant que la recherche citée

n'appuie pas la décision finale de l'ARLA et qu'en fait, la recherche montre que la strychnine est le moyen le plus efficace et le plus sûr de lutter contre ces parasites. L'ARLA n'a pas encore donné de réponse sur l'annulation de l'homologation.

Membres du comité : Duane Thompson, **Président**, Miles Wowk, **Vice-président**, Grant Huffman, Doug Sawyer, Stuart Somerville, Lynn Grant, Reg Schellenberg, Mike Duguid, Gordon Adams, Craig McLaughlin, Holly Sparrow, **membre d'office du YCC**, Kate Barnett, **membre d'office du YCC**. **Personnel de l'ACEB :** Larry Thomas

It's your business. EXPECT RESULTS.

WHEN IT COMES TO BOVINE RESPIRATORY DISEASE
Give your cattle the broadest viral and bacterial coverage in a single shot with **VISTA® ONCE SQ:**

PROTECTION

Vista®
Always read and follow the label instructions to ensure this product is suitable for the animal to be vaccinated.
VISTA® is a registered trademark of Intervet International B.V. Used under license.
MERCK® is a registered trademark of Merck Sharp & Dohme Corp.
©2020 Intervet Canada Corp. All rights reserved.
CA-BOV-210200002

MERCK
Animal Health

Comité de la politique alimentaire

Le Comité de la politique alimentaire (CPA) de l'ACEB amorce sa deuxième année. En 2019, l'ACEB a identifié plusieurs questions de politique alimentaire comme étant prioritaires et c'est ainsi que le Comité de la politique alimentaire est né. Malgré les perturbations d'une pandémie mondiale, le Comité a fait des progrès sur divers mandats, notamment l'étiquetage sur le devant de l'emballage, les protéines alternatives, le gaspillage alimentaire et plus encore en 2020. Le mandat du CPA est de veiller à ce que la politique alimentaire fédérale et l'innovation alimentaire soutiennent le bœuf canadien en tant que choix alimentaire solide, sûr et durable pour les consommateurs canadiens.



Malgré l'apparition de nouvelles options alimentaires à base de plantes, les plats à base de viande restent en tête des tendances alimentaires. Sur la photo, un taco à la birria. La Birria est un plat traditionnel mexicain dans lequel la viande est braisée pendant des heures avec des piments et des épices.

Cette année a été tumultueuse et a nécessité une réorientation des ressources sur de nombreux fronts. Cela a eu un impact sur le travail du CPA, avec des retards dans les échéances prévues par le gouvernement, un nouveau calendrier pour la Chambre et le Sénat qui apprennent à travailler à distance, et une prorogation du Parlement. Du côté de l'industrie également, le personnel de l'ACEB et nos intervenants ont travaillé dur pour faire face à la nature continue et perturbatrice du COVID-19. Enfin, le CPA a été témoin d'un changement dans le soutien du personnel et a accueilli Lauren Martin en octobre 2020 en tant que nouvelle responsable du personnel, en remplacement de Jennifer Babcock. Malgré tous ces changements, la deuxième année du CPA a été productive. Comme indiqué dans le mandat du Comité, les tâches et responsabilités du CPA sont les suivantes:

- Superviser les consultations du gouvernement du Canada relatives à la politique alimentaire, y compris la loi / réglementation sur la salubrité des aliments pour les Canadiens
- Développer des positions de politique alimentaire pour l'ACEB et communiquer avec le gouvernement et les parties prenantes intéressées

- Le Guide alimentaire et le lobbying de la politique ainsi que la communication avec les parties prenantes sur les nombreux avantages nutritionnels du bœuf canadien.
- Gestion des relations avec les parties prenantes (partenaires) au sein de la communauté de la politique alimentaire et de la viande.
- Étiquetage des aliments
- Gaspillage alimentaire
- Suivi des politiques en matière de protéines alternatives et de protéines issues de la culture cellulaire
- Fournir un soutien politique à l'engagement du public et des parties prenantes et à Boeuf Canada dans leurs efforts de marketing, d'éducation et de communication en matière d'aliments et de viande.
- Inspection et classement des viandes, y compris la classification au moyen d'instrument de mesure et les nouvelles technologies de classification
- Fournir un forum pour les nouvelles innovations alimentaires

Voici quelques mises à jour clés de l'année dernière :

Pour ce qui est d'établir des relations, l'ACEB a adopté une stratégie pour développer des relations avec le gouvernement et les intervenants. Le personnel rencontre régulièrement des représentants de Santé Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). Sur le plan politique également, le personnel a fait des percées au-delà des lignes de parti et rencontre fréquemment les principaux intervenants dans le domaine de l'agriculture. En ce qui concerne les intervenants, la création de partenariats entre les producteurs de protéines est un domaine de travail continu. L'ACEB considère Boeuf Canada, le Conseil des viandes du Canada et le Conseil canadien du porc comme des partenaires en matière de politique alimentaire et cela a été essentiel pour créer un message cohérent. À l'interne, le personnel de l'ACEB a créé un groupe de travail sur l'alimentation pour travailler dans l'ensemble de l'industrie (à l'échelle nationale et internationale) afin d'avoir une approche extérieure cohésive et collaborative. Les membres comprennent l'équipe d'engagement du public et des intervenants, Boeuf Canada et la Table ronde canadienne pour le bœuf durable (TRCBD).

L'identification des domaines d'alignement avec un groupe plus large de producteurs de protéines tels que les poulets, les œufs, les moutons, les légumineuses et le soja est un sujet de travail pour 2021.

Le gaspillage alimentaire est une composante des efforts en matière de durabilité de l'ACEB. Les producteurs de bœuf ont déjà mis en place de nombreux processus pour réduire le gaspillage alimentaire, mais il est possible de mener des recherches pour identifier les cas de gaspillage alimentaire le long de la chaîne d'approvisionnement et les possibilités de les réduire. Le travail du CPA dans ce domaine se fait en collaboration avec la TRCBD, le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB), et d'autres. En novembre 2020, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a annoncé un défi sur le gaspillage alimentaire. Le défi sur le gaspillage alimentaire d'AAC est un investissement de plusieurs millions de dollars qui attribuera des fonds aux solutions innovantes qui ont le potentiel de réduire la plus grande quantité de déchets alimentaires. Il s'agit d'une opportunité pour les membres de l'ACEB, et le CPA est prêt à soutenir les candidats membres.

Le CPA s'occupe activement des questions liées aux politiques et aux réglementations gouvernementales relatives aux protéines alternatives et aux protéines issues de la culture cellulaire, et surveille les tendances mondiales pour obtenir des indications sur l'évolution de ces politiques à l'avenir. Il convient de noter qu'à l'automne 2020, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a lancé une consultation sur les changements proposés à ses lignes directrices pour la simili-viande et le simili-poulet. L'ACIA a cherché à obtenir des réponses aux mises à jour proposées qui comprennent une certaine modernisation des produits de simili-viande et de simili-poulet ainsi que de nouvelles lignes directrices pour certains aliments protéiques d'origine végétale. Les mises à jour visent à fournir aux consommateurs des renseignements leur permettant de prendre des décisions d'achat éclairées et à clarifier pour l'industrie alimentaire canadienne ce qui compose les produits de simili-viande ou de simili-volaïlle. L'ACEB a formulé une réponse officielle, a appuyé les membres et les intervenants dans leurs réponses, et a travaillé avec les partenaires de l'industrie pour assurer un message harmonisé. La position de l'ACEB est que les lignes directrices proposées ne favorisent pas la clarté, principalement parce que le terme " viande " est utilisé pour décrire ces produits tout au long du document. Les consommateurs sont libres de faire leurs propres choix de consommation, mais ils doivent savoir clairement quel choix ils font. La promotion de la suppression de la nomenclature des produits non carnés et d'une plus grande clarté pour le consommateur continuera d'être une priorité du CPA pour 2021, et l'ACEB a l'occasion de jouer un rôle de premier plan.

L'étiquetage sur le devant des emballages a également occupé une place importante pour les CPA en 2020. Santé Canada propose des modifications au Règlement sur les aliments et drogues pour exiger un symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage des aliments à haute teneur en gras saturés, en sucres et/ou en sodium et le boeuf haché n'est pas exempté; une décision qui n'est pas fondée sur la science. L'ACEB plaide en faveur d'une exemption complète et a travaillé avec des partenaires, dont Boeuf Canada, pour obtenir ce résultat politique.

L'ACEB a travaillé sur diverses initiatives gouvernementales en matière de politique alimentaire, notamment le Conseil consultatif sur la politique alimentaire. Le Conseil relève directement du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et remplit une fonction consultative diversifiée. La création du Conseil est une reconnaissance de la collaboration nécessaire pour faire des progrès significatifs sur les défis plus complexes auxquels le système alimentaire est confronté. L'ACEB a nommé un membre du CPA au Conseil et une annonce était attendue au début de 2020. Les délais ont été retardés et l'ACEB surveille activement le résultat.

Pour ce qui est de l'avenir, le CPA guidera l'ACEB dans la préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies, qui aura lieu à l'automne 2021. Le Sommet sur les systèmes alimentaires s'inscrit dans la décennie d'action visant à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies d'ici 2030. La décennie d'action a été demandée par les dirigeants mondiaux lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019 afin d'accélérer les efforts en vue de la réalisation des ODD. Comme il s'agit du premier Sommet mondial de l'alimentation en 25 ans, cet événement mondial devrait influencer le dialogue international et la politique intérieure. L'une des principales préoccupations des producteurs de boeuf canadiens est l'accent mis par le forum sur la réduction de la consommation

de viande, en particulier de viande rouge, pour des raisons environnementales et sanitaires. La production de boeuf présente des avantages nutritionnels et environnementaux et l'objectif de l'ACEB est de veiller à ce que ces faits fassent partie du dialogue. L'ACEB travaillera avec ses partenaires internationaux pour faire avancer ses objectifs.

Il y a des avantages nutritionnels et environnementaux à la production de boeuf et l'objectif de l'ACEB est de s'assurer que ces faits font partie du dialogue. L'ACEB travaillera avec ses partenaires internationaux pour faire avancer ses objectifs.



Membres du comité : Co-président: Kirk Jackson, Co-président: Cathy Sharp, Sheila Hillmer, Ryan Beierbach, Ryan Scorgie, Matt Bowman, Nathan Phinney, Evan Chaffe, **membre d'office du YCC,** Joyce Parslow, **membre d'office;** and Amie Peck, **membre d'office. Personnel de l'ACEB :** Lauren Martin

Comité du commerce extérieur

Le commerce agroalimentaire, et plus particulièrement celui du bœuf, devait être positif cette année grâce à l'accès récemment négocié dans le cadre de divers accords commerciaux et à l'accès technique retrouvé. Cependant, le COVID-19 a présenté des défis imprévus qui ont mis à l'épreuve la capacité des transformateurs de bœuf canadiens.

Par rapport à l'année dernière, les exportations annuelles de 2020 ont diminué de trois pour cent en volume et augmenté de 1,2 pour cent en valeur. Compte tenu de la reprise impressionnante du commerce au cours du second semestre de 2020, la valeur des exportations de bœuf canadien a atteint un autre record cette année, ce qui est la tendance depuis 2016.

Les facteurs clés à surveiller dans les mois et les années à venir dans le commerce mondial des protéines sont les suivants : l'impact de la peste porcine africaine sur les approvisionnements en protéines, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et les accords commerciaux qui en découlent, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et sa capacité à maintenir un commerce ordonné, les programmes de soutien liés au COVID-19 et leurs impacts persistants sur le commerce et l'impact continu du COVID-19 sur la capacité de traitement et les revenus des consommateurs.

Tableau 1: Valeur des exportations de boeuf en 2020

Pays	Décembre 2020	2020 en % de 2019	% des exportations totales de boeuf
É.-U.	\$2,457,486,040	5.3%	75.5%
Japon	\$304,591,803	-13.9%	9.4%
Mexique	\$127,498,889	-16.7%	3.3%
Hong Kong & Macau	\$155,903,188	-29.7%	3.4%
Chine	\$102,497,273	-1.6%	3.1%
Corée du Sud	\$45,101,433	5.3%	1.4%
Taiwan	\$18,227,425	-16.4%	0.6%
UE (AECG)	\$32,744,619	15.8%	1.0%
Autre	-\$3,903,317	-14.8%	-0.1%
Total	\$3,256,921,279	1.2%	100.0%



Fawn Jackson, directrice des relations gouvernementales et internationales de l'ACEB, et Bob Lowe, président, font une présentation au Comité sur le commerce de la Chambre des représentants le 18 février 2020.

En décembre 2019, l'administration des États-Unis (É.-U.) a conclu un accord avec le Congrès sur l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et il a été confirmé que cet accord était acceptable pour le Canada et le Mexique. Cela a permis à la Chambre des représentants des États-Unis d'adopter l'accord avant Noël et au Sénat en janvier. Le Canada a adopté le projet de loi dans le cadre de ses processus législatifs grâce à un effort multipartite prioritaire, et le COVID-19 est entré au Canada en mars. Cela a permis à l'ACEUM d'entrer en vigueur le 1er juillet 2020 et a été une continuation bienvenue de la stabilité commerciale entre les trois nations. Les dirigeants des organisations nationales de bovins de l'ACEB, de la National Cattlemen's Beef Association (NCBA) et de la Confederacion Nacional de Organizaciones Ganaderas (CNOG) se sont réunis par vidéoconférence le 1er juillet pour célébrer l'entrée en vigueur du nouvel accord commercial et ont envoyé une lettre conjointe aux dirigeants de nos trois pays pour reconnaître cette réalisation.

L'une des principales priorités de l'ACEB au cours du processus de renégociation était de permettre une plus grande coopération réglementaire de part et d'autre de la frontière. Bien que ces objectifs n'aient pas été atteints explicitement dans le texte, les processus pour faire avancer une telle réforme réglementaire l'ont été. L'ACEB continuera à plaider en faveur de la coopération réglementaire.

Il est important de noter que *l'étiquetage obligatoire du pays d'origine* (mCOOL) n'a pas été inclus dans le nouvel ALENA ; cependant, les partisans du mCOOL poursuivent leurs efforts pour rétablir les effets discriminatoires sur le marché sous une forme ou une autre et l'ACEB continue de travailler avec ses alliés sur cette question.

Tout au long du COVID-19, la frontière canado-américaine est restée ouverte aux voyages d'affaires essentiels, mais des restrictions ont été mises en place pour les voyages non essentiels. Bien qu'au début des nouvelles règles frontalières il y ait eu une certaine confusion, le commerce transfrontalier a continué à fonctionner sans problèmes importants. L'ACEB a travaillé en partenariat avec le gouvernement du Canada pour produire des informations concernant le commerce à travers la frontière canado-américaine. La certification électronique est en cours dans les ports du Manitoba et de l'Ontario et l'ACIA discute actuellement avec des producteurs de l'Alberta pour des essais.



Fawn Jackson, directrice des relations gouvernementales et internationales de l'ACEB, et Doug Sawyer, président du comité sur le commerce, ont fait une présentation au comité sur le commerce du Sénat le 12 mars 2020.



Réunion Zoom avec l'honorable Jim Carr, représentant spécial pour les Prairies, pour le fly-in du commerce international de la CCA à l'automne 2020.

Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)

Le PTPGP est un accord commercial entre l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Le PTPGP est entré en vigueur entre le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Mexique le 30 décembre 2018. Le Vietnam est devenu le septième à le mettre en œuvre le 14 janvier 2019. Pour les autres signataires, le Chili, la Malaisie, le Pérou et le Brunei, la ratification n'est pas prévue dans un court délai, mais une fois qu'ils auront ratifié, le PTPGP entrera en vigueur 60 jours après leur ratification.

L'accès au Japon, avec la baisse des droits de douane de 38,5 % à 26 % en 2019, a été un facteur déterminant du succès des exportations de bœuf du Canada en 2019. Les droits de douane seront réduits à neuf pour cent d'ici 15 ans (2033). L'ACEB plaide activement en faveur d'une nouvelle expansion du PTPGP, sous réserve de l'examen des obstacles propres à chaque pays et du potentiel pour le commerce du bœuf. Comme nous nous attendons à ce que la région asiatique détienne le plus grand potentiel de croissance de la demande de bœuf au cours des 25 prochaines années, il est prioritaire d'assurer un meilleur accès aux principaux marchés asiatiques. L'ACEB soutient les économies de Taïwan, de la Corée du Sud et de la Thaïlande dans leur processus d'adhésion au PTPGP. Il est intéressant de noter que la Chine a indiqué qu'elle pourrait être intéressée à se joindre au PTPGP à un moment quelconque, et que le Royaume-Uni a également fait part de son intérêt à se joindre au PTPGP dernièrement.



Producteurs de bœuf de l'Alberta, janvier 2020, avec l'honorable Jim Carr.

Corée du Sud

Janvier 2020 a marqué le cinquième anniversaire de l'Accord de libre-échange Canada-Corée et la sixième des 15 réductions tarifaires annuelles. En 2020, les exportations de bœuf vers la Corée du Sud, qui s'élevaient à 45,1 millions de dollars, étaient en hausse de 57 % par rapport à 2014 (25,8 millions de dollars), mais un certain nombre de défis subsistent en matière d'exportation vers le marché sud-coréen et limitent le potentiel d'exportation. Par exemple, en 2021, le tarif douanier sur le bœuf pour le Canada est réduit à 21,3 % et sera éliminé en 2029, nous sommes derrière les États-Unis actuellement à 13,3 % et l'Australie à 18,7 %. En outre, toute la viande de bœuf et les abats doivent provenir d'animaux âgés de moins de 30 mois, alors que ce type de restriction a été levé dans d'autres marchés comme le Japon. L'ACEB continue de prôner l'harmonisation des exigences canadiennes et américaines en matière d'expédition vers la Corée du Sud et l'élimination de l'exigence américaine de ségrégation, ce qui est devenu encore plus important avec le COVID-19. L'ACEB s'est activement engagée auprès des parties prenantes pour faire avancer les priorités du Canada et continuera à le faire jusqu'à ce que la question soit résolue.



Le président Lowe de l'ACEB rencontre l'ambassadeur Maeng-ho Shin lors de l'assemblée générale annuelle de la Société Canada-Corée de décembre 2019.

Chine

Il y a dix ans, le Canada n'exportait pas de bœuf vers la Chine. Depuis le début des exportations en 2012, la Chine n'a cessé de croître pour devenir notre cinquième marché en 2017 et 2018. Sans la suspension des échanges en juin 2019, la Chine aurait été au coude à coude avec le Japon pour être notre deuxième marché d'exportation de bœuf cette année-là. Avec une moyenne de 9,76\$/kg, en 2020, la Chine n'est derrière que l'UE pour la valeur par kilo de bœuf exporté. À tout point de vue, la Chine est un marché précieux pour les producteurs et les exportateurs de bœuf canadien.

Le défi est de savoir si les producteurs canadiens peuvent compter sur un accès prévisible et ininterrompu à la Chine. Les relations entre le Canada et la Chine restent tendues, Meng Wanzhou continuant à se frayer un chemin dans le système judiciaire canadien et la Chine détenant les deux Michaels.

En juin 2020, la Chine a demandé aux exportateurs agroalimentaires du monde entier de s'engager davantage à ce que leurs produits soient exempts de COVID-19. Les chercheurs en alimentation du monde entier ont affirmé que le risque de propagation du COVID-19 dans les aliments est extrêmement faible. Parallèlement à cette demande de lettres d'engagement, la Chine a également suspendu temporairement les expéditions de l'usine Cargill de High River, en Alberta. Cargill High River fait partie des nombreuses usines dans le monde qui ont été placées sur une liste de suspension temporaire. Les autres usines étaient celles du Brésil, de l'Argentine, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Danemark, des Pays-Bas, de l'Italie et des États-Unis. La suspension pour Cargill n'a pas encore été levée alors qu'elle l'a été pour beaucoup de nos concurrents internationaux. En 2019, les licences d'exportation des entreprises canadiennes de génétique du bétail vers la Chine n'ont pas été renouvelées. La Chine a récemment entrepris des audits virtuels avec le Canada avec les installations cependant les résultats des audits n'ont pas encore été finalisés. Bien que le Canada et la Chine entretiennent actuellement des relations compliquées, l'ACEB continuera de collaborer avec ses collègues et partenaires, comme le Conseil des viandes du Canada et le Conseil canadien du porc, afin de s'assurer que nous sommes bien positionnés pour servir nos importants clients sur ce marché pendant longtemps.

Europe

L'Accord économique et commercial global (AECG) est entré en vigueur provisoirement en septembre 2017 et depuis lors, les exportations de bœuf vers et depuis l'Europe ont augmenté. En utilisant les données sur le commerce du bœuf d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le déficit commercial global du bœuf entre le Canada et l'UE (y compris le Royaume-Uni) était de 0,5 million \$ en 2018, 17,3 millions \$ en 2019 et un stupéfiant 96,8 millions \$ pour 2020. Inutile de dire que l'ACEB est considérablement préoccupée par la façon dont le commerce du bœuf avec l'UE a progressé.

L'ACEB continue de travailler sur un certain nombre de propositions avec l'ACIA visant à faciliter l'admissibilité des bovins canadiens à l'exportation vers l'UE, un facteur limitatif clé pour augmenter les exportations vers l'Europe. Nous cherchons principalement à élargir les options de certification pour ces bovins, de sorte que d'autres organismes de vérification reconnus puissent certifier l'admissibilité des bovins à l'UE au lieu que le producteur fasse appel à un vétérinaire autorisé par l'ACIA. Entre-temps, l'ACIA a augmenté le nombre de vétérinaires autorisés.



L'ACEB et l'ABP ont rencontré la secrétaire parlementaire au commerce international, Rachel Bendayan, le 28 janvier 2020 et ont discuté des moyens d'améliorer l'accès du bœuf canadien à l'Europe.

Le Royaume-Uni Kingdom

Le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne (UE) à la fin de 2020, ce qui a conduit le Canada et le Royaume-Uni, plus tôt dans l'année, à rechercher un accord intérimaire pour assurer la transition entre l'Accord commercial global et économique (AECG) et un futur accord de libre-échange (ALE) Canada-Royaume-Uni. Le 9 décembre 2020, le Canada et le Royaume-Uni ont signé l'Accord de continuité commerciale (ACC) Canada-Royaume-Uni et travaillent actuellement à sa ratification au début de 2021. En vertu de cet accord, le bœuf canadien bénéficiera d'un accès en franchise de droits de douane de 2 311 tonnes de cargaisons fraîches et de 968 tonnes de cargaisons congelées en 2021 et de 2 708 tonnes de cargaisons fraîches et de 1 161 tonnes de cargaisons congelées en 2022. Toutes les exportations de bœuf doivent être exemptes d'hormones. L'accès total en 2021 est de 3 279 tonnes de cargaisons et de 3 869 tonnes de cargaisons en 2022. Ces chiffres s'ajoutent à l'accès actuellement obtenu dans le cadre de l'AECG.

Comme l'accord n'a pas été ratifié et mis en œuvre avant le 1er janvier 2021, le Canada et le Royaume-Uni ont convenu, par le biais d'un protocole d'entente (PE), d'appliquer les avantages tarifaires sur une base réciproque et provisoire jusqu'à ce que l'ACEB entre en vigueur. Ce décret de remise prolongera les avantages tarifaires équivalents à ceux de l'AECG qui sont reproduits dans l'ACC.



Doug Sawyer fait une présentation par zoom au Comité de la Chambre le 27 novembre 2020.

Depuis qu'il est devenu clair que le Royaume-Uni allait se retirer de l'UE, l'ACEB a partagé ses priorités clés pour le commerce du bœuf entre les deux nations avec le gouvernement du Canada plus tôt cette année. L'ACEB a toujours fait part de ses préoccupations concernant les obstacles commerciaux qui sont transférés de l'AECG à l'accord transitoire Canada-Royaume-Uni et au futur accord commercial avec le Royaume-Uni.

L'ACEB a reconnu les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour maintenir un accès ininterrompu au marché du Royaume-Uni en cherchant à conclure un accord intérimaire pour assurer la transition entre l'AECG et un futur accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et le Royaume-Uni, mais a affirmé que la plus grande priorité de l'ACEB est de conclure un ALE à long terme avec le Royaume-Uni qui élimine les obstacles au commerce qui continuent d'exister. L'ACEB est heureuse de constater que les deux gouvernements se sont engagés à reprendre la négociation d'un ALE complet d'ici un an et encourage les deux gouvernements à le faire dès que possible. Malgré la croissance des exportations de bœuf canadien vers l'UE et le Royaume-Uni au cours des dernières années, le plein potentiel de l'accès négocié du Canada en vertu de l'AECG n'a pas été réalisé en raison d'obstacles commerciaux techniques. L'ACEB continue d'engager activement le gouvernement du Canada à résoudre les facteurs limitant le commerce tant dans l'AECG que dans l'arrangement provisoire avec le Royaume-Uni.

Le Canada a exporté 1 584 tonnes (poids réel du produit de bœuf) d'une valeur de 18,8 M\$ au Royaume-Uni en 2019 et 1 415 tonnes d'une valeur de 17,6 M\$ en 2020. Le Canada a importé du Royaume-Uni 2 962 tonnes d'une valeur de 15,8 M\$ en 2019 et 5 393 tonnes d'une valeur de 31,5 M\$ en 2020.

Il est impératif que les industries du bœuf du Canada et du Royaume-Uni puissent également bénéficier de cette relation commerciale et la développer. Ce sera l'objectif de l'ACEB pour les futurs accords commerciaux.



Les membres de l'International Beef Alliance se réunissent à la convention de la NCBA

Coopération internationale

L'ACEB continue de participer à un certain nombre de collaborations internationales, notamment le Secrétariat international de la viande, l'International Beef Alliance et la Table ronde mondiale sur le boeuf durable, où nous pouvons travailler avec nos pairs internationaux. Une question clé d'intérêt commun est le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En juin, le premier ministre Trudeau a participé à une réunion virtuelle du Groupe d'Ottawa, dirigé par le Canada, sur la réforme de l'OMC dans le cadre du COVID-19. En novembre, le Ministre Ng, Ministre des petites entreprises, de la promotion des exportations et du commerce international, a été l'hôte d'une réunion ministérielle virtuelle du Groupe d'Ottawa sur l'OMC, où il a été question de l'importance de garder les marchés agroalimentaires ouverts et prévisibles. L'ACEB et l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire continuent de participer aux discussions sur la réforme de l'OMC.

Au cours du COVID-19, plus de 200 restrictions à l'exportation ont été adoptées par 93 pays : en juillet 2020, le Groupe d'Ottawa a publié sa première version d'un plan d'action visant à obtenir des engagements pour lever les restrictions à l'exportation et d'autres mesures ayant un effet de distorsion sur le commerce, en particulier en ce qui concerne le commerce agroalimentaire et le "déblocage des restrictions à l'exportation".

Une des principales préoccupations de l'ACEB demeure le fait que les fonctions de groupe spécial d'arbitrage et d'appel du système de règlement des différends de l'OMC ne fonctionnent plus en raison de l'incapacité des membres de l'OMC à s'entendre pour nommer de nouveaux membres à l'Organe d'appel. L'ACEB a constaté l'importance de l'OMC à travers l'affaire mCOOL et continue de communiquer avec le gouvernement du Canada et d'autres parties prenantes sur l'importance de trouver des solutions.

Membres du comité : **Co-président:** Reg Schellenberg, **Co-président:** Doug Sawyer, David Haywood-Farmer, **Past President,** Cathy Sharp, Charlie Christie, Sheila Hillmer, Duane Thompson, Lynn Grant, Ryan Beierbach, Tyler Fulton, Rob Lipsett, Jack Chaffe, Philippe Alain, J. Sperber, **membre d'office du YCC,** S. Bouw, **membre d'office du YCC,** Ron Glaser, **Canada Beef,** Michael Latimer, **CBBC,** Rick Wright, **LMAC.**
Personnel de l'ACEB : Fawn Jackson and Dennis Laycraft



Your competitive edge in a dynamic industry

To stay competitive and profitable in a dynamic industry, it's important to develop best practices around business structure, financial planning, government program accessibility, capitalizing on opportunities, and more. We're here to help.



Wherever business takes you [MNP.ca](https://www.mnp.ca)

Boeuf Canada

À titre de division de la commercialisation de l'Agence canadienne de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie, Bœuf Canada est l'organisation gérée et financée par les producteurs de bovins qui est responsable du développement du marché national et international du bœuf et du veau. Elle compte 24 employés dans ses bureaux au Canada, au Japon, en Chine, à Taïwan et au Mexique. En plus du financement de la contribution nationale et des redevances à l'importation, Bœuf Canada tire parti de l'argent des producteurs de bovins grâce aux investissements des partenaires du marché privé et au financement du développement de l'industrie par le gouvernement pour maximiser les avantages de l'investissement des producteurs.

Bœuf Canada travaille à bâtir une industrie canadienne du bœuf et du veau dynamique, rentable et concurrentielle où les produits canadiens de bœuf et de veau de haute qualité sont reconnus comme les plus remarquables par les clients canadiens et internationaux. Ces efforts finissent par accroître la demande de bœuf canadien et la valeur que les producteurs reçoivent pour leurs bovins.

Incidence de la COVID-19 et réponse

La pandémie de COVID-19 a eu d'énormes répercussions à l'échelle mondiale sur les entreprises agricoles et agroalimentaires. L'émergence rapide de la pandémie a eu des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur les activités quotidiennes normales d'une grande partie de la population mondiale. Les fermetures et les ralentissements d'usines de conditionnement ont mis au défi les systèmes de livraison nord-américains de garder les étagères intérieures approvisionnées et de répondre à la demande du marché d'exportation. Les consommateurs canadiens ont



éprouvé un sentiment d'incertitude, ce qui a entraîné la constitution de stocks de viande et d'autres approvisionnements essentiels. La pandémie a eu des répercussions importantes sur les programmes de Bœuf Canada, car presque toutes les activités nationales et internationales ont été touchées par les protocoles de distanciation sociale sur la transformation des bovins, les opérations de vente au détail et les services alimentaires et la capacité d'exporter des produits vers les marchés.

Sensibilisation au commerce avec la COVID-19

Bœuf Canada a travaillé en collaboration avec les associations nationales représentant le bœuf, le veau et le porc. Des ressources ont été élaborées pour les consommateurs canadiens et les professionnels de la viande sur les marchés nationaux et internationaux. L'objectif était de rassurer les gens quant à la salubrité de la viande et à notre capacité de maintenir un approvisionnement stable en protégeant la santé des Canadiens qui travaillent dans le secteur. De plus, l'équipe de marketing de Bœuf Canada a élaboré des programmes pour aider les consommateurs à améliorer leur confort et leurs compétences en matière de préparation du bœuf canadien à la maison. Une fiche d'information décrivant les mesures prises par l'industrie canadienne de la viande pour se protéger contre la COVID-19 a été produite en huit langues. Il a été distribué, avec une lettre de présentation signée par sept dirigeants d'associations, aux professionnels de la viande du Canada, du Mexique, de la Chine, de Hong Kong, de Macao, des Philippines, de Singapour, du Vietnam, de l'Indonésie, de la Corée du Sud et du Japon.

Une fiche d'information de deux pages a été créée à l'intention des consommateurs avec des renseignements clairs et faciles à comprendre sur la COVID-19 – ce qu'elle est, comment la prévenir, l'assurance que le bétail et la viande domestiques ne sont pas touchés, ainsi que des conseils sur la salubrité alimentaire. La fiche d'information est disponible en anglais et en français à <https://fr.canadabeef.ca/>

Sensibilisation des consommateurs à la COVID-19

Les Canadiens cuisinaient à la maison comme jamais auparavant et l'un des produits les plus populaires était le bœuf canadien. L'intérêt pour l'achat, la préparation et le service du bœuf canadien a atteint un sommet sans précédent, tout comme les questions des consommateurs. Le site Web <https://fr.canadabeef.ca/> a connu une augmentation de 66 % du nombre total d'utilisateurs (93 K) et de 73 % du nombre de nouveaux utilisateurs du site Web en mars comparativement à la même période l'an dernier. Le site Web [ThinkBeef.ca](https://fr.canadabeef.ca/) a connu une hausse de 450 % du nombre de visites mensuelles, soit une hausse de 13 000 visites par rapport au nombre de visites de février à mars (au 23 mars).

Deux campagnes de marketing auprès des consommateurs prévues pour mars 2020 ont changé d'orientation pour répondre aux besoins des consommateurs. Les options de restauration sont limitées. Nous savons que les consommateurs ont fait le plein de bœuf à l'épicerie et, pendant qu'ils sont dans leur cuisine prêts à cuisiner, beaucoup ne savent pas par où commencer — ils ont besoin d'aide pour les recettes, des suggestions de comment servir et les instructions de cuisson. Le contenu s'est déplacé pour se concentrer sur des sujets culinaires – avec des inspirations de recettes pour secouer les habitudes de repas banales, et des renseignements pratiques pour permettre aux consommateurs de parfaire leurs compétences alimentaires axées sur le bœuf.

Développement du marché intérieur

La consommation totale de bœuf en 2020 devrait augmenter de 3 %, 78 % du bœuf consommé au Canada provenant de la production intérieure,

comparativement à 81 % en 2019. La demande de gros a été relativement stable depuis 2016, se situant entre 85,2 et 87,6. En 2020, la demande de bœuf de gros devrait augmenter de 12 %, avec plusieurs chocs liés à la demande et à l'offre entraînant une volatilité des prix et une forte demande de détail, car le marché a été ébranlé par la COVID-19.

Élargir les programmes avec les partenaires de la vente au détail et des services alimentaires

En se concentrant sur des partenaires de marque ayant de grands volumes et une grande influence (comme Sobeys, Costco, Loblaw, Walmart, Federated Co-op, Tim Hortons, Swiss Chalet, Montana, Subway, Sysco), Bœuf Canada peut s'assurer que ces partenaires connaissent bien le bœuf canadien et peuvent tirer parti de la valeur de la marque de bœuf canadien.

Cette année, Bœuf Canada a lancé un nouveau programme national de marketing commercial appelé Programme de développement du marché intérieur. Le Programme offre un soutien financier à frais partagés pour les projets et les activités des entreprises représentatives du bœuf canadien admissibles dans cinq grandes catégories essentielles pour faciliter la croissance des marchés d'exportation. Il s'agit d'un financement à frais partagés de 50/50 % pour les intervenants admissibles mis sur pied pour des projets génériques, de marque et de marque conjointe au Canada.

Marketing auprès des consommateurs et confiance du public

Les espaces sociaux et numériques de Bœuf Canada mobilisent et relient les consommateurs et les producteurs pour fidéliser la marque. Avec plus de 68 000 abonnés et 25 millions d'impressions, Bœuf Canada continue d'établir des relations fructueuses et de stimuler la demande. Sur le site Web <https://fr.canadabeef.ca/>, les consommateurs et les producteurs peuvent obtenir des renseignements sur les recettes, le savoir-faire en matière de bœuf, les campagnes sur le bœuf, les fiches d'information et les événements en français et en anglais. Le bulletin électronique mensuel Pensez Bœuf (PB) est déployé auprès de près de 40 000 abonnés sur des sujets à la fois culinaires et axés sur la marque. L'application Roundup est une application mobile d'achat et de cuisson de bœuf conçue pour aider les consommateurs à mieux réussir avec le bœuf lorsqu'ils cuisinent à la maison. Les efforts visant à renforcer l'acceptabilité sociale de l'industrie bovine auprès du public sont étroitement liés à la commercialisation auprès des consommateurs. Bœuf Canada continue de travailler en partenariat avec l'ACEB et d'autres groupes de l'industrie du bœuf pour répondre aux préoccupations du public et des consommateurs au sujet de la production de bœuf, tout en renforçant la marque du bœuf canadien.

Commercialisation du bœuf générique financée par la redevance à l'importation

La redevance à l'importation (perçue sur les importations de bœuf au taux équivalent de 1 \$ par tête) continue de financer des messages positifs sur le bœuf partout au Canada. Compte tenu de la diminution des compétences alimentaires des consommateurs, des préoccupations au sujet des régimes alimentaires sains et des questions de confiance du public, Bœuf Canada a élaboré des initiatives ciblées pour influencer positivement la préférence des consommateurs pour le bœuf par rapport aux autres protéines. Visitez www.thinkbeef.ca pour accéder aux ressources de marketing générées par le financement de la redevance à l'importation.

Centre d'excellence du bœuf canadien

Le Centre d'excellence du bœuf canadien (CEBC) est un théâtre de démonstration d'enseignement et de formation comprenant une salle de



fabrication, une cuisine commerciale et familiale, une salle de conférence et une salle à manger, de l'équipement de calibre mondial et des normes HACCP. L'équipe du CEBC a compris le besoin de ressources de formation numériques et d'occasions d'apprentissage à distance accrues. L'équipe a créé des ressources vidéo éducatives pour le nouveau site Web de Bœuf Canada, www.cdnbeefperforms.ca. Rapides, captivantes et divertissantes, les vidéos répondent aux besoins de quatre publics distincts d'utilisateurs de bœuf canadiens, allant des ambitieux chefs et bouchers-maisons aux vétérans chevronnés des industries culinaires et de la découpe de viande.

Protéger et faire croître le bœuf canadien sur les marchés d'exportation

Le travail de Bœuf Canada sur les marchés d'exportation crée des occasions pour l'industrie canadienne du bœuf de réaliser une plus grande valeur pour la carcasse que ce qui pourrait être réalisé sur le seul marché intérieur. En plus d'offrir des soumissions concurrentielles sur les viandes moyennes, les marchés d'exportation peuvent offrir de meilleurs rendements pour les viandes finales, les viandes fines et les abats que chez nous. Ces marchés d'exportation ont été touchés par la pandémie de COVID-19 de façons semblables au marché intérieur.

Bœuf Canada a lancé cette année un nouveau programme d'exportation, le Programme de développement des marchés d'exportation de Bœuf Canada, qui offre soutien financier à frais partagés pour les projets et les activités des entreprises représentatives du bœuf canadien admissibles dans cinq grandes catégories essentielles pour faciliter la croissance des marchés d'exportation.

Le programme prévoit un financement à frais partagés de 50/50 % pour les projets admissibles lancés par des intervenants à l'extérieur du Canada, avec un potentiel de partage des coûts de 75/25 % s'ils sont cumulés aux subventions des gouvernements provinciaux.

Les exportations de bœuf canadien de janvier à novembre 2020 ont diminué de 4,6 % en volume et augmenté de 0,2 % en valeur. Il s'agit d'une baisse par rapport aux valeurs record de 2019 et aux volumes presque record. Dans l'ensemble, la demande d'exportation de bœuf canadien devrait augmenter de 3,4 % par rapport à 2019.

Restez en contact avec Bœuf Canada

Bœuf Canada a lancé un bulletin électronique mensuel pour tenir les producteurs de bœuf et les intervenants au courant du travail que l'équipe de BC fait au Canada et au marché d'exportation. Toute personne intéressée peut s'inscrire à <https://canadabeef.ca/sign-up-canada-beef-performs/>.

Le conseil canadien des races de bovins de boucherie

Ce fut une année historique pour le Canadian Beef Breeds Council (CBBC) sur plusieurs fronts. Le 1er juillet 2020, le CBBC est devenu une division de l'Association canadienne des éleveurs de bovins. L'harmonisation des secteurs des semences et des vaches/veaux commerciaux sous un même toit créera des possibilités qui auront des avantages à long terme pour l'ensemble de l'industrie du boeuf.

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur tous les aspects de notre vie. Les ventes de taureaux étaient en cours lorsque des restrictions sur la taille et les voyages ont été mises en œuvre pour la première fois au Canada. Même si nous n'avons pas été en mesure de maintenir les ventes dans notre format traditionnel, qui sont également une occasion sociale et de réseautage pour les producteurs de bovins, nous avons été en mesure de poursuivre l'aspect commercial où un nombre important de transactions se produisent. Les producteurs étaient aux prises avec des changements quotidiens, des fluctuations du marché et des fermetures d'usines de conditionnement à un moment critique pour ceux qui vendaient et achetaient des taureaux. Notre secteur s'est adapté du jour au lendemain en utilisant les ventes en ligne, en suivant les lignes directrices sur la COVID-19 et en veillant à ce que tout le monde demeure en sécurité et en santé. Cette tendance s'est poursuivie au cours de la campagne automnale des ventes de veaux d'engraissement et de plants de semence, alors que la deuxième vague s'installait. Dans les deux cas, les ventes de bovins ont pu se poursuivre et les prix déclarés étaient comparables à ceux de l'année précédente en termes de prix et de volume. Cela témoigne de la résilience et de la force de nos éleveurs de bovins qui connaissent trop bien l'adversité.

En 2021, le CBBC mettra l'accent sur la mise en œuvre du Canadian Beef Improvement Network (CBIN) et continuera de promouvoir notre génétique canadienne à l'échelle internationale. Ces activités seront des éléments clés du repositionnement du CBBC et des associations de races en tant que leaders mondiaux de la technologie de sélection génétique basée sur les données. Cela aura des répercussions positives tant pour le secteur commercial que pour le secteur des semences, car nous adoptons la technologie pour identifier la génétique qui fonctionne pour nos opérations et livrer un produit qui est en demande partout dans le monde.

Réseau canadien d'amélioration du boeuf

L'initiative du CBIN continue de devenir un élément clé de la Stratégie nationale sur le boeuf. Ce sera la plateforme pour les décisions génétiques fondées sur des données pour l'industrie canadienne du boeuf. Le CBIN est un réseau intersectoriel de leaders dont l'objectif est de créer un écosystème de collaboration et de promotion de l'innovation génétique afin de faire progresser la sélection fondée sur l'environnement et d'accroître la rentabilité des fermes.

Un plan d'activités a été créé et adopté par le Groupe de travail consultatif du CBIN, qui décrit la voie à suivre pour la mise en œuvre. Le CBBC servira d'incubateur jusqu'à ce que la CBIN puisse se constituer en sa propre entité juridique viable. Une nouvelle structure de gouvernance a été approuvée,



qui servira à faire progresser le développement du CBIN. CBIN continuera de collaborer avec des partenaires de tous les aspects de la chaîne de production. Le travail de représentation visant à développer davantage l'initiative se poursuivra jusqu'en 2021, à mesure que les partenariats seront établis et que le financement à long terme sera assuré. Au fur et à mesure que nous développons CBIN, il est plus évident que jamais que les avantages sont importants pour la viabilité continue de notre industrie alors que nous nous attaquons aux pressions politiques et environnementales par la sélection génétique et l'utilisation de la technologie.

Développement des marchés internationaux

Comme le monde a changé du jour au lendemain, les initiatives de développement des marchés internationaux du CBBC et de ses membres ont été touchées immédiatement. Avec la fermeture des frontières aux voyageurs, les restrictions sur les rassemblements et l'annulation d'événements au Canada et à l'étranger, une nouvelle approche s'imposait. Le projet Agri-marketing de la CBBC qui a été approuvé par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) en mars a nécessité une modification complète avant que l'encre soit sèche. Nous avons réussi à faire la transition des activités et à poursuivre nos efforts de façon nouvelle et novatrice. Un certain nombre d'événements nationaux et internationaux sont passés à un format virtuel et nos membres ont pu y participer. L'avenir est encore incertain, même si des programmes de vaccination sont mis en œuvre. Il faudra un certain temps avant que nos efforts reviennent à la normale, mais comme nous l'avons déjà démontré, les intervenants de l'industrie bovine sont résilients, persistants et s'il y a une vente aux enchères, ils seront là.

L'impact de la désignation de l'agriculture comme service essentiel au début de la pandémie était important pour maintenir la stabilité et la confiance dans le marché. Pour les producteurs de semences, la capacité de transporter du bétail vivant et du matériel génétique à travers la frontière canado-américaine était essentielle à la continuité de leurs activités. Le maintien de l'accès à la génétique bovine américaine et la capacité de commercialiser notre génétique sur notre plus grand marché sont essentiels à la rentabilité de nos fermes et de nos ranchs. L'échange de matériel génétique entre le Canada et les États-Unis est important pour nos producteurs de semences qui s'approvisionnent souvent aux États-Unis en matériel génétique dans le cadre de leurs programmes de sélection.

Agence canadienne de prélèvement sur le boeuf

Au cours de la dernière année, en tant que président de l'Agence, j'ai vu notre organisation faire son plein et s'occuper des questions importantes pour les producteurs. Il nous incombe de surveiller l'administration des prélèvements et les investissements au nom des producteurs de boeuf canadiens, et je peux dire avec confiance que je suis fier de ce que ces investissements continuent d'accomplir.



Chad Ross, Président, Agence canadienne de prélèvement sur le boeuf

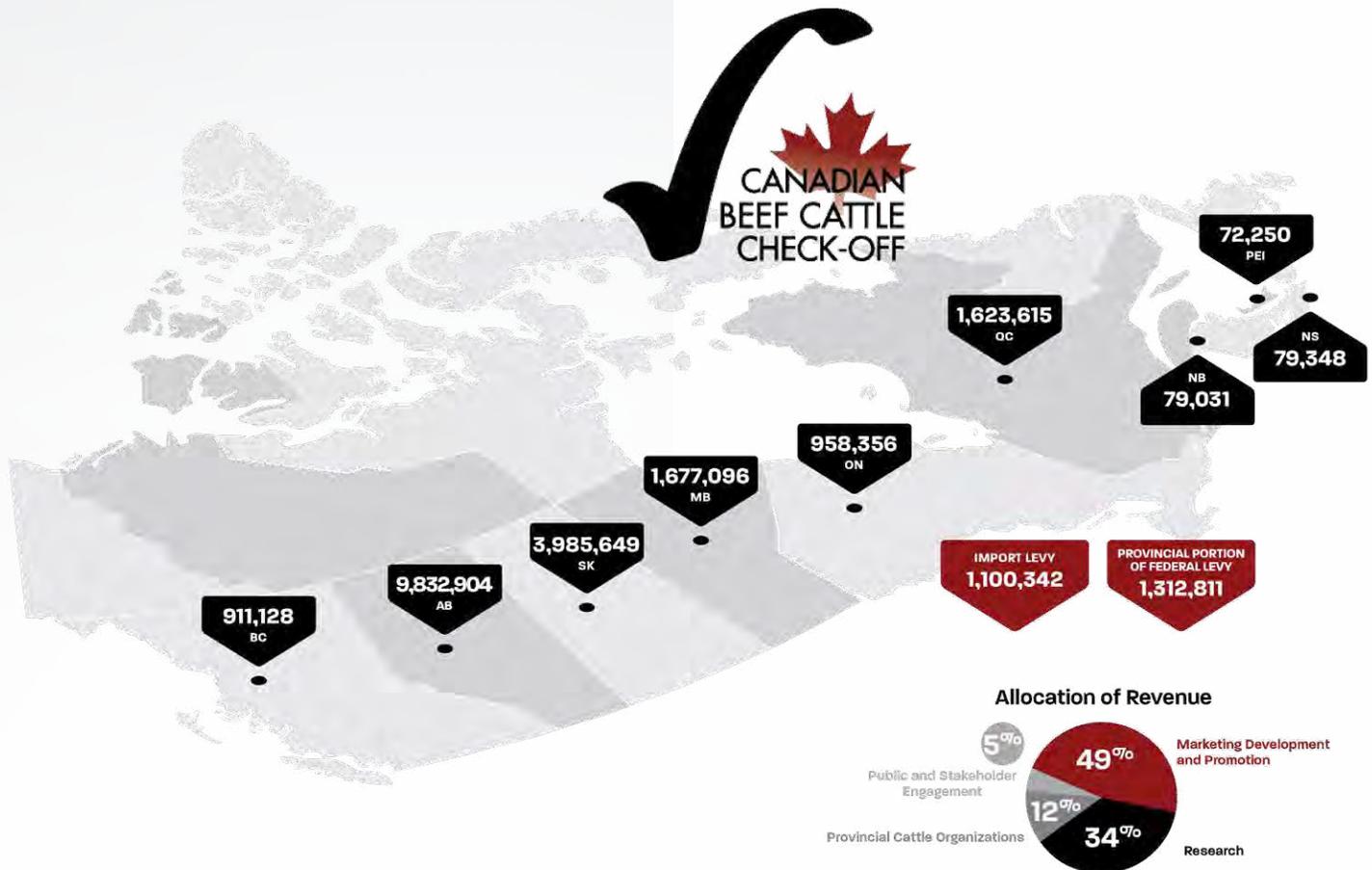
En 2019-2020, le prélèvement national sur les bovins de boucherie investi dans les programmes nationaux s'élevait à 17 906 566 \$ pour les bovins commercialisés partout au Canada.

Sur le total des contributions perçues, l'administration nette, 49 % ont été affectées au développement et à la promotion du marché, 34 % à la recherche, 12 % ont été retenus par les organismes provinciaux de bovins pour des programmes régionaux de commercialisation et de recherche et 5 % ont été attribués à la mobilisation du public et des intervenants.

La redevance à l'importation sur les bovins de boucherie, le boeuf et les produits du boeuf importés au Canada a également été perçue au taux de 1 \$ par équivalent-tête, pour un total de 1 100 342 \$. Ces fonds, l'administration nette, sont affectés à la commercialisation générique du boeuf sans marque, comme la commercialisation de la nutrition, l'élaboration de recettes et l'éducation aux compétences culinaires.

Avec un montant record de prélèvements cette année, je sais que nous avons un travail important à faire. Les investissements dans la recherche, le marketing et la mobilisation du public et des intervenants doivent faire une différence mesurable pour l'industrie et aider nos producteurs de boeuf et de veau à obtenir de précieux rendements.

Les dépenses de fonctionnement et d'administration de l'Agence se sont élevées à 718 870 \$, ce qui comprend notre conseil d'administration et le



Comité du marketing. Il incombe au conseil d'administration de l'Agence de veiller à ce que l'argent soit investi dans des programmes et des stratégies qui feront une différence aujourd'hui, demain et plus tard. Cela comprend également nos propres dépenses d'administration et de programmation.

Cette année, nous avons consacré du temps à l'examen de notre cadre réglementaire et de la Proclamation en vertu de laquelle nous exerçons nos activités.

Nous avons travaillé avec nos partenaires provinciaux pour veiller à ce que le cadre continue de nous donner la liberté d'offrir la meilleure valeur possible aux producteurs canadiens de boeuf et de veau.

L'Agence a été heureuse de conclure des ententes avec Veal Farmers of Ontario. Les ententes renforcent la commercialisation du veau canadien dans le cadre de l'initiative plus vaste de commercialisation du veau canadien, tout en ajoutant un percepteur de redevances supplémentaire aux associations provinciales de bovins partout au pays.

Nous avons également ciblé cette année la conformité en ce qui concerne les prélèvements et les redevances à l'importation. La redevance fédérale sur la commercialisation interprovinciale a été ciblée pour les inspections des marchés aux enchères et des négociants en mettant l'accent sur l'éducation et la compréhension des versements de redevances. Un autre volet de cette initiative consistait à travailler avec tous nos partenaires des associations provinciales sur la formation en matière de perception et de remise des prélèvements, afin de nous aider tous à travailler ensemble pour accroître la conformité, réduire le dérapage et avoir un niveau uniforme de connaissances de base partout au pays.

L'Agence a adopté une approche plus stratégique en matière de perception des redevances à l'importation et a été en mesure de maintenir le montant des redevances irrécouvrables à environ 5 % du total des redevances à l'importation à recevoir. Il s'agit d'une tâche monumentale pour l'Agence, qui examine plus de 200 factures par mois et accorde une attention particulière à des centaines d'entreprises pour assurer des paiements en temps opportun et les aider à comprendre les tenants et aboutissants de la redevance.

Le trafic du site Web de l'Agence a augmenté au cours de l'année, avec un total de 5333 utilisateurs uniques visitant le site. Le site, ainsi que les canaux de médias sociaux de l'Agence, ont accru la portée des producteurs vers de nouveaux publics, en mettant l'accent sur les jeunes producteurs. Notre clientèle a augmenté sur tous les canaux, et nous continuons d'essayer de communiquer efficacement avec vous – nos principaux intervenants – de toutes les façons possibles.

Le Conseil d'administration de l'Agence s'est engagé à assurer une gouvernance transparente et à élaborer des politiques solides pour gouverner l'Agence. Le manuel des politiques renforcé et le travail effectué cette année en matière de planification de la relève et de continuité des activités aideront à guider l'Agence maintenant et à mesure que l'industrie croîtra et se transformera. En travaillant avec les membres du conseil d'administration qui ont l'intérêt et les compétences nécessaires pour accroître leurs rôles de leadership à l'Agence, le conseil d'administration est en mesure de planifier pour l'avenir et d'assurer un modèle de leadership durable.



Nous avons pu avoir notre comité de marketing pleinement fonctionnel pour sa deuxième année. Le groupe est incroyablement dévoué et les producteurs peuvent être assurés que le comité a à cœur leurs intérêts. Le Comité a fonctionné sans lien de dépendance avec l'Agence, tout en guidant l'orientation stratégique de Bœuf Canada, l'organisation qui investit des contributions dans le développement et la promotion des marchés. Le Comité a assuré une séparation continue de l'administration de l'Agence et des lignes de gouvernance et de communication claires.

L'année 2020 a apporté des moments incroyablement difficiles à notre industrie, et je sais qu'il y a eu de nombreuses nuits blanches et des conversations difficiles entre les producteurs et les partenaires de l'industrie au sujet de l'avenir de notre industrie. Par conséquent, je tiens à vous assurer que notre agence et tous ceux qui investissent des contributions en votre nom ont travaillé d'arrache-pied pour faire ce qui est bon pour l'industrie canadienne du boeuf.

Et même si les choses peuvent sembler différentes pour l'avenir prévisible à bien des égards, soyez assurés que nous continuons de nous concentrer chaque jour sur les meilleurs intérêts de nos producteurs de boeuf et de veau canadiens.

À vous tous qui représentez notre industrie - merci. Merci de continuer à fournir de la nourriture aux Canadiens et au monde entier et d'être dévoués à ce que vous faites. C'est votre dévouement et votre passion pour notre industrie qui rendent ce travail si gratifiant.

Salutations,

Chad Ross
Président, Agence canadienne de prélèvement sur le boeuf



Agence Canadienne d'identification du bétail

La continuité de la préparation et de l'anticipation des règlements proposés, le lancement d'un nouveau centre de ressources et la lutte contre la pandémie mondiale ont fait de 2020 une année intéressante pour l'Agence canadienne d'identification du bétail (ACIB).

COVID-19

L'ACIB a porté une attention particulière à toutes les mises à jour de la santé publique et aux informations entrantes concernant le COVID-19. Fort heureusement, les systèmes numériques de l'ACIB ont bien fonctionné en répondant aux besoins de traçabilité depuis le confort et la sécurité du domicile de l'utilisateur. Le système canadien de traçabilité du bétail (SCTB) et le CLTS MOBO APP (application mobile du SCTB) ont été créés pour cette raison, et ces plateformes ont continué à répondre aux exigences de traçabilité. Les étiquettes ont été envoyées directement par courrier via la boutique en ligne et des représentants du service à la clientèle étaient disponibles sans frais pour aider les utilisateurs à répondre à tout besoin particulier.

Le personnel a travaillé de leur domicile de mars à septembre, puis de nouveau à partir de novembre, avec un retour actuel plus tard en 2021.

L'ACIB est également fière de fournir une aide aux gouvernements provinciaux de l'Alberta et de la Saskatchewan dans le cadre du Programme de retrait pour les bovins gras.

Modifications réglementaires proposées

Tous les dossiers sur la réglementation ont été mis en attente. On prévoit qu'à la fin de l'été 2021, en fonction de la priorité de diffusion qui n'aura pas d'impact sur la reprise économique, la Gazette du Canada I (CG1) sera publiée pour les modifications réglementaires relatives à la traçabilité. Cette publication sera suivie d'une période de consultation de 90 jours. Il faut prévoir deux années de plus pour que la réglementation soit en vigueur.

Les modifications réglementaires visent à permettre à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) de réagir plus rapidement et plus efficacement. Les modifications proposées à la partie XV du Règlement sur la santé des animaux ont été reportées une fois de plus mais sont toujours à l'étude.

Étiquettes

Allflex

En prévision de l'automne, Allflex a fait des progrès spécifiques en ce qui concerne la partie masculine avec le point pointu de ses étiquettes, dans le cadre de son engagement d'amélioration continue et pour apporter une réponse aux problèmes de rétention des étiquettes signalés par les producteurs. La nouvelle méthode de conception et de fabrication, qui a été validée à l'échelle mondiale sur des dizaines de millions d'animaux, sera adoptée dès l'approbation de l'ACIA et identifiée sur les emballages d'Allflex avec un autocollant de notification mis à jour.

Étiquettes à ultra-haute fréquence (UHF)

Plusieurs discussions ont eu lieu au sujet des étiquettes UHF et elles sont fortement soutenues par les secteurs des parcs d'engraissement et des conditionneurs. Bien que l'ACIB soit neutre sur le plan technologique, nous

avons un projet en cours pour examiner toute la documentation pertinente disponible sur le sujet et son application à l'industrie de l'élevage. L'étape suivante de ce projet consisterait à élaborer un plan de mise en œuvre pour éliminer progressivement les étiquettes actuelles (basse fréquence) et introduire progressivement l'UHF. Cette partie du projet a été soumise pour financement.

Il est important de rappeler que les Normes organisationnelles internationales (normes ISO) pour la technologie UHF auront, d'ici deux ans, des normes de test pour l'UHF. Toutes les étiquettes actuelles approuvées doivent répondre aux normes ISO.

Le nouveau centre de ressources CLTS – votre destination vers le " savoir-faire "

Le nouveau centre de ressources CLTS (CRC), support.canadaid.ca, a été mis en service au milieu de l'année. Il s'agissait d'un projet de grande envergure pour les équipes des communications, du soutien à la clientèle et des équipes de TI.

Le nouveau CRC est votre destination vers le " savoir-faire " pour tout ce qui concerne le Système canadien de traçabilité du bétail (CLTS). Vous trouverez ici des guides complets sur la façon de soumettre des événements, des questions fréquemment posées et bien d'autres choses encore. Chaque guide comporte des instructions simples et des captures d'écran pour vous guider pas à pas dans chaque processus.

Fonction de clavardage

Nous avons ajouté la fonction de clavardage à canadaid.ca et support.canadaid.ca ce qui offre aux clients une autre option pour joindre le soutien à la clientèle sans avoir à parler directement au téléphone ou à envoyer un courriel. La boîte de clavardage n'apparaît que pendant les heures d'ouverture.

Modification des soumissions au CLTS

Le 1er octobre, l'ACIB a commencé la mise en œuvre du changement pour faire passer l'exigence de la saisie de données à 9 chiffres à l'ensemble des 15 chiffres lors de la soumission des données au CLTS. Il s'agit d'un changement échelonné permettant à tous les types de soumissions de données d'apporter les modifications nécessaires. La mise en œuvre sera complétée d'ici mars 2021. Les étiquettes n'ont pas changé, ils ont toujours eu 15 chiffres, seule la soumission au CLTS a changé, nécessitant désormais tous les chiffres.

Secteur laitier

Lactanet Canada et les Producteurs laitiers du Canada (PLC) sont allés de l'avant avec TracéLaitier, le programme national de traçabilité des bovins laitiers. Ce programme est devenu concret en octobre et fournit un cadre unique et commun aux producteurs laitiers pour suivre l'identité et les mouvements des animaux. Plus tôt dans l'année, l'ACIA a reconnu Lactanet Canada comme l'administrateur national responsable des bovins laitiers en vertu de la partie XV du Règlement sur la santé des animaux.

L'ACIB a conclu un accord de service avec Lactanet et après le lancement de TracéLaitier le 5 octobre, elle a continué à recevoir des données des sites intermédiaires (c'est-à-dire des parcs d'engraissement) et des terminaux qui signalent les événements survenus en rapport avec les étiquettes des produits laitiers. Les transmissions de données pour ces parties réglementées continueront comme avant, mais toutes les données relatives aux étiquettes de produits laitiers seront conservées dans TracéLaitier et non dans la base de données CLTS de l'ACIB.

Comité sur le boeuf et le veau – Conseil des viandes du Canada

La pandémie COVID-19 a eu de vastes répercussions et a gravement affecté les membres du Conseil des viandes du Canada (CVC) et nos membres du Comité sur le boeuf et le veau (CBV). Les membres ont fait preuve d'une étonnante résilience en cette période de grande incertitude et, malgré tous les défis rencontrés, continuent de produire tout en protégeant la sécurité de leurs populations.

La dernière réunion en face-à-face a eu lieu en juin 2019 à Niagara Falls. Trois conférences téléphoniques ont eu lieu entre juillet et octobre et le sous-groupe de travail sur la traçabilité s'est réuni à plusieurs reprises pour finaliser les contributions sur les modifications proposées aux Règlements sur l'identification et la traçabilité des animaux.

Priorités d'accès aux marchés

En octobre 2019, le CVC a fourni notre liste de questions prioritaires en matière d'accès aux marchés au directeur général du Secrétariat de l'accès aux marchés (SAM) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. De plus, le CVC a été consulté sur une révision du processus de classement des priorités d'accès aux marchés où nous avons pu mettre en évidence certaines des failles de ce système qui empêchent les petites entreprises de faire avancer leurs priorités d'accès aux marchés. Grâce à ces commentaires, nous comprenons que le SAM changera la façon dont ils classent les priorités.

Traçabilité

La nouvelle proposition de règlement sur la traçabilité est l'une des principales préoccupations des membres du CBV, car elle pourrait imposer des coûts considérables aux établissements en obligeant à modifier la manière dont nous communiquons les informations relatives à la traçabilité.



Le CVC a participé activement à un groupe de travail sur la traçabilité avec l'ACIA et AAC et fait pression pour que des changements soient apportés à la législation proposée. Le sous-groupe du CBV sur la traçabilité a été formé en octobre et a établi les paramètres d'un exercice de simulation de traçabilité pour prouver à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) que les établissements peuvent déjà fournir les informations demandées sans avoir à investir dans ces changements coûteux en matière de rapports. En outre, les membres du CVC/CBV ont participé au Comité de mise en œuvre de la réglementation gouvernement-industrie (RGI) et au Comité consultatif gouvernement-industrie (CCGI). Le CVC/CBV a fourni des commentaires formels sur la réglementation, suivis par les résultats de l'exercice de simulation de traçabilité, afin de montrer que ces informations peuvent être fournies sur demande dans des délais très courts.

Agence de classement du boeuf – Comité permanent sur les exigences en matière de classement des animaux d'élevage

Le CBV a discuté du soutien aux changements qui ont été présentés au Comité permanent sur les exigences de classement des animaux d'élevage. La proposition de modification du poids de la carcasse de veau a été acceptée. Il y a eu une discussion au sujet de la "Yield Grade - Best Side Proposal" de l'ACIB et bien que le CBV ait estimé qu'il n'y avait pas de réel avantage pour les conditionneurs, elle a accepté de la soutenir à condition que l'ACIB soutienne les changements des normes de classement des coupes sombres. Cette proposition a été retardée par la COVID-19.

Risque négligeable à l'égard de l'ESB - Application à l'OIE

Les membres du CVC et du CBV ont participé activement au groupe de travail gouvernement-industrie sur la demande du Canada auprès de l'OIE pour le statut de risque négligeable pour l'ESB. Le CVC a fourni une documentation complète pour aider l'ACIA dans sa demande. La demande du Canada a maintenant été envoyée et la décision finale sera annoncée en mai 2021. L'approbation du statut de risque négligeable changera la donne pour l'industrie canadienne du boeuf et déclenchera l'ouverture de marchés d'exportation qui mijotent depuis des années.



Enquête sur les coûts d'élimination des MRS

L'une des mesures les plus coûteuses pour nos membres est l'obligation d'éliminer les matériels à risques spécifiés, qui est différente de celle de nos homologues américains. La différence de quantité de MRS que le Canada doit éliminer par rapport aux États-Unis nous rend très peu compétitifs, tant aux États-Unis que sur les marchés internationaux. Le CVC travaille avec l'ACIB et l'ANEB pour encourager l'ACIA à harmoniser les exigences avec les États-Unis. Bien que l'ACIA établisse un lien avec notre statut de risque négligeable, les lignes directrices de l'OIE suggèrent que ce n'est pas une condition préalable. L'ACIA a accepté de travailler sur cette politique avec l'industrie et un groupe de travail gouvernement/industrie, similaire au groupe de travail de l'OIE sur la soumission des demandes de statut de risque négligeable d'ESB, qui a été mis en place pour réexaminer le processus et établir une voie à suivre.

Groupe de travail de l'UE

Le CVC a travaillé activement avec le Secrétariat de l'accès aux marchés et l'ACIA pour améliorer l'accès des produits bovins à l'UE. Le CVC travaille avec les membres du secteur du veau pour développer un protocole permettant d'expédier du veau sans avoir à participer au coûteux Programme Growth Enhancement Free (GEP) auquel les membres du secteur du bœuf doivent se conformer. Les GEP ne peuvent pas être utilisés pour le veau, donc le veau ne devrait pas avoir à utiliser ce programme. Un protocole simplifié est en cours de finalisation.

Le recours aux aides à la transformation et l'accès à un plus grand nombre de bovins seront d'autres questions à aborder. L'ACIB travaille à un programme pour les vaches laitières qui n'ont jamais reçu de GEP et pour les bovins reproducteurs matures, et qui n'ont également jamais reçu de GEP.



When it comes to agriculture, we get it.

Our Agricultural Specialists come from agriculture backgrounds to better serve your business.

What we can do for you:

- Review options to stabilize cash flow in case of seasonal fluctuation
- Meet your credit needs as your business expands or shifts with the times
- Discuss options to better manage surplus cash
- Review and document your transition plan

For more information, please contact your local Agricultural Specialist or visit www.scotiabank.com/agriculturalservices

Scotiabank.

© Registered trademark of The Bank of Nova Scotia.

Mises à jour des accords commerciaux

L'ACEUM a été mis en place le 1er juillet et nos problèmes non résolus peuvent désormais être renvoyés aux comités bilatéraux une fois qu'ils sont établis. La COVID-19 a retardé une partie de ces travaux.

Le CVC a collaboré avec le GAC et la direction des négociations commerciales d'AAC pour assurer l'accès au Royaume-Uni une fois que Brexit sera pleinement appliqué. En 2021, les négociations se poursuivront sur un accord de libre-échange bilatéral entre le Canada et le Royaume-Uni pour un accès futur et, espérons-le, amélioré. Notre industrie a demandé que l'accès soit équivalent, et le Canada ne devrait pas accorder au Royaume-Uni un accès supérieur à celui qu'il accorde au Canada.

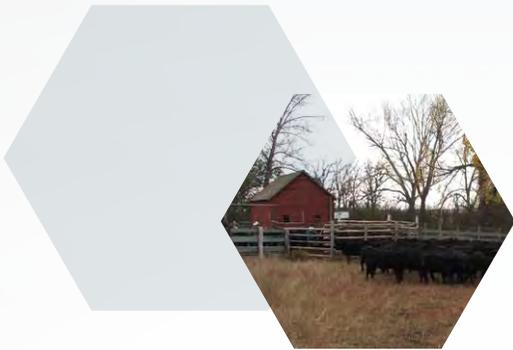
Produit du Canada

Il y a un regain d'intérêt pour les exigences d'étiquetage du pays d'origine (COOL) aux États-Unis. Cette fois, il s'agit d'un programme volontaire qui semble bénéficier d'un certain soutien de la part de nos alliés. Nous avons été informés que l'incohérence des directives canadiennes concernant les définitions de "Produit du Canada" est difficile à défendre par nos alliés du côté des partisans du COOL aux États-Unis. Pour que les bovins d'abattage américains envoyés au Canada soient appelés "Produit du Canada", il faut qu'ils y résident pendant 60 jours, alors que les bovins d'abattage canadiens peuvent être envoyés directement à l'abattoir et que l'abattage détermine l'origine conformément aux directives internationales. Le Canada doit corriger cette divergence et une lettre conjointe du CVC, de l'ACIB et de l'ANEB a été envoyée en juin 2020 au ministre de l'agriculture et au président de l'ACIA.

Livestock Markets Association of Canada

Au cours de la dernière année, le Livestock Markets Association of Canada (LMAC) a été occupé à représenter ses membres et le secteur du marketing dans plusieurs dossiers.

LMAC a aidé à élaborer des protocoles relatifs à la COVID-19 pour tous les marchés aux enchères. La sécurité des producteurs, des acheteurs, des employés et des fournisseurs de services est devenue une priorité encore plus grande qu'auparavant. Ils ont également distribué de l'information exacte et en temps opportun à leurs membres afin de s'assurer que le secteur du marketing obtenait de l'information à jour en temps réel sur les changements et les recommandations. Au cours des mois d'été, LMAC a élaboré des bulletins hebdomadaires pour ses membres, ses partenaires de l'industrie et ses fournisseurs de services. Les marchés aux enchères et les parcs de groupage ont reçu la désignation de services essentiels dans toutes les provinces.



Les représentants de la LMAC ont participé à plus de 100 conférences téléphoniques et réunions virtuelles avec l'ACEB et les gouvernements provinciaux et fédéral, pour faire face aux défis posés par la COVID-19. LMAC a apprécié l'occasion de participer à ces discussions.

Les nouveaux règlements sur les transports approchent la fin de la première année du « programme de mise en œuvre progressive ». La réduction à 36 heures des heures sans alimentation et eau est problématique pour le transport du bétail, surtout de l'ouest vers l'est. Le manque d'infrastructure, ainsi que l'emplacement des installations pour répondre aux besoins accrus en matière d'alimentation et d'approvisionnement en eau ont été cernés, mais il y a eu peu de progrès à l'heure actuelle pour régler le problème. Les



Herefords dans un marché aux enchères.*

Charolais Hefers dans un marché aux enchères.*

installations existantes sont utilisées au maximum pendant les heures de pointe. Le nouveau règlement pourrait exiger le doubler le nombre d'endroits où l'on peut donner de la nourriture et de l'eau dans le Nord de l'Ontario.

Les exigences relatives à la documentation sur les aliments et l'eau accompagnant le bétail livré et chargé à la sortie des encans et des parcs de groupage constituent une préoccupation majeure pour l'avenir. LMAC a suggéré à l'ACIA de ne l'exiger que pour les voyages de plus de huit heures. Les producteurs et les transporteurs ne sont, dans la plupart des cas, pas au courant de cette modification réglementaire et LMAC craint que les sites intermédiaires soient chargés d'appliquer la réglementation sur les livraisons.

Le « transfert de responsabilité » dans le nouveau règlement est très nébuleux en ce moment et LMAC s'efforce de donner des définitions plus claires à l'industrie.

Le Comité sur la manutention et le transport sans cruauté, présidé par l'ACIA, a tenu des réunions productives pour régler les problèmes de transport. Les nouveaux représentants de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) sont beaucoup plus accessibles et sont plus disposés à écouter l'industrie pour trouver des solutions pratiques. Les représentants de l'ACEB et de LMAC sont très actifs au sein de ce comité.

LMAC se prépare à la nouvelle réglementation sur la traçabilité. La position de LMAC consistant à signaler les déplacements du groupe et à ne pas scanner les animaux individuels n'a pas changé. LMAC travaille avec un développeur de logiciels pour fournir des rapports de mouvement de groupe à l'ACIB. Les groupes provinciaux d'inspection du bétail ont également discuté de l'utilisation de leurs services et de l'amélioration de l'infrastructure existante. La juridiction provinciale a empêché les discussions d'aller de l'avant. LMAC travaille à la mise à jour du coût prévu de la mise en œuvre des règlements de traçabilité pour le secteur du marketing. LMAC s'attend toujours à ce que le gouvernement fédéral couvre les coûts de mise en œuvre de la traçabilité ainsi que certains des coûts permanents.



Charolais Alley

LMAC est représenté au Comité de mise à jour du Code de transport du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage, ainsi qu'à certains groupes de travail. Il s'agit de la première participation importante de LMAC au CNSAE. LMAC craint que l'« harmonisation des espèces » dans le code des transports ne nuise au secteur bovin. LMAC est d'avis que l'élaboration du code devrait avoir un apport important des secteurs de l'industrie qui ont une expérience pratique dans l'industrie, et pas seulement des experts universitaires.

LMAC est également représenté au sein du groupe de travail sur le réaménagement de la Certification canadienne pour le transport du bétail. Si les emballeurs canadiens ajoutent cela comme exigence pour les transporteurs de livrer à leurs usines de conditionnement, les livraisons directes des marchés ou les ventes électroniques seraient touchées.

La question des registres électroniques pour les transporteurs de bovins sera un sujet brûlant au cours de la prochaine année. LMAC exercera des pressions pour obtenir une exemption pour le bétail, ce qui lui permettra d'être livré à sa destination dans un délai raisonnable sans avoir à s'asseoir sur le bord de la route pendant que les conducteurs attendent de réinitialiser leur carnet de route.

Rick Wright, l'agent de liaison de LMAC avec l'ACEB, a participé à un grand nombre de réunions du comité de l'ACEB au cours de la dernière année. Il a été très actif au sein du Comité sur la santé et les soins des animaux de l'ACEB, ainsi qu'au sein de l'équipe d'intervention en matière de politiques de l'ACEB qui s'est penchée sur les problèmes liés à la COVID-19 dans l'industrie du bétail.

Le LMAC estime que son statut de membre associé de l'Association canadienne des éleveurs de bovins a été un énorme avantage pour les deux organisations.

LMAC tient à souligner les efforts et le dévouement supplémentaires du conseil d'administration et du personnel de l'ACEB en cette année difficile pour l'industrie bovine. Nous tenons particulièrement à remercier le personnel qui a travaillé sans relâche dans les coulisses, dirigé par Dennis Laycraft, David Moss, Brady Stadnicki, Fawn Jackson et Michelle McMullen.



Bétail mixte dans un marché aux enchères.*

Au cours de la dernière année, le secteur de l'élevage bovin s'est rassemblé et sa voix sera encore plus forte. LMAC se réjouit à l'idée de travailler avec l'ACEB à l'avenir sur les questions susmentionnées et de partager les ressources et l'expertise pour assurer la viabilité et la rentabilité de l'industrie bovine à l'avenir.



* Les marchés étaient pré-COVID-19

Association nationale des engraisseurs de bovins

L'Association nationale des engraisseurs de bovins (ANEB) est une voix unifiée pour les producteurs de bovins engraisés du Canada. Nous comptons parmi nos membres des organismes provinciaux du secteur bovin des principales régions d'engraissement du Canada, dont chacun contribue au financement de l'ANEB en fonction de la part proportionnelle de sa province dans la production totale de bovins engraisés.

La pandémie a entraîné des ralentissements et des interruptions dans la transformation du bœuf, ce qui a ensuite provoqué l'accumulation de 130 000 têtes de bétail dans nos parcs d'engraissement.



Michel Daigle, NCFA Président



Parc d'engraissement de bovins en Ontario.

COVID-19

L'année 2020 restera sans aucun doute comme l'une des années les plus difficiles et les plus exigeantes jamais enregistrées pour l'industrie bovine canadienne. La pandémie de COVID-19 a entraîné des ralentissements et des arrêts de la transformation du bœuf, ce qui a ensuite provoqué l'accumulation de 130 000 têtes de bétail prêtes à être récoltées dans nos parcs d'engraissement, ce qui a coûté 500 000 \$ aux engraisseurs chaque jour. Cette situation, associée à l'effondrement des prix des bovins d'engraissement, qui ne s'est toujours pas rétabli, a entraîné une perte stupéfiante de 500 M\$ pour les producteurs de viande bovine du pays.

Cette situation associée à l'effondrement des prix des bovins gras et qui ne s'est toujours pas rétablie, a entraîné une perte considérable de 500 millions de dollars pour les producteurs canadiens de bœuf.

Un effort de collaboration avec les intervenants de l'industrie du bœuf a donné lieu à une réponse stratégique pour aider à faire face à la crise, à atténuer les effets et à mettre en place des mécanismes de soutien financier fédéraux et provinciaux pour assurer la liquidité de l'industrie :

- Faire partie de l'équipe responsable des urgences liées à la COVID-19, de l'équipe d'intervention en matière de politiques et de l'équipe des communications
- Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire est considéré comme « essentiel » pour que les bovins continuent de circuler dans la chaîne d'approvisionnement
- Les travailleurs étrangers visés par le PTET et l'ACEUM peuvent entrer au Canada malgré la fermeture de la frontière
- Jusqu'à 85 M\$ de dollars en agri-recouvrement fédéral-provincial pour le coût des aliments et les programmes de gel des terres
- Jusqu'à 50 M\$ en soutien fédéral pour les coûts de l'isolement obligatoire dans le cadre du PTET
- Jusqu'à 78 M\$ pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs de la transformation des aliments
- Élaborer et distribuer des « pratiques de gestion exemplaires » pour prévenir l'infection à la ferme par la COVID-19
- Paiements provisoires d'Agri-stabilité de 50 % à 75 % et prolongation de la date limite d'inscription
- Prêts supplémentaires de 5 milliards de dollars offerts par Financement agricole Canada



Gestion des risques de l'entreprise

La pandémie de COVID-19 souligne une fois de plus les nombreuses insuffisances de la série de programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) du Canada dans le secteur agricole. La recherche et l'engagement de l'ANEB avec d'autres organisations agricoles nationales ont donné lieu à une série de réformes des programmes actuels qui bénéficient d'un soutien à l'échelle de l'industrie et ont été mis sur la table à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres de novembre 2020 :

- Supprimer le plafond de 3 millions de dollars sur les paiements d'Agri-stabilité;
- Mettre fin à la pratique de « limitation de la marge de référence » dans le calcul des paiements d'Agri-stabilité;
- Faire passer le taux de versement d'Agri-stabilité de 70 % à 85 %.

Bien que les réunions FPT n'aient pas abouti à un accord sur la marche à suivre, le gouvernement fédéral appuie les mesures, les provinces sont toujours en train d'examiner la question et l'ANEB continuera d'exercer des pressions.

Plan stratégique

En 2020, le Plan stratégique quinquennal de l'ANEB allait bientôt expirer et un examen exhaustif du plan a révélé que bon nombre de ses buts, objectifs et initiatives avaient été atteints. Le Conseil d'administration, les représentants du personnel et les experts-conseils de l'ANEB ont travaillé à l'élaboration d'un nouveau plan quinquennal dans le cadre duquel les piliers stratégiques existants ont été légèrement modifiés et un nouvel ensemble d'objectifs et d'initiatives a été élaboré. L'ANEB continuera de mettre l'accent sur la croissance et la prospérité durables, l'amélioration de la compétitivité et le leadership et la collaboration de l'industrie.

Relations gouvernementales

Après le déclenchement de la crise de la COVID-19 au début de 2020, l'ANEB a décidé de revoir sa stratégie annuelle de mobilisation d'Ottawa et d'assurer une communication et des liens continus avec nos principaux députés champions et ministres, ainsi qu'avec divers secrétaires parlementaires, adjoints politiques et conseillers, fonctionnaires et les organismes de réglementation gouvernementaux :

- Des dizaines de réunions virtuelles avec des députés et d'autres représentants tout au long de 2020 via Zoom
- Semaine annuelle de lobbying en octobre avec plus de 30 députés et fonctionnaires
- Plusieurs visites des parcs d'engraissement avec des députés en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec
- Deux comparutions devant le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre
- Comparution devant le Comité permanent du commerce de la Chambre
- Mémoire au Comité permanent des finances de la Chambre pour le budget de 2021



Vue extérieure d'un parc d'engraissement en Ontario.

- Nombreuses présentations à Agriculture et Agroalimentaire Canada, à EDSC, à Affaires mondiales et à l'ACIA
- Concevoir et réaliser de nouveaux projets pilotes avec l'ACIA sur la certification électronique et les convois d'exportation de bovins

Développement et collaboration de l'industrie

L'ANEB a toujours cru que la collaboration de l'industrie — de multiples voix s'exprimant au moyen de messages constants, cohérents et complémentaires — renforce l'industrie bovine du Canada en accroissant son influence auprès du gouvernement et en encourageant la prise de mesures à l'égard de nos préoccupations et priorités essentielles. Tout au long de 2020, l'ANEB a travaillé avec ses partenaires de l'industrie à de nombreux groupes de travail sur un large éventail de questions, y compris des groupes de travail gouvernement-industrie sur :

- Santé animale Canada
- Le Règlement sur le transport des animaux
- Statut de risque négligeable (demande à l'OIE)
- MRS
- Préparation à la fièvre aphteuse

Les partenariats de l'ANEB touchent un large éventail et comprennent des organisations et des organismes nationaux du secteur du bœuf, p. ex., l'Association canadienne des éleveurs de bovins, Bœuf Canada, Livestock Markets Association of Canada, d'autres organismes du secteur du bétail et de la viande, p. ex., le Conseil canadien du porc, le Conseil des viandes du Canada, et une multitude d'organismes gouvernementaux, p. ex., Agence canadienne d'inspection des aliments, Division de l'industrie animale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Merci à tous nos nombreux partenaires de l'industrie.

Cattlemen's Young Leaders (CYL)

Créé en 2010, le programme de mentorat Cattlemen's Young Leaders (CYL) est une initiative nationale pour les jeunes de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, qui jumelle chaque année des participants avec un mentor dans leur domaine d'intérêt particulier pour l'industrie du bœuf et offre des occasions de réseautage et de voyage adaptées à l'épanouissement personnel et professionnel. Les jeunes amateurs de bœuf âgés de 18 à 35 ans peuvent postuler pour le programme qui a vu plus de 120 diplômés depuis sa création.

Le programme CYL a vu un certain nombre de changements à la façon dont les occasions étaient offertes tout au long de 2020 pour s'adapter aux défis de la COVID-19. Les faits saillants de l'année de programme comprenaient le voyage annuel du National Western Stock Show, une année de programme prolongée pour les participants au CYL de 2019, ainsi que de nouvelles façons de communiquer virtuellement avec les participants et les commanditaires au moyen d'une série de webinaires.

Lors du voyage annuel du CYL et du Young Cattlemen's Council à Denver en janvier 2020, Robyn Unrau, Lacey Tillotson, Kimberly Lansdall et Haley Scott de CYL ont participé à des visites de l'industrie agricole du Colorado tout en participant au National Western Stock Show. Les visites comprenaient des arrêts à l'usine d'emballage Greely JBS, à Five Rivers Feeders et au centre de recherche sur l'orge et la brasserie Anheuser-Busch.

Les effets de la COVID-19 ont eu des répercussions considérables sur la capacité des participants au CYL de 2019 de profiter pleinement des possibilités de voyage, de réseautage et de mentorat offertes dans le cadre du programme. Par exemple, le Forum annuel du printemps du CYL, qui comprend traditionnellement des visites de l'industrie et des occasions de formation en renforcement des compétences, a été annulé. En raison des limites imposées aux possibilités de réseautage et de voyage des pairs et de l'industrie, l'année du programme CYL de 2019 a été prolongée, et les participants qui devaient obtenir leur diplôme en août à la Conférence de



l'industrie canadienne du bœuf obtiendront maintenant leur diplôme en août 2021. Le but de cette prolongation était de donner aux participants plus de temps pour utiliser leurs budgets individuels de 2 000 \$, dans le but de leur permettre d'assister en personne au Forum du printemps et à la Conférence de l'industrie canadienne du bœuf en 2021, tout en créant d'autres occasions de se rencontrer leurs mentors en personne. Cela crée deux groupes de CYLs pour l'année de programme 2020-2021.

Le 10 août 2020, l'événement annuel des sélections CYL pour choisir le nouveau groupe de participants CYL 2020 s'est transformé en un événement virtuel, où les demi-finalistes ont participé à des tables rondes jugées sur des sujets d'actualité dans l'industrie bovine en utilisant des salles de discussion Zoom. Nous sommes très heureux de voir comment chacun de ces mentorats progressera au cours de la prochaine année.

Le mentoré et les mentors de 2020 sont les suivants :

- Andrea van Iterson (*Fawn Jackson*)
- Laura Code (*Lee Sinclair*)
- Aydon Almborg (*Dave Solverson*)
- Iva Harberg (*Kim Ominski*)
- Clay Harsany (*Mathieu Paré*)
- Dave Slingerland (*Dave Kasko*)
- Mackenzie Argent (*Nicole Zeni*)
- Katie-Jo Stehr (*Sheila Hillmer*)
- Kaylee Chizawsky (*John Lawton*)
- Scott Gerbrandt (*Brent Difley*)
- Matt Hildebrandt (*Steve Kenyon*)
- Sarah Jensen (*Bryan Thiessen and Stuart Thiessen*)
- Laura Plett (*Martin Unrau*)
- Charlene Yungblut (*Matt Bowman*)
- Grace Kuhl (*Crystal Mackay*)
- Greg Stavert (*Dean Manning*)



Kathleen Holweger, Jeune dirigeante de l'industrie bovine, avec son mentor, Duane Thompson, à la conférence 2020 de l'industrie du bœuf de la Saskatchewan.



Des CYLs et des délégués du YCC ont visité Five Rivers Feeders le 16 janvier 2020 lors du voyage annuel du National Western Stock Show à Denver, au Colorado.

L'année 2020 a également marqué le 10e anniversaire du programme CYL. Une célébration spéciale a eu lieu lors de la Conférence virtuelle de l'Industrie canadienne du bœuf le 11 août 2020 avec une présentation vidéo sur le succès du programme au cours des dix dernières années en mettant en vedette les commanditaires, les mentors et les diplômés.

Le programme a organisé une série de webinaires avec les commanditaires pour offrir du contenu aux CYLs, tout en offrant aux commanditaires un moyen d'interagir avec les participants tout au long de l'année. Les sujets abordés en 2020 comprenaient l'apprentissage des applications de la technologie de l'agriculture de précision dans l'équipement fourrager avec New Holland, la création d'un protocole de santé du troupeau idéal avec Zoetis, la planification de la relève avec Financement agricole Canada, la formation sur les relations gouvernementales avec l'Alberta Cattle Feeder's Association (ACFA) et les outils de gestion des risques de l'entreprise avec MNP. Nous sommes impatients de continuer à travailler avec nos autres commanditaires du programme pour organiser d'autres webinaires en 2021.

En 2020, le programme CYL a été heureux d'accueillir RBC Future Launch et Alltech comme commanditaires de niveau Or. De plus, Cargill a renouvelé sa commandite de partenaire fondateur et a fourni un soutien supplémentaire au programme CYL par l'entremise du programme de subventions de contrepartie de Cargill. McDonald's Canada a également renouvelé sa commandite de partenaire fondateur. Grâce à la générosité de VBP+, les participants du CYL ont également reçu une formation en ligne gratuite sur Verified Beef Production Plus (VBP+).

Le financement du programme CYL est offert par l'entremise de ses partenaires Cargill, MNP, McDonald's Canada et Zoetis. Le programme reçoit également l'appui de Financement agricole Canada, de New Holland, d'Alltech et de RBC Future Launch, ainsi que la commandite du programme de l'Alberta Cattle Feeders' Association. Les participants à l'ACEB et au programme CYL sont extrêmement reconnaissants de l'appui reçu par ces généreux partenaires.

Nous avons hâte d'élargir le programme et de créer plus de jeunes leaders pour l'Industrie canadienne du boeuf. En mettant l'accent sur le développement et l'engagement des jeunes, CYL travaille en collaboration avec de nombreux autres membres de l'industrie pour établir une base solide pour les jeunes producteurs de bœuf et les intervenants de l'industrie.



Conseil des jeunes éleveurs

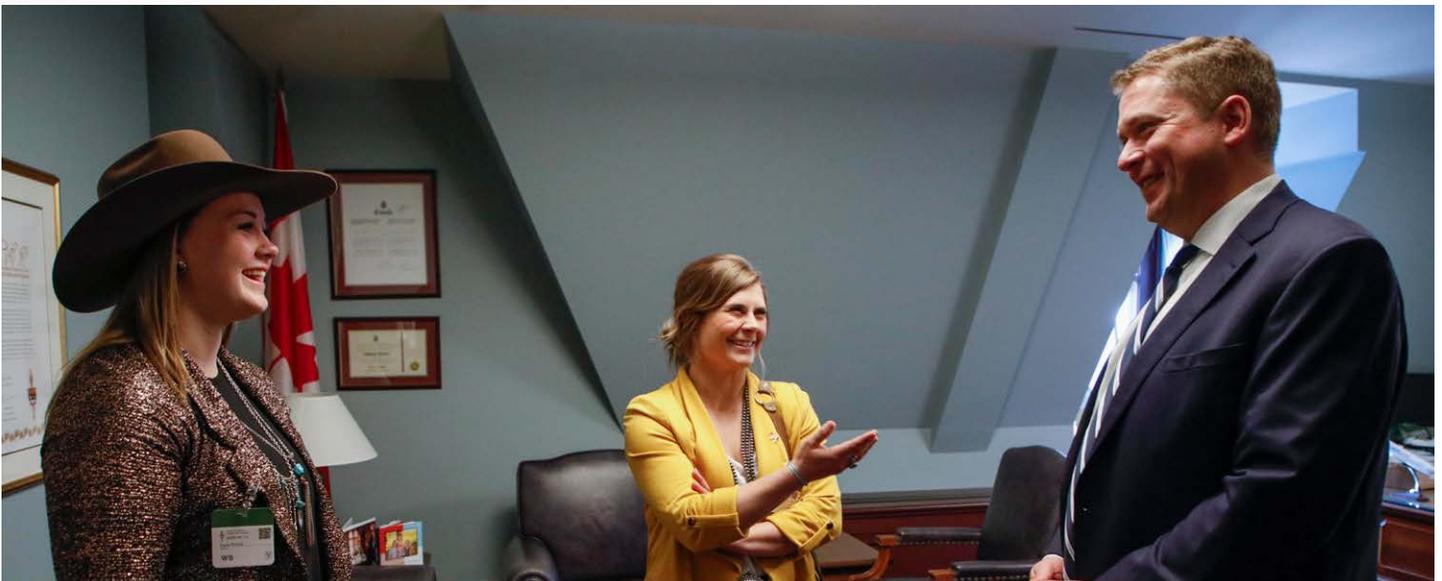
Le Young Cattlemen's Council (YCC) est la pierre angulaire qui permet aux jeunes producteurs de boeuf de s'engager dans les niveaux supérieurs de l'industrie du boeuf. Il a été fondé dans le but d'agir comme un canal d'information pour les jeunes producteurs de boeuf à travers le pays et d'exposer les jeunes éleveurs aux rouages de l'industrie du boeuf. Le conseil d'administration du YCC agit en tant que filiale jeunesse de l'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), où les délégués du conseil participent en tant que membres sans droit de vote aux comités de l'ACEB.

L'année 2020 a offert au Conseil de nombreuses occasions de défendre les intérêts des jeunes producteurs de boeuf et de tirer parti des possibilités de formation. Du début de l'année jusqu'en août 2020, le Conseil a été dirigé par la présidente, Kayla Weston (AB), et le vice-président, Geoffrey Larkin (Maritimes). Le Conseil comprenait également les représentants provinciaux Ian Lauder (BC), Holly Thompson (SK), Stefan Bouw (MB), Evan Chaffe (ON), et les membres à titre personnel Ricky Seelhof (BC), Jessica Sperber (AB) et Ethan David (SK).

En janvier 2020, les délégués du YCC Ricky Seelhof et Jessica Sperber ont rejoint un groupe du programme CYL (Cattlemen's Young Leaders) pour le voyage annuel du National Western Stock Show à Denver, Colorado. Le voyage comprenait des visites de l'industrie à l'usine d'emballage Greely JBS, Five Rivers Feeders et la brasserie Anheuser-Busch et le centre de recherche sur l'orge, en plus d'assister au salon de Denver.



Le 10 mars 2020, les délégués du YCC ont participé à leur troisième journée annuelle de lobbying sur la Colline du Parlement avant l'Assemblée générale annuelle (AGA) de l'ACEB qui s'est tenue à Ottawa du 11 au 13 mars 2020. Ils ont rencontré plusieurs membres du Parlement pour discuter de questions importantes pour l'industrie du boeuf, comme l'étiquetage sur le devant des emballages, l'importance du programme d'assurance des prix du bétail pour les jeunes producteurs, les avantages environnementaux de la production de boeuf et bien plus encore. Le Conseil a également tenu sa réunion semestrielle le 12 mars 2020 pendant l'Assemblée générale annuelle (AGA) de l'ACEB.



Holly Sparrow, déléguée du Conseil des jeunes éleveurs de bovins, a eu la chance de rencontrer son député, Andrew Scheer, ainsi que la présidente du Conseil des jeunes éleveurs de bovins, Kayla Weston, lors de l'AGA de l'ACEB à Ottawa en mars 2020.

Le Conseil est resté actif tout au long du printemps en participant aux efforts de communication et de lobbying de l'ACEB pour faire connaître les impacts du COVID-19 sur les jeunes producteurs. Les activités comprenaient l'envoi d'une lettre au gouvernement fédéral soulignant l'importance d'améliorer et d'élargir le programme d'assurance des prix du bétail, la participation aux réunions virtuelles de lobbying de l'ACEB et la création d'une mise à jour vidéo du YCC pour le nouveau bulletin d'information virtuel de l'ACEB. Le vice-président du YCC, Geoffrey Larkin, a également participé à un événement médiatique spécial organisé par l'ACEB pour souligner les défis auxquels les jeunes producteurs sont confrontés en raison des impacts du COVID-19, où son histoire a été mise en évidence dans plusieurs publications.

Les délégués du YCC ont participé à une série de formations sur la gouvernance des conseils d'administration par le biais d'une série de webinaires en trois parties, de la fin avril à mai 2020. La série a été enseignée par la propriétaire de Building Up, Wendy Bulloch, qui est une société de conseil basée dans le sud du Manitoba. Les délégués ont pu en apprendre davantage sur la responsabilité des administrateurs, les différents modèles de conseil et la façon d'organiser des réunions intéressantes et productives.

Le Conseil a également lancé un nouveau site Web en mai 2020, conçu pour relier les jeunes amateurs de bœuf de tout le Canada. Le Conseil se réjouit d'utiliser le site Web comme un canal d'information entre l'industrie et les jeunes producteurs de bœuf.

Le Conseil a tenu son AGA virtuellement le 6 août 2020, en même temps que les réunions semestrielles des comités de l'ACEB. Des élections virtuelles ont été organisées pour un poste de membre à titre personnel d'une durée de deux ans dans les jours précédant l'AGA. Carley Henniger (BC) a été élue pour occuper le poste de membre à titre personnel, en remplacement du délégué sortant, Ricky Seelhof (BC).

La présidente Kayla Weston (AB) a pris le rôle de la présidente sortante en remplissant le poste de membre à titre personnel pour un an. Les nouveaux représentants provinciaux Martin Clausen (AB), Kate Barnett (MB) et Susan Hamilton (Maritimes) ont été accueillis au conseil. Holly Thompson (SK) a assumé le rôle de présidente et Jessica Sperber (AB) celui de vice-présidente, toutes deux par acclamation. La semaine suivante, lors de la conférence virtuelle de l'industrie canadienne du bœuf, Ricky Seelhof, membre sortant, et sa famille ont également été honorés en tant que récipiendaires 2020 du prix de l'intendance environnementale de l'Association canadienne des éleveurs de bovins.

En septembre, la présidente du YCC, Holly Thompson, s'est jointe à une réunion de l'ACEB avec la ministre conservatrice de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lianne Rood, pour parler de l'importance pour les jeunes producteurs d'avoir accès à des programmes de gestion des risques commerciaux bancables et équitables. Elle a également participé à une



AGA 2020 de l'ACEB de gauche à droite : David Haywood-exploitant agricole, la ministre Bibeau, la présidente du Conseil des jeunes éleveurs de bovins, Kayla Weston et Bob Lowe.

réunion virtuelle similaire avec la ministre fédérale de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Marie-Claude Bibeau.

Les délégués du Conseil se sont joints aux participants du programme CYL pour une série de formations virtuelles en deux parties sur les relations gouvernementales, organisée en partenariat avec l'Alberta Cattle Feeders' Association. Lors de la première session de formation, les participants ont approfondi leurs connaissances sur la terminologie des relations gouvernementales, les enjeux de l'industrie du bœuf et les différentes façons dont ils peuvent se faire le porte-parole des priorités de l'industrie. La deuxième partie de la formation comprenait un "panel d'experts" avec les conférenciers invités Ted Menzies et Rory McAlpine.

Décembre a été un autre mois chargé pour le Conseil. La réunion de la Table ronde sur la chaîne de valeur du bœuf étant devenue un événement virtuel le 1er décembre, quelques délégués du YCC ont pu y participer. Le 17 décembre, par le biais d'une vidéo diffusée sur les canaux de médias sociaux du YCC, la présidente Holly Thompson a souligné pourquoi les changements proposés à Agri-stabilité aideraient les jeunes producteurs de bœuf, alors que les ministres de tout le Canada évaluent les programmes de GRE. Un nouveau représentant YCC provincial de la Colombie-Britannique a également été nommé pour remplacer Ian Lauder, qui a démissionné du Conseil. Andrea van Iterson s'est jointe au Conseil et apportera son expérience et ses idées nouvelles au groupe.

Le YCC est rendue possible grâce au soutien de son partenaire platine, New Holland, et au soutien des organisations provinciales, British Columbia Cattlemen's Association, Alberta Beef Producers, Saskatchewan Cattlemen's Association, Manitoba Beef Producers, Beef Farmers of Ontario, Nova Scotia Cattlemen's Association, New Brunswick Beef Producers et Prince Edward Island Cattle Producers. Le YCC est incroyablement reconnaissant du soutien de ces organisations.

Association des éleveurs de bovins de la Colombie-Britannique

Lorsque la pandémie COVID-19 a frappé en mars, la BC Cattlemen's Association, comme toutes les associations de l'industrie, a dû rapidement s'adapter à une nouvelle façon de faire le travail et adapter nombre de ses événements réguliers. Le conseil d'administration de la BCCA a commencé à se réunir virtuellement (malgré les problèmes de connectivité) alors que le personnel travaillait à domicile. En juin, la BCCA a tenu son assemblée générale annuelle via Zoom et nous avons célébré le lauréat du prix 2020 pour la durabilité des ranchs lors d'un événement virtuel spécial. Au lieu de notre forum de recherche annuel, la BCCA a lancé une courte vidéo mettant en évidence les recherches pertinentes pour l'industrie bovine de la Colombie-Britannique. Le conseil d'administration a pu se réunir une fois en face à face en octobre, avant que la deuxième vague ne frappe et que de nouvelles restrictions ne soient mises en place. La réunion en personne prévue pour décembre a rapidement été modifiée en une réunion virtuelle.



Tout au long de l'année 2020, la BCCA a travaillé sur les questions liées à COVID-19 et nous avons continué à nous pencher sur les réglementations ayant un impact sur les producteurs. Au cours des premiers mois de la pandémie, nous avons collaboré avec nos groupes nationaux et travaillé à l'échelle provinciale pour faire en sorte que les gouvernements et les décideurs soient conscients des défis uniques auxquels sont confrontés

les intervenants de l'industrie pendant la COVID-19. Parallèlement, la BCCA a continué de s'attaquer aux problèmes permanents des éleveurs de la Colombie-Britannique, tels que l'accès à l'eau et au fourrage, et a exhorté la province à renforcer les lois sur l'intrusion. Tout aussi important, nous nous sommes efforcés de tirer profit des possibilités de renforcer l'industrie en Colombie-Britannique.

Sur le plan opérationnel, la BCCA a réévalué nos comités permanents et a entamé une approche progressive pour fusionner deux de nos comités existants (Recherche et Protection de l'industrie de l'élevage) en un nouveau Comité sur la production et l'innovation dans l'industrie du boeuf. En octobre, après l'approbation du conseil d'administration, le comité a commencé à fonctionner sous le nouveau nom et 2021 marquera les premières élections pour le comité.

L'année 2020 a également été marquée par des élections provinciales en octobre qui ont abouti à un gouvernement majoritaire pour le NPD de la Colombie-Britannique. Fin novembre, le premier ministre Horgan a annoncé la composition de son nouveau cabinet en nommant plusieurs nouveaux ministres à des postes clés. Des travaux sont en cours pour préparer la présentation de nos préoccupations et de nos solutions aux ministres au cours de la nouvelle année.

Principaux enjeux

Comme mentionné, la BCCA a continué à relever les défis auxquels l'industrie est confrontée, notamment:

L'eau

La BCCA a passé une décennie à consulter la province alors que le gouvernement apportait des modifications à la Loi sur la durabilité de l'eau et aux règlements connexes. Les règlements sur l'eau pour le bétail sont les derniers à être révisés et la province a publié sa proposition en juillet. La BCCA a pu constater quelques points positifs, comme la reconnaissance de l'utilisation traditionnelle du bétail, l'accord pour la publication de dates "First in Time, First in Right" (FITFIR) (Premier venu, premier servi) pour l'utilisation traditionnelle et la reconnaissance du fait que le bétail peut accéder directement aux sources d'eau de surface. Toutefois, nous sommes également très préoccupés par l'octroi de licences obligatoires, l'absence de protection claire de l'abreuvement du bétail en période de pénurie et le système à trois niveaux qui permettrait aux exploitations bovines de plus de 200 têtes de subir un processus de demande plus étendu. Nous avons demandé à la province d'envisager une approche fondée sur le risque pour l'octroi de permis qui n'exigerait un permis obligatoire que dans les régions où l'eau est rare.

Stockage de l'eau

Depuis plusieurs années, les membres de la BCCA s'inquiètent de l'augmentation des coûts d'entretien des barrages et du fardeau réglementaire imposé aux propriétaires de barrages par le Règlement sur la sécurité des barrages. Cette année, la BCCA s'est associée à Canards Illimités Canada pour présenter un mémoire aux ministères de l'agriculture, de l'environnement et des forêts, des terres, des ressources naturelles et du développement rural afin de mettre en évidence les préoccupations et de formuler des recommandations. Les 17 recommandations étaient principalement axées sur les préoccupations relatives à l'augmentation des coûts des infrastructures, de l'entretien et de la surveillance des barrages et des évaluations archéologiques, sur les risques en aval et les risques de conséquences, et sur l'amélioration du soutien et de la communication du gouvernement.



Intrusion

Comme pour beaucoup d'autres produits d'élevage en Colombie-Britannique et au Canada, l'intrusion est une préoccupation constante pour les membres depuis des années, mais elle est devenue plus urgente en 2019 avec l'augmentation des incidents d'intrusion par des militants. En 2020, les membres ont présenté une résolution demandant à la BCCA d'exhorter la province à adopter un projet de loi similaire au projet de loi 27 de l'Alberta sur les intrusions. La BCCA a collaboré avec d'autres organisations provinciales d'éleveurs de bétail pour plaider en faveur de changements à la Loi sur les intrusions et pour trouver une solution aux intrusions dans les exploitations agricoles. Certaines des recommandations qui ont été formulées consistent à demander au solliciteur général d'augmenter les amendes et la vitesse à laquelle les accusations sont portées pour qu'elles reflètent celles de l'Alberta et de l'Ontario, à faire en sorte que les personnes condamnées à une amende aient également un casier judiciaire empêchant les déplacements transfrontaliers et à faire appel à un avocat spécial de la Couronne pour traiter les cas d'intrusion afin d'améliorer la continuité. Nous avons également demandé au ministère de l'agriculture de trouver des moyens d'accélérer les changements apportés à la Loi sur les intrusions.

Réserve de terres agricoles

En Colombie-Britannique, les règles relatives à la réserve de terres agricoles (RTA) ont connu de nombreuses itérations au fur et à mesure des changements de gouvernement. Parmi les membres, il existe une grande diversité de points de vue d'éleveurs sur la Réserve et la Commission des terres agricoles. Cependant, le point commun est la nécessité de protéger le producteur, et pas seulement la terre, et de s'assurer que l'agriculture est rentable. Cette année, la BCCA a présenté à la province deux propositions détaillées contenant des recommandations visant à fournir aux éleveurs et aux agriculteurs un soutien qui fasse une réelle différence dans leur viabilité financière et à alléger le fardeau réglementaire auquel les éleveurs sont confrontés. Nous continuerons à faire passer le message que la meilleure façon de protéger les terres agricoles est de faire en sorte que les fermes et les ranchs soient financièrement viables.

Opportunités

Si l'année 2020 comportait de nombreux défis, elle offrait également des opportunités pour l'industrie bovine de la Colombie-Britannique.

BC Beef Producers Inc.

Alors que le travail de commercialisation d'un produit de marque à base de bœuf de la Colombie-Britannique était en cours depuis plusieurs années, 2020 est l'année où le concept est devenu réalité. En mars, la possibilité de louer une installation de transformation existante à Westwold, en Colombie-Britannique, a fait avancer le projet. Beef Producers Inc. (BCBP), une société à responsabilité limitée appartenant aux producteurs, a été créée pour fournir du bœuf de Colombie-Britannique aux consommateurs de la province, sous la marque déposée "Genuine BC Beef". Depuis octobre, BCBP vend activement des titres participatifs et à la fin novembre, les premières vaches ont été transformées. La motivation derrière la création de BCBP est d'offrir aux producteurs de bétail de la Colombie-Britannique l'opportunité de participer aux profits générés par l'efficacité de la transformation des vaches au niveau local et de vendre les produits sous la marque "Genuine BC Beef".

Le pâturage ciblé pour la prévention des incendies de forêt

Ce programme, annoncé en mai 2018 grâce à un financement de la province, utilise le bétail comme outil de gestion des combustibles fins autour des communautés dans le but de réduire l'intensité des incendies et de créer un coupe-feu à proximité des communautés vulnérables. Le programme a attiré l'attention des médias cette année alors que le projet a démarré dans trois communautés. La BCCA travaille en étroite collaboration avec le ministère des forêts, des terres, des opérations de ressources naturelles et du développement rural, les districts régionaux, les municipalités, les entreprises forestières et les Premières nations. Un financement supplémentaire a été reçu pour un programme de recherche visant à soutenir la collecte de données et la recherche sur les projets pilotes.

Relations et affaires indigènes

La BCCA surveille le processus des traités depuis des décennies avec une approche vendeur/acheteur consentant pour les négociations des traités et la sélection des terres. C'est toujours la position de l'Association. Sachant que seuls les gouvernements autochtones et provinciaux seront présents aux principales tables de négociation des traités, le comité des affaires autochtones de la BCCA a demandé à la province de créer des tables de discussion parallèles où les parties prenantes concernées peuvent se tenir informées et poser des questions. Ce processus est en cours d'adoption dans le cadre de la négociation du traité Wet'suwet'en et la BCCA a été invitée à proposer un représentant pour siéger au conseil des parties prenantes.

Récemment, l'Association des éleveurs de bovins de la C.-B., par l'intermédiaire du Comité des relations indigènes, s'efforce d'établir des relations significatives avec les communautés indigènes. Nos efforts pour créer une meilleure compréhension de la réconciliation et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones sont concentrés au niveau des communautés locales. À cette fin, nous nous efforçons de mieux comprendre notre rôle dans la réconciliation et de tracer une voie vers l'avenir fondée sur des valeurs communes et le respect.

En conclusion, la BCCA apprécie l'engagement et le travail acharné de tous les directeurs et du personnel de l'ACEB. Nous tenons à remercier nos directeurs Grant Huffman et Ryan Scorgie de l'ACEB, qui travaillent d'arrache-pied.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site web de la BCCA à l'adresse suivante : www.cattlemen.bc.ca

Kevin Boon
Directeur général

Producteurs de bœuf de l'Alberta

En ce début d'année, les producteurs de boeuf de l'Alberta (ABP) se réjouissent à l'idée de mettre en œuvre de nouvelles initiatives qui ont été développées au cours du deuxième semestre de 2020. Nous finalisons actuellement les détails du lancement d'un nouveau magazine ABP, dont le premier numéro est sorti en février, et d'une plateforme en ligne/application smartphone. La nouvelle plateforme disposera d'informations en temps réel sur le marché, d'histoires liées à l'industrie et de la possibilité pour un producteur de choisir ses préférences en fonction de ses intérêts. Grâce à l'application, des notifications peuvent être envoyées aux producteurs, les informant des situations qui pourraient affecter l'industrie du bœuf en Alberta.

Le magazine ABP sera publié quatre fois par an et fournira des mises à jour sur les événements de l'ABP dans chaque département, comme la recherche, la politique, les relations gouvernementales, le marketing et l'éducation. Il comprendra également des informations sur les organisations nationales représentant les producteurs de bœuf de l'Alberta et d'autres organisations provinciales d'élevage, ainsi que des articles sur l'industrie et des articles d'intérêt humain. À mesure que ce plan se concrétisera, nous réduirons notre programme radio "Cattle Country" et abandonnerons le format actuel de "Grass Routes". Ces nouveaux outils visent à établir des liens avec les producteurs de manière à leur permettre d'orienter le type de contenu qu'ils souhaitent recevoir de notre organisation.

Les réunions des producteurs d'ABP 2020 ont eu lieu en ligne à la fin de l'année avec un forum des producteurs et deux réunions de résolution, où nous avons constaté une forte présence et participation des producteurs de l'Alberta. Le forum a donné un aperçu du travail effectué cette année par l'ABP et nos organisations nationales, et 23 résolutions ont été adoptées lors des



ABP General Manager Brad Dubeau visits Bear Trap Feeders to discuss the state of the industry/impacts of COVID-19 on the industry with CCA President Bob Lowe.

réunions de résolution pour que l'ABP puisse les examiner et passer à travers notre processus de résolution. Les élections des délégués dans deux des cinq zones ont eu lieu par voie électronique ou par bulletin de vote postal et les résultats ont été annoncés au début du mois de janvier. Les élections du conseil d'administration auront lieu lors de notre assemblée générale annuelle en mars 2021. Les 12 administrateurs seront élus par le nouveau corps de délégués, à condition qu'il y ait au moins un administrateur de chaque zone.

Le gouvernement de l'Alberta a apporté des changements importants au financement de la recherche agricole en dévoilant le programme de recherche agricole axée sur les résultats (Results Driven Agriculture Research, RDAR). L'ABP a été un membre actif du comité consultatif du RDAR, dont le mandat est de "soutenir les priorités et les programmes de recherche agricole axée sur les résultats qui augmenteront la compétitivité et la rentabilité de l'industrie agricole de l'Alberta". Nous avons eu l'occasion d'apporter notre contribution et nos commentaires sur la portée, la gouvernance ainsi que l'orientation et les priorités de la recherche. Le comité de recherche de l'ABP a également invité le personnel intérimaire du RDAR à observer une réunion du comité afin de promouvoir la collaboration et les possibilités de cofinancement entre l'ABP et le RDAR. Le gouvernement de l'Alberta s'est engagé à verser 37 millions de dollars par an pendant 10 ans au RDAR pour la recherche agricole et le transfert de connaissances, même si, du moins au début, la totalité de ce financement ne sera pas disponible pour des projets de recherche.

En octobre, JBS a annoncé un nouveau partenariat avec une société de restauration basée au Japon pour fournir un produit de marque de bœuf de l'Alberta, en utilisant des marques de bœuf de qualité déjà établies.

L'ABP a vu dans cet engagement à long terme une reconnaissance de la valeur et du prestige de la marque Boeuf de l'Alberta sur les marchés internationaux, et un reflet fort du travail et du dévouement des producteurs de bœuf de l'Alberta et de tout l'Ouest canadien.



L'ABP a été récompensée pour ses efforts de marketing par l'Association canadienne d'agri-marketing (ACAM) lors de la remise des prix ACAM. Grâce au travail effectué avec l'agence de marketing WS, nous avons reçu le premier prix pour l'exécution de séries (imprimées ou numériques), le meilleur programme de relations industrielles et le meilleur site web, ainsi que des certificats de mérite pour l'affichage et l'exécution unique (imprimée ou numérique). Ces prix ont été décernés pour notre campagne d'affichage "Flavour of Alberta", nos publicités télévisées et notre nouveau site web destiné aux consommateurs, ainsi que pour le programme d'engagement "All for the Beef influencer".

ABP s'est jointe à d'autres groupes provinciaux de producteurs agricoles pour soumettre une lettre au ministre de l'Agriculture et des Forêts de l'Alberta afin d'encourager le gouvernement à soutenir les changements proposés au programme Agri-stabilité.

Ceux-ci comprennent la suppression de la limite de la marge de référence et une augmentation du taux d'indemnisation. Nous espérons que le gouvernement provincial soutiendra ces changements à court terme, pendant que se poursuivra la modernisation de l'ensemble des mesures de gestion des risques de l'entreprise.

ABP et d'autres partenaires industriels ont travaillé avec Alberta Environment and Parks (AEP) pour mettre à jour le document de disposition des baux de pâturage. L'AEP visait à actualiser le document et à ajouter des clauses pour faciliter la conformité et la communication. Pendant la révision, l'industrie s'est concentrée sur le maintien du statut juridique d'un bail et grâce à nos efforts, le langage juridique original a été maintenu avec succès, tandis que le reste du document a été modernisé. Les modifications apportées ont été jugées mineures, mais elles peuvent faire allusion à une fréquence accrue de chevauchement des dispositions et à l'activité qui en résulte.



L'ABP continue de surveiller le programme de retrait des bovins gras de l'Alberta, qui vise à éliminer l'arrière de bovins de la première vague de COVID-19. Nous n'avons pas observé de perturbations significatives du marché en Alberta pendant l'automne et nous continuons à surveiller les chiffres de COVID-19 et les épidémies dans toute la province pour détecter tout impact potentiel sur notre industrie. Enfin, l'ABP tient à exprimer sa sincère reconnaissance et sa gratitude aux directeurs, aux délégués et au personnel pour leur volonté de s'adapter tout au long de l'année alors qu'ils ont continué à représenter fièrement les producteurs de toute la province.

Vytelle

ALWAYS PROGRESSING

Unlock animal performance with Vytelle.

©2021 Vytelle, LLC. All rights reserved. Vytelle and its logo are trademarks of Vytelle, LLC. 02/21 VY210209

Association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan

Une année essentiellement marquée par des annulations et des reports. L'impact du COVID-19 sur l'industrie bovine de la Saskatchewan a été le plus ressenti par les vendeurs de bovins d'un an en mars/avril, alors que l'incertitude et la volatilité dominaient. Ceux qui avaient une assurance des prix pour leurs bovins étaient heureux d'avoir cette couverture. C'était également le cas pour les bovins gras. La gestion du risque a porté ses fruits pour ceux qui ont utilisé les outils à leur disposition.

L'agriculture et toutes ses composantes, jugées essentielles, étaient et restent si importantes. Il y a des effets majeurs sur le déroulement des ventes et certaines ventes de taureaux et de produits ont été annulées. Mais beaucoup sont allés de l'avant avec des changements et des adaptations. Les ventes du printemps ont été bonnes pour la plupart, reflétant un engagement à long terme envers ce secteur et l'amélioration génétique. Les adaptations réalisées en fonction du COVID-19 permettront de conserver certaines choses pour l'avenir. La nécessité engendre l'invention.

Le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, David Marit, a été très bon durant cette période difficile. Des contacts réguliers (parfois hebdomadaires) ont été maintenus avec tous les groupes de production. Non seulement le contact mais aussi la réponse. L'impact du COVID-19 sur l'incertitude a fait monter en flèche la part de volatilité des primes d'assurance des prix. L'Association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan (AEBS) a demandé



Brian Cole à l'événement "De la ferme à la fourchette" à Saskatoon. Il s'agit d'un événement qui vise à montrer aux étudiants d'où viennent les aliments. Cet événement est co-parrainé par l'Association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan (AEBS).

de l'aide pour gérer cette situation, l'une des idées étant d'offrir une prime gelée reflétant la prime et la couverture du "temps de paix". Le conseil d'administration de l'AEBS s'est engagé à verser 1 M\$ pour aider à améliorer les primes afin de s'assurer que les producteurs ont accès à un programme important en cette période difficile. La province a tenté d'amener le gouvernement fédéral à s'associer pour compenser les augmentations de primes, mais sans succès. Il restait donc à la province et à l'AEBS à s'associer pour compenser la part des primes attribuée à l'augmentation du COVID-19.

En plus de cela, la province a également financé sa part du programme de retrait des bovins gras. Ce programme est toujours en cours et nécessaire au moment où nous écrivons ces lignes. L'AEBS apprécie la communication et la réactivité de notre ministère de l'Agriculture et de notre ministre. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'offre du gouvernement fédéral de supprimer la limite de la marge de référence et d'augmenter le ratio de paiement d'Agri-stabilité est à l'étude.

Nous espérons qu'au moment où nous lisons ce rapport, cette offre aura été acceptée. Cela couronnerait une bonne année de défense des intérêts et d'intervention en Saskatchewan.



L'honorable David Marit, ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, en visite avec le président du conseil d'administration de l'AEBS, Arnold Balicki, lors d'une réunion du conseil d'administration de l'AEBS en 2020.

Sur le plan des activités, de nombreux projets ont été reportés ou annulés. Une partie des fonds qui auraient été consacrés à ces activités a été réaffectée à la communication avec les clients. Vous trouverez plusieurs exemples de ces tactiques avec le chef Josh Miller de Bearded Prairie et l'ancien Roughrider Belton Johnson sur www.saskbeef.com. Nous travaillons également au



Paula Larson, ancienne membre du conseil d'administration de l'AEBS, lors du dîner de la Conférence de l'industrie du boeuf de la Saskatchewan (CIBS) de 2020.

développement de contenu pour une expérience immersive après le COVID-19. Restez à l'affût pour plus d'informations à venir.

Hormis les inondations dans la région de Meadow Lake, l'année a encore été marquée par un manque d'humidité. Cet hiver, il s'agira davantage d'adapter la taille des troupeaux à l'offre d'aliments pour animaux que d'augmenter le nombre d'animaux pour répondre à l'offre d'aliments pour animaux. D'autant plus que la neige est arrivée en abondance et tôt, ce qui signifie que l'alimentation a commencé plus tôt que d'habitude. Il y a eu beaucoup d'étés secs d'affilée en Saskatchewan. Il faut s'attendre à un revirement.

Pour ce qui est de l'avenir, nous espérons que les annonces concernant l'irrigation et l'amélioration de l'Internet en milieu rural se concrétiseront. La réélection du Saskatchewan Party qui s'est engagé dans ces domaines est prometteuse. La situation financière due au COVID-19 ne l'est pas. La construction d'infrastructures est positive pour l'économie et il n'y a pas de meilleur moyen de développer l'agriculture que l'irrigation.

Ryder Lee
PDG
Association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan



École de gestion de parcs d'engraissement



Josh Miller, le Bearded Prairie Chef, en train de filmer un épisode montrant comment faire un filet farci. Note : Ceci fait partie de nos activités de sensibilisation des consommateurs. Ces clips sont diffusés à la télévision dans toute la province. Nous organisons également quelques concours pour susciter l'intérêt des consommateurs.



Les éleveurs de bovins du Manitoba (MBP)

L'adaptation était la norme en 2020 pour les Éleveurs de bovins du Manitoba (MBP), alors que l'association tentait d'équilibrer ses efforts habituels de représentation et de sensibilisation avec les défis liés à l'industrie qui ont accompagné la pandémie de COVID-19.

En février, le gouvernement du Manitoba a annoncé une subvention pouvant atteindre 300 000 \$ pour le projet triennal de prévention de la prédation du bétail. EBM milite depuis longtemps en faveur d'une telle initiative. MBP et la Manitoba Sheep Association lui fournissent également des fonds. Le soutien technique vient d'autres membres du Groupe de travail sur la protection contre la prédation du bétail. Certains volets du programme comprennent la réalisation d'évaluations des risques à la ferme et la mise à l'essai de l'efficacité des pratiques de gestion des risques létaux et non létaux pour réduire la prédation. Un responsable de projet a été nommé (employé par MBP) et le travail a commencé avec un sondage sur les pertes causées par la prédation distribué aux éleveurs de bovins et de moutons à l'automne pour obtenir des commentaires.



Une capture d'écran de notre site web nouvellement lancé.

Il y a eu beaucoup de travail lié aux changements apportés par le gouvernement du Manitoba au programme de location de terres domaniales agricoles (TDA). Parmi les principaux, il y a les efforts déployés pour obtenir le premier droit de renouvellement des baux sur les cultures fourragères de TDA émis avant le 1er octobre 2019, ce qui n'était pas permis lorsque les changements au programme ont été annoncés pour la première fois. Ce changement clé a été réalisé. Bien que le maintien des baux patrimoniaux (familiaux) soit également confirmé, le gouvernement a mis fin aux transferts d'unités, c'est-à-dire la capacité de transférer des baux avec la vente de terres cédées. Le plaidoyer se poursuit sur cette question et d'autres préoccupations de TDA, notamment la nécessité d'une période de transition pour permettre aux titulaires de baux de s'adapter à une forte hausse des taux de location; l'importance d'un accès éclairé; le nouveau processus d'évaluation des améliorations des baux; valoriser les services écosystémiques fournis par les titulaires de baux dans la gestion de TDA.

À la mi-juin, les résultats d'un examen des programmes d'assurance des fourrages offerts par la Manitoba Agricultural Services Corporation (MASC) ont été publiés. MBP a demandé l'examen en raison des préoccupations des producteurs au sujet des lacunes ou des défis liés aux offres d'assurance fourragère existantes qui limitent leur réactivité. La MASC étudie les mesures à prendre pour donner suite à plusieurs des recommandations du rapport, y compris les nouvelles méthodes d'attribution des garanties aux nouveaux assurés; déterminer si l'effet des années de catastrophe sur la couverture future peut être minimisé; établir des valeurs assurées qui reflètent mieux le prix du foin au cours des années de sinistre; et examiner l'approche d'assurance fondée sur l'indice utilisée dans d'autres administrations qui dépendent de la technologie météorologique ou satellitaire.

À la demande de la MBP, la MASC a annoncé que les fourrages de pâturage prolongé seraient admissibles à une indemnisation pour les dommages causés à la faune. Cette indemnisation est limitée à 45 pour cent de la valeur de la perte sur les cultures en andains ou en balles ou sur le fourrage, ainsi que sur les cultures permanentes convenables (p. ex., le maïs) destinées au pâturage.

MBP a entrepris un travail considérable lié à la pandémie, de son propre chef et en collaboration avec des organisations nationales et provinciales de bovins, la Manitoba Livestock Marketing Association et d'autres. En raison de la forte hausse des primes du Programme d'assurance des prix du bétail de l'Ouest (PAPBO), MBP a demandé aux gouvernements fédéral et provincial de partager les frais des primes avec les producteurs et de prolonger la date limite d'inscription. Bien que la date limite pour s'inscrire au programme des veaux ait été prolongée au Manitoba, il n'y a eu aucun mouvement pour les primes à frais partagés. MBP continue de contribuer aux façons d'améliorer le PAPBO et de rendre l'assurance des prix disponible dans d'autres régions du Canada.

MBP a également préconisé auprès du gouvernement du Manitoba de verser sa contribution de 40 % vers un programme de gel des terres conformément à l'initiative Agri-relance annoncée par le gouvernement fédéral le 5 mai. Le Programme d'aide pour l'engraissement des bovins finis Canada-Manitoba de 2020 a été annoncé à la mi-octobre. Bien que le gouvernement du Manitoba ait accepté de l'administrer, il n'a pas versé sa contribution de 40 %. La MBP a demandé des rajustements au programme pour répondre aux préoccupations relatives à l'admissibilité, comme la possibilité de prolonger la date d'abattage admissible, les questions sur les exigences relatives au poids minimal et les exigences relatives à la date de preuve de l'abattage à comparer à la date d'expédition.

Dans le cadre d'autres efforts de plaidoyer à l'échelle provinciale, MBP a longtemps cherché à apporter des changements à Agri-stabilité pour rendre le programme plus souple. Les efforts ont redoublé lorsque le gouvernement fédéral a annoncé des changements proposés à la fin de novembre. MBP a participé aux consultations du gouvernement provincial concernant d'éventuels changements à la législation sur les intrusions et la biosécurité. Une partie de cette discussion a vu le jour en raison des préoccupations constantes au sujet de l'incidence de la criminalité sur le secteur agricole et les collectivités rurales. De plus, MBP a fourni des commentaires alors que le gouvernement du Manitoba continue d'envisager et de mettre en œuvre sa stratégie Manitoba Protein Advantage.



Prise en janvier 2020 à Brandon, MB lors d'un événement social après notre retraite des jeunes producteurs.

Il y a eu certains problèmes liés à la météo en 2020. MBP a demandé au gouvernement du Manitoba d'autoriser la mise à disposition de zones de gestion de la faune pour la fenaison et le pâturage dans des zones où les producteurs étaient confrontés à des conditions sèches. À la mi-juillet, la province a accepté de le faire. Même si l'humidité était insuffisante dans certaines régions, l'excès d'humidité était parfois un problème dans d'autres. De fortes tempêtes sont arrivées dans le sud-est du Manitoba au début de juin, entraînant des inondations terrestres et des dommages connexes. De fortes pluies sont également apparues au début de juillet dans le sud-ouest et le centre du Manitoba, entraînant encore une fois des inondations terrestres, des dommages aux routes, certaines évacuations de bétail et des dommages aux cultures. Les conditions plus sèches sont revenues par la suite, mais les pluies en temps opportun ont permis à la plupart des producteurs de se procurer suffisamment d'aliments avant l'hiver. Certains producteurs ont cependant clôturé l'année en se préoccupant des faibles niveaux de mares-réservoirs et de puits, et de la façon dont les faibles conditions d'humidité du sol pourraient affecter la production en 2021.



Octobre 2020 pendant la réunion du District 5, lorsque le directeur Steven Manns a rejoint le directeur général du MBP, Carson Callum, pour la réunion virtuelle.

La pandémie a entraîné et continue d'entraîner l'annulation de nombreux événements publics auxquels MBP participe normalement, comme la Royal Manitoba Winter Fair, le Red River Ex, Ag in the city, Open Farm Days,

Amazing Ag Adventure et Ag Days. Toutefois, MBP a poursuivi ses activités de communication. Cela a inclus la diffusion des annonces matinales sur CTV Winnipeg pour promouvoir l'Industrie du bœuf du Manitoba. MBP a participé à une entrevue en direct sur CTV Morning Live pour parler de la production de bœuf, ainsi que des attributs nutritionnels du bœuf. Les campagnes radiophoniques d'été et de Noël/Nouvel An ciblaient les auditeurs de Winnipeg et de la région. MBP a produit une vidéo pour les médias sociaux remerciant ceux qui travaillent en première ligne dans les usines de transformation pour leurs efforts. En décembre, MBP a mis à jour son site Web pour le rendre plus convivial et invitant, tant pour les producteurs que pour le grand public. De plus, MBP a participé à la 31e saison de Great Tastes of Manitoba, une émission de cuisine populaire sur CTV Winnipeg. Une vidéo de profilage de l'une des opérations de notre directeur a également été diffusée pendant la diffusion, aidant à faire la connexion ferme à table pour les téléspectateurs.

En raison de la pandémie, MBP a dû renoncer à son processus habituel de tenir 14 réunions de district en personne à l'automne, optant pour une plateforme virtuelle. La même approche sera adoptée pour la 42e assemblée générale annuelle de MBP en février.

En conclusion, MBP apprécie les efforts continus de collaboration entre les diverses associations de l'industrie et d'autres membres de la chaîne de valeur pour aider le secteur à relever les divers défis découlant de la pandémie. Cela comprend l'élaboration en temps opportun de ressources d'information pour la vente aux enchères et la transformation des bovins. Les efforts de défense des intérêts qui ciblent le gouvernement et les représentants élus sont également essentiels pour souligner les défis auxquels le secteur est confronté ainsi que les outils et les stratégies nécessaires pour aider l'industrie bovine à traverser et à dépasser la pandémie. Ce niveau de coopération a été inestimable.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de MBP à www.mbbeef.ca



Sur le plateau en juillet 2020 pendant le tournage de la 31e saison de Great Tastes of Manitoba (MBP a eu deux épisodes cette année).

Les éleveurs de bovins de l'Ontario

L'impact de la pandémie mondiale était considérable en 2020 et a présenté de nombreuses perturbations et défis pour de nombreux secteurs, du tourisme et des compagnies aériennes à l'éducation et à l'industrie manufacturière. Malheureusement, l'industrie canadienne du bœuf et le secteur agroalimentaire n'ont pas été épargnés par les conséquences de la pandémie.



Pour les éleveurs de bovins de l'Ontario (EBO), les problèmes ont commencé à l'automne 2019 avec la fermeture de la Ryding Regency et la perte de capacité de transformation fédérale dans la province qui en a résulté. Le début de la pandémie COVID-19 en mars a aggravé cette pression sur les agriculteurs. Heureusement, les installations de transformation de l'Ontario n'ont pas été touchées par l'épidémie de COVID au printemps, mais nous avons terminé l'année avec la fermeture temporaire de Cargill Meat Solutions à Guelph, la plus grande installation de transformation fédérale de l'est du Canada, en raison d'un certain nombre de cas positifs de COVID-19 parmi leur personnel.

La pandémie nous a obligés à nous adapter et à trouver de nouvelles façons de communiquer, de faire du lobbying et de fonctionner en tant qu'association et, compte tenu du climat actuel, l'adaptation se poursuivra en 2021.

Relations gouvernementales

Le BFO était activement engagée auprès des deux niveaux de gouvernement avant et pendant la pandémie COVID-19. En plus de notre travail avec l'ACEB, le BFO a travaillé en étroite collaboration avec les provinces de l'Est pour remédier au manque de capacité de transformation suffisante dans l'Est du Canada et pour obtenir une aide financière directe pour les producteurs de bœuf qui luttent contre les pertes prolongées du marché.

En juin, le BFO a salué l'annonce faite par les ministres fédéraux et provinciaux concernant la création d'un programme de retrait des bovins gras pour l'Ontario afin d'allouer 5 millions de dollars au secteur du bœuf pour aider à gérer les retards potentiels dans la transformation dus à la pandémie COVID-19. Comme indiqué précédemment, le programme a été déclenché au début du mois de décembre à la suite de la fermeture temporaire de Cargill Meat Solutions à Guelph.

Au niveau provincial, le BFO a fait pression pour faire augmenter le financement du Programme de gestion des risques (PGR) de l'Ontario aux côtés de nos homologues des secteurs des céréales, du porc, du veau et du mouton. En juillet, la province a annoncé qu'elle verserait 50 millions de dollars de plus dans les secteurs du PGR pour l'année de programme 2020, respectant ainsi en partie un engagement de campagne du Parti conservateur.

Au niveau provincial, le BFO a fait pression pour augmenter le financement du Programme de gestion des risques de l'Ontario (PGR) aux côtés de nos homologues des secteurs des céréales, du porc, du veau et du mouton. En juillet, la province a annoncé qu'elle contribuerait à hauteur de 50 millions de dollars supplémentaires dans tous les secteurs du PGR pour l'année de programme 2020, respectant ainsi en partie un engagement de campagne du Parti conservateur.

À la fin de l'année, le BFO a été heureux de voir la proclamation de la loi provinciale 156, la Loi de 2020 sur la protection contre l'entrée sans autorisation et sur la protection de la salubrité des aliments, à la fin de l'année. Cette nouvelle loi permettra de mieux protéger les agriculteurs, leurs animaux, les transporteurs de bétail et l'approvisionnement alimentaire de la province contre les intrus et les militants extrémistes des droits des animaux. Tout au long de l'année 2020, le BFO et d'autres organisations d'élevage et d'agriculture ont fortement soutenu l'élaboration de ce texte de loi et ont participé activement au processus de consultation.



Révision des politiques

Le département de politique du BFO s'est penché sur les politiques et les réglementations touchant le secteur du boeuf en travaillant avec divers ministères sur un certain nombre de dossiers critiques. Parmi les domaines prioritaires, citons la consultation de l'ACIA sur les changements qu'elle propose d'apporter aux lignes directrices relatives aux simili-produits de viande et de volaille, la mise à jour de la Loi sur la gestion des éléments nutritifs qui réduira le fardeau administratif des producteurs, l'amélioration de l'accès aux vétérinaires et aux médicaments pour le bétail dans les régions éloignées, la promotion des débouchés commerciaux interprovinciaux, la consultation sur la nouvelle législation de l'Ontario en matière de bien-être des animaux et les modifications apportées au Programme des candidats à l'immigration de l'Ontario.

Recherche

Le BFO a budgétisé des fonds de recherche de 200 000 dollars par an pendant trois ans (2020-2023). Après avoir reçu 28 lettres d'intention et 12 propositions complètes dans le cadre d'un appel de propositions de recherche en 2020, 11 nouveaux projets de recherche ont été approuvés



La nouvelle étable et une partie des pâturages rénovés de la ferme expérimentale de l'Université de Guelph, près d'Elora, en Ontario, sont maintenant utilisés, et la construction de la nouvelle étable du parc d'engraissement est presque terminée.

pour recevoir un financement du BFO. Tous les projets sont menés à l'Université de Guelph, à l'exception d'un projet financé par le Western College of Veterinary Medicine de l'Université de Saskatchewan. Alors que la recherche devait commencer une fois le financement approuvé, la pandémie a affecté le démarrage de certains des projets avec une baisse du nombre d'étudiants d'été et des limitations de la capacité de travail et des progrès de la recherche en raison des exigences de distanciation physique.

La nouvelle étable et certains des pâturages réaménagés de la ferme de recherche de l'Université de Guelph, près d'Elora, en Ontario, sont maintenant utilisés, et les travaux de construction de la nouvelle étable d'engraissement sont presque terminés. La nouvelle étable d'engraissement aura une capacité de 288 bouvillons et de bovins de finition, ce qui représente une augmentation d'environ 96 têtes par rapport aux installations précédentes.

Engagement des consommateurs

Les priorités de nos efforts pour l'engagement des consommateurs en 2020 étaient de mettre notre contenu sur le marché, d'établir des relations avec des influenceurs et des partenaires, et de continuer à construire l'histoire de la marque Boeuf de l'Ontario (Ontario Beef) avec le public.

Heureusement, la majeure partie de notre nouvelle stratégie a été conçue pour être mise en œuvre sur les médias sociaux. Lorsque la pandémie a frappé, nous avons apporté quelques changements initiaux sur nos messages ainsi que quelques ajustements mineurs à nos campagnes en ce qui concerne certaines des activités en personne qui étaient prévues, mais dans l'ensemble, nous avons pu exécuter notre stratégie de médias numériques comme prévu, et nous l'avons fait avec d'excellents résultats.

Nous avons continué à travailler sur nos nouveaux actifs créatifs, qui ont été utilisés pour soutenir certains des événements virtuels avec le public auxquels nous avons participé au cours de l'automne/hiver 2020. L'un de ces événements, que nous tenions à diffuser, était une visite virtuelle d'un parc d'engraissement et d'une exploitation vache-veau. Ce projet a été réalisé en partenariat avec Farm & Food Care Ontario et a été diffusé à la "Royal Agricultural Winter Fair" virtuelle. Notre nouveau site web public a continué à augmenter régulièrement le trafic, notre base de données de localisation de magasins et de produits a continué à s'enrichir et nous avons constaté une croissance fantastique non seulement du nombre de nos adeptes mais, plus important encore, de l'engagement dans tous nos canaux sociaux.

Développement des marchés

Le programme Ontario Beef Market Development (OBMD) continue d'évoluer et le travail du Comité conjoint du BFO - Ontario Cattle Feeders s'est poursuivi en 2020 malgré l'impact de la pandémie sur les déplacements et l'exécution des événements et des programmes.



Les priorités des efforts des Éleveurs de bovins de l'Ontario (EBO) en matière d'engagement des consommateurs en 2020 ont été la mise en place de présentations créatives, l'établissement de relations avec des influenceurs et des partenaires, et une emphase sur leurs campagnes de médias numériques.



Tout au long de l'année 2020, l'EBO a travaillé en étroite collaboration avec l'ACEB et les provinces de l'Est pour remédier à l'absence de capacité de transformation suffisante dans l'Est du Canada, et pour obtenir une aide financière pour les éleveurs de bovins qui luttent contre des pertes de marché prolongées.

La capacité à développer de nouvelles initiatives de marque en Ontario a été limitée car les conditionneurs et les détaillants se sont concentrés sur les opérations et la sécurité de leurs employés. En outre, nous avons constaté une baisse massive de la capacité de la clientèle et des occasions de repas dans le secteur de la restauration et des services de traiteurs. En conséquence, le comité a accordé une plus grande priorité à la promotion des marques de bœuf ontarien existantes dans le commerce de détail et à la réalisation de son objectif d'assurance qualité.

Au début de 2020, avant que la pandémie ne touche le Canada, des travaux ont été réalisés pour soutenir la croissance du bœuf de marque ontarienne en participant à un certain nombre de salons professionnels nationaux, notamment Grocery Innovations Canada et le salon Restaurants Canada, tous deux organisés à Toronto.

Sur les marchés d'exportation, la plupart des salons ont été annulés, notamment en Corée, à Taïwan, à Singapour et au Vietnam. Toutefois, le travail s'est poursuivi sur le marché japonais en fournissant un soutien promotionnel pour les marques de bœuf de l'Ontario existantes. Actuellement, il y a 21 partenaires de détail qui font la promotion du bœuf de l'Ontario dans 567 points de vente dans tout le Japon. Un programme a été lancé au Japon, à savoir la marque Ontario Heritage Angus Beef, une marque haut de gamme exclusive à St. Helen's Meat Packers.

Tel que mentionné précédemment, le Comité s'est concentré sur la programmation de l'assurance qualité. À la suite de ce travail, le Programme d'assurance qualité du bœuf nourri au maïs de l'Ontario a été approuvé en tant qu'organisme de certification pour la Table ronde canadienne sur le bœuf durable. Désormais, le secteur des parcs d'engraissement de l'Ontario et la majeure partie des animaux finis de la province seront bien positionnés pour tirer profit des programmes de développement durable.

Grâce à cette annonce, nous prévoyons une augmentation de la demande du secteur des parcs d'engraissement pour les veaux certifiés VBP Plus dans le secteur vache-veau, en particulier ceux qui sont intéressés à participer au programme de certification durable de Cargill, qui est maintenant offert dans ses installations de High River et de Guelph.

Engagement des producteurs

L'équipe d'engagement des producteurs de la BFO avait prévu un large éventail de projets en 2020, mais la pandémie a fait des ravages sur un grand nombre des activités prévues. Notre première École de gestion de parcs d'engraissement devait se tenir à la fin du mois de mars, mais elle a évidemment dû être reportée à 2021. De même, notre programme de développement des jeunes en matière de bœuf, ainsi que l'École de gestion des vaches-veaux prévue pour le mois d'août, ont connu le même sort.

Les plans ont été modifiés pour rencontrer les producteurs dans un format virtuel lorsque cela est possible et nous nous sommes concentrés sur le développement des ressources numériques. Notre série de webinaires bfoUP s'est déroulée tout au long de l'hiver et du printemps avec un grand succès. Nous avons lancé une série d'articles dans le magazine Ontario Beef intitulée Wellness on the Farm (Bien-être à la ferme), qui se concentre sur le bien-être général de nos producteurs, et nous avons développé un certain nombre de ressources vidéo sur divers sujets pour les producteurs.

The Producteurs de bovins du Québec

Les Producteurs de bovins du Québec (PBQ) ont poursuivi des chantiers déjà en cours visant à maintenir et à stimuler la croissance de la production bovine au Québec. Les axes d'action sont : la notoriété, la création de valeur et le développement durable.

Planification stratégique 2019-2024

Depuis le début de l'année 2020, les PBQ ont entamé la mise en œuvre d'une planification stratégique pour ses filières de production.

La filière boeuf regroupe les producteurs de veaux d'embouche, de bouvillons et laitiers (pour la portion des bovins de réforme). Les secteurs pilotes actuellement des chantiers dans le but d'atteindre les cibles de travail suivantes : la coordination de la filière, le rapprochement avec le consommateur, les facteurs de réussite du secteur de la production à la transformation et les appuis au développement. Dans la dernière année, des travaux ont, entre autres, permis d'identifier les besoins des partenaires transformateurs de réaliser une analyse sur le persillage des carcasses de bouvillons du Québec.

Il est à noter que les organisations suivantes sont également représentées dans cet exercice : le ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, les transformateurs, des encans et plusieurs autres.



En date du 17 décembre 2020, les PBQ étaient en attente des résultats d'un audit de leur chaîne de valeur permettant leur éventuelle certification officielle par La TRCBD. Moyennant sa certification, des négociations d'ententes de principe avec les abattoirs intéressés par la chaîne de valeur seront entamées.



The chair of PBQ Jean-Thomas Maltais inspecting his herd.

Développement du produit « Boeuf durable »

Depuis la reconnaissance du programme Verified Beef Production Plus (VBP+) par la Table ronde canadienne sur le boeuf durable (TRCBD), les PBQ ont redoublé les efforts afin d'augmenter le nombre de producteurs québécois certifiés. Des programmes d'incitation mis en place dans les dernières années ont stimulé la certification des fermes. Au début du mois de décembre 2020, 86 producteurs de veaux d'embouche et semi-finis étaient certifiés VBP+ alors que l'on comptait 24 producteurs de bouvillons certifiés, ce qui représente 62 % du volume de production du Québec. Un travail de mise en place d'une chaîne de valeur pour les bovins de boucherie du Québec est en cours. Plusieurs partenaires sont impliqués dans le projet et, bien que la transmission du traitement des données soit très complexe, des signaux quant au potentiel de réussite du projet sont perceptibles.



Un éleveur de vaches nourrit les veaux pour les engraisser.



La plupart des exploitations bovines sont des entreprises familiales.

En appui à cet engouement, les PBQ ont produit une sympathique publicité télévisée diffusée pendant la saison estivale expliquant aux consommateurs les informations clés à retenir pour s'assurer d'acheter de la viande bovine locale. Cette conjoncture a eu pour effet d'augmenter les achats de bovins par des abattoirs locaux par rapport à l'usuel.

Transport des animaux

Le nouveau *Règlement sur la santé des animaux — Partie XII — Transport des animaux* (Règlement) est entré en vigueur le 20 février 2020. Afin d'évaluer l'impact de ce Règlement pour les producteurs, les PBQ ont mis en place un comité de travail dédié au transport.



De nombreux producteurs ont transformé leurs étables laitières pour élever des bovins de boucherie.

Ce comité regroupe des producteurs de veaux de grain, veaux de lait et de veaux laitiers, pour qui le Règlement a eu le plus d'impact. Le comité a développé un plan d'action ayant pour objectif d'identifier et de rassembler les points névralgiques, puis de réfléchir à des solutions pouvant être mises en place. Les PBQ sont aussi en contact régulier avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments afin de faciliter l'élaboration de solutions pour l'adaptation au nouveau Règlement.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Web du PBQ à l'adresse www.bovin.qc.ca



Les éleveurs de bovins de boucherie du Québec engraisent principalement leurs animaux avec du maïs.



Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick

Le COVID-19 a eu un impact relativement faible sur le Nouveau-Brunswick par rapport aux autres provinces. Nous avons eu la chance de pouvoir maintenir la courbe pratiquement aplatie. Nombre de nos membres ont signalé une augmentation significative de la demande locale de produits à base de boeuf; Atlantic Beef Products continue de faire état de taux de transformation record dans son usine de l'Île-du-Prince-Édouard et les prix des veaux et des vaches de réforme sont heureusement restés relativement élevés tout au long de la pandémie.

Les éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick (EBNB) ont travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement pour soulever les problèmes potentiels de marché et de production qui ont pu affecter les membres du EBNB tout au long de l'épidémie de COVID-19. Heureusement, l'impact sur le marché a été largement positif, mais les problèmes de production, en particulier la sécheresse, deviennent un défi beaucoup plus important pendant la saison de végétation.

Peu de régions de la province ont échappé à l'impact de la sécheresse. Les éleveurs signalent une pénurie d'aliments pour l'hiver et le retard de croissance des pâturages a amené le bétail en ville un peu plus tôt que ce à quoi on s'attendrait normalement dans la région. Les prix du marché des fourrages ont augmenté de 50 à 100 % d'une année à l'autre, en fonction de la dynamique de l'offre et de la demande dans la province.

Le EBNB continue de travailler avec des partenaires régionaux par l'intermédiaire du Conseil du boeuf des Maritimes pour mettre en œuvre la stratégie de croissance du secteur du boeuf des Maritimes. Cette stratégie vise à créer de nouvelles possibilités de croissance et de développement dans l'industrie régionale de l'élevage bovin. Les cinq principaux objectifs de la Stratégie de croissance du secteur du boeuf des Maritimes sont les suivants

1. Augmenter le cheptel bovin régional de 20 000 têtes d'ici 2027
2. Augmenter la rentabilité de la production de boeuf par la formation et l'éducation
3. Développer un cheptel régional inégalé de bovins de boucherie efficace sur le plan de l'alimentation
4. Maximiser la productivité des pâturages et des fourrages
5. Faire progresser la rentabilité de l'industrie par une coordination de la chaîne de valeur

L'amélioration de la communication avec les membres reste une priorité absolue pour le EBNB. En tant que mesure de réduction des coûts et de modernisation générale de la stratégie de communication du EBNB, le EBNB encourage les producteurs à être proactifs dans la recherche d'informations en visitant le site web du EBNB, sa page Facebook et sa nouvelle page YouTube pour les présentations des ateliers.

Pilotée en 2017, l'intégration d'ateliers de formation dans les réunions régionales d'automne du EBNB s'est poursuivie jusqu'en 2020. Avec les



restrictions des réunions COVID-19, le EBNB, comme de nombreuses autres associations, a transformé ses réunions en face à face en une plate-forme virtuelle. La courbe d'apprentissage a été raide et les défis techniques tels que l'Internet à haut débit limité en milieu rural ont parfois représenté un obstacle à la réussite du modèle virtuel, mais nous relevons les défis avec détermination.

Les commentaires des membres indiquent que les possibilités de perfectionnement professionnel ainsi que les mises à jour du Conseil d'administration sur les activités de l'association ont augmenté la proposition de valeur pour la participation aux réunions régionales dans la province. Les présentations pour 2020 comprenaient une série d'ateliers de gestion sur les stratégies de gestion des risques, la production de Boeuf Vérifié Plus, le développement de clubs de veaux à valeur ajoutée, les changements de la réglementation du transport du bétail et la manipulation sans cruauté des animaux.

Nous continuons à nous tourner vers l'avenir et le potentiel de volatilité des marchés pour mettre au défi les membres du EBNB.

Les travaux se poursuivent pour établir un Indice de règlement de l'Est et développer un programme d'assurance des prix du boeuf pour la région des Maritimes. Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie a soutenu cet effort par un investissement financier important, qui est très apprécié. Nous continuons également à évaluer l'efficacité du programme Agri-stabilité pour les conditions du Nouveau-Brunswick et apprécions l'occasion de travailler en étroite collaboration avec l'ACEB et les Éleveurs de bovins de l'Ontario pour mener à bien ce travail d'analyse comparative nationale-régionale-provinciale.

Dans la perspective de la poursuite de la prestation des programmes, les dirigeants du EBNB travailleront avec le personnel pour définir une orientation claire pour la prestation des programmes au cours des deux prochaines années du partenariat canadien pour l'agriculture en examinant le plan stratégique du EBNB, en l'alignant sur la stratégie de croissance du secteur bovin des Maritimes et la stratégie nationale en matière de boeuf.

Éleveurs de bovins de la Nouvelle-Écosse

Les prix du marché bovin ont commencé à se raffermir cette année, s'aplatissant en raison des incertitudes liées à la transformation liées à la COVID-19. À l'échelle locale, la demande était forte, ce qui a contribué à stabiliser les prix en Nouvelle-Écosse. Nova Scotia Cattle Producers (NSCP) a connu une autre année productive, mettant fin à certains projets et planifiant de continuer à travailler sur d'autres au cours de la nouvelle année. De plus, nous sommes occupés à planifier les prochaines réunions de zone et l'assemblée annuelle. NSCP a travaillé avec le bureau local de l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour animer des ateliers, en faisant une présentation sur les amendements aux règlements sur le transport du bétail en février 2020. Ces ateliers ont eu lieu fin février 2020 dans toute la province, avec près de 100 participants dans les quatre endroits.

Le Conseil du bœuf des Maritimes (CBM) a publié au printemps 2020 une nouvelle ressource locale sur le bœuf laitier : *Beef on Dairy : A Maritime Dairy-Beef Production Guide*. Ce premier manuel, intitulé *From Breeder to 500lb Feeder*, est le fruit d'une collaboration entre diverses organisations de l'industrie maritime, comme des spécialistes provinciaux du bétail, le Collège vétérinaire de l'Atlantique et les trois associations de producteurs laitiers des Maritimes, les trois associations de producteurs de bœuf des Maritimes, les vétérinaires provinciaux et Lait 2020, entre autres. Cette ressource se trouve à <http://nscattle.ca/members/industry-fact-sheets/>.



Au cours des deux prochaines années, des groupes de discussion se réuniront régulièrement entre les secteurs bovin et laitier, et représenteront les deux industries, ainsi que certains intervenants de la chaîne de valeur.

De plus, au printemps 2020, NSCP a commencé à suivre le prix du marché du bétail dans la région de l'Est du Canada. Les rapports sur les prix sont recueillis chaque semaine, et le prix hebdomadaire des bovins de la semaine précédente est ajouté à notre site Web chaque lundi matin. Cela comprend les prix des bovins d'engraissement (500 à 900 lb), des bouvillons nourris, des vaches de réforme et des jeunes veaux (bons et moyens) de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et des marchés de la Nouvelle-Écosse. Cette information se trouve sur la page Web des Rapports sur les prix du marché : <http://nscattle.ca/members/market-price-reports/>.

À l'été 2020, NSCP et Dairy Farmers of Nova Scotia ont rédigé et soumis conjointement une lettre d'intérêt pour le Programme de leadership en matière d'adaptation aux changements climatiques par l'entremise de la Nova Scotia Environment - Climate Change Unit et le projet du Ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse. Le secteur bovin (bœuf et lait) a été choisi comme l'un des trois sujets de l'industrie, étant le seul groupe de bétail participant au projet. Au cours des deux prochaines années, des groupes de discussion se réuniront régulièrement entre les secteurs bovin et laitier, qui représenteront les deux industries, ainsi que certains intervenants de la chaîne de valeur, et le résultat final sera une stratégie d'adaptation terminée.

En raison de l'annulation des expositions provinciales cette année en raison de la COVID-19, la 6e Nova Scotia Elite Beef Expo annuelle n'a malheureusement pas pu avoir lieu en août dernier. Nous espérons que l'Expo sera de retour pour l'Exposition provinciale de la Nouvelle-Écosse de 2021.





Tout au long de l'année, NSCP a travaillé avec l'Agri-Commodity Management Association sur le *Programme de ressources et de formation en transport d'animaux de la Nouvelle-Écosse*, grâce au financement obtenu par le programme du PCA du Ministère de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse. Cela a permis de créer le manifeste de transport du bétail, qui est vendu au bureau du NSCP pour 10 \$ chacun. De plus, cette initiative a permis de financer la formation en ligne Canadian Livestock Transport (CLT) des camionneurs commerciaux du bétail de la province afin d'obtenir une certification en transport d'animaux au Canada en vertu de la réglementation actuelle.

En raison des restrictions régionales liées à la COVID-19, la 5e Conférence annuelle sur le bœuf des Maritimes a semblé très différente cette année, puisqu'elle est passée à une plateforme en ligne qui se déroule en soirée en octobre et en novembre, plutôt qu'à la séance habituelle en personne en mars. NSCP s'est de nouveau associé à la Maritime Beef Virtual Conference Series 2020, organisée par le Conseil du bœuf des Maritimes, en faisant la promotion et la publicité de la série.

La côte Est était bien représentée par de nombreux intervenants des Maritimes, comme Bill Thomas et Ellen Crane, ainsi que des conférenciers nationaux comme Anne Wasko et Michel Roche

Avec le resserrement de la réglementation sur la santé publique liée à la COVID-19, l'automne dernier, NCSP a opté pour des ateliers virtuels plutôt que pour des réunions en personne. Nous avons commencé à publier des vidéos pour une série de visites virtuelles à la ferme en novembre, et nous continuerons au printemps 2021. Une nouvelle vidéo portant sur une exploitation bovine différente dans la province est diffusée chaque mois.

Veuillez visiter <http://nscattle.ca/virtual-farm-tours/> et/ou les médias sociaux pour obtenir ces communiqués mensuels. Sur la même page Web, vous trouverez une présentation virtuelle sur la vaccination des bovins. Ce phénomène a été enregistré à l'automne, en mettant l'accent sur la manipulation et les techniques de vaccination des bovins de boucherie, ainsi qu'en examinant les aspects économiques de la vaccination des bovins et les primes potentielles connexes. Nous nous sommes associés au Dr Alexander Burrows, Fundy Vets Ltd., à Ellen Crane, CRBB et à Jonathan Wort, Perennia, pour cette vidéo.

NSCP travaille activement avec le Ministère de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse pour développer des programmes qui répondent aux objectifs de l'industrie, comme le Programme de renforcement de l'industrie bovine, dont les candidatures ont été clôturées le 31 décembre 2020.

Une liste complète de tous les programmes gouvernementaux et des conditions d'admissibilité est disponible sur le site <https://novascotia.ca/programs/>.

Éleveurs de bovins de l'Île-du-Prince-Édouard (EBIPE)

Les éleveurs de bovins de l'Île-du-Prince-Édouard ont tenu leur assemblée annuelle le 1er septembre 2020. Cette réunion était initialement prévue en avril 2020, mais en raison de la pandémie de COVID-19, elle a été reportée jusqu'à ce qu'elle puisse avoir lieu en personne. Les membres du Conseil comprennent Jeremy Stead, Peter Dixon, Tim Dixon, Kevin Simmons, Kenneth MacEachern, Dennis Hogan et Greg Stavert. L'ancien directeur officiel, Gary Hughes, représente Dairy Farmers of PEI.

Les réunions de district d'automne ont eu lieu les 23 et 25 novembre 2020 à Charlottetown et Linkletter respectivement. Les participants à ces réunions étaient très nombreux, même s'ils étaient limités à 50 personnes et qu'ils devaient s'inscrire à l'avance pour y assister. Le Dr Shawn McKenna à Charlottetown et le Dr Chris Versteeg à Linkletter ont présenté des exposés sur la résistance aux antimicrobiens, les avantages des vaccins et l'importance d'avoir une bonne relation vétérinaire-client-patient. Il y a eu beaucoup de discussions et de questions. Nous avons reçu d'excellents commentaires de la part des producteurs présents. Nous prévoyons tenir des séances semblables au printemps 2021 en raison des commentaires que nous avons reçus, car d'autres producteurs aimeraient y assister.

L'EBIPE continue d'offrir le programme VBP+ à l'Île-du-Prince-Édouard en offrant de l'information et des ateliers. Bien que le nombre de producteurs participant à l'atelier VBP+ soit demeuré constant, le nombre d'exploitations auditées demeure faible. Nous avons constaté une légère augmentation du nombre de producteurs qui veulent faire l'objet d'une vérification VBP+. Nous avons attribué cela à l'annonce de Atlantic Beef Products qui offre un bonus de 0,02 \$ pour les bovins qui répondent à des spécifications spécifiques et proviennent d'une exploitation agréée VBP+. À ce jour, nous avons 13 établissements enregistrés à l'Île-du-Prince-Édouard.



L'EBIPE continue d'offrir la vérification de l'âge par un tiers. Cela est très important pour le secteur des parcs d'engraissement de l'Î.-P.-É. qui nourrissent généralement les animaux jusqu'à un âge plus avancé. Cette pratique entraîne un nombre élevé d'animaux de plus de trente mois ou PTM. Un certificat de naissance peut aider à éviter une pénalité de 0,20 \$/lb si un animal est considéré PTM à l'Atlantic Beef Plant. Par conséquent, nous avons constaté une augmentation du nombre de producteurs qui vérifient l'âge de leurs animaux. Un avantage important de la prestation de ce service est que plus de producteurs obtiennent leur numéro d'identification de site et fusionnent plusieurs comptes de l'ACIB en un seul. Tout cela aidera les producteurs à se préparer à la traçabilité.

Le programme Livestock Development for Beef a été exécuté dans le cadre de l'EBIPE. Le financement de ce programme est fourni par l'entremise du Partenariat canadien pour l'agriculture (PAC) et offre aux producteurs admissibles de l'argent pour des programmes tels que les taureaux de première qualité, les génisses de race pure, les tests sur les bovins de reproduction, les lecteurs RFID et les installations de soins et de manipulation des animaux.

L'EBIPE coordonne la marque *Prince Edward Island Certified Beef* (PEICB).

Le bœuf de l'Île-du-Prince-Édouard est produit par des gens qui ont à cœur la qualité, l'uniformité et la saveur, en s'appuyant sur des générations d'expérience. L'élevage et la transformation du bœuf sont depuis longtemps un élément essentiel de notre patrimoine insulaire et nous prenons cela très au sérieux.

Nous avons développé la marque PEICB sur la base de ces attributs et valeurs. Les engraisseurs de toutes les provinces de l'Atlantique sont maintenant admissibles à la marque, ce qui permet aux producteurs de ces provinces de participer. La plupart des critères de la PEICB sont fondés sur les pratiques actuelles et il ne faut pas beaucoup d'ajustement pour que les producteurs adhèrent. Deux facteurs clés comprennent la documentation des traitements et le traçage de tous les animaux produits sous la marque.





Le nouveau président du conseil d'administration du EBIPE, Dwain MacAulay, fait paître son bétail dans la région de Souris de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les consommateurs d'aujourd'hui sont bien informés et exigent certains attributs pour les aliments qu'ils mangent. Ils veulent savoir que le boeuf qu'ils consomment a été élevé de façon responsable, que les animaux ont été traités sans cruauté et que le boeuf est salubre. Chaque année, les nouveaux membres de l'EBIPE doivent assister à un atelier sur la manipulation sans cruauté présenté par Jane Morigan et Miriam Gordon de Integrity Livestock Services. Cet aperçu pratique est un excellent rappel des raisons pour lesquelles nous devons garder le bien-être animal à l'esprit. La marque BCI continue de croître régulièrement.

L'EBIPE continue d'administrer le service de retrait des carcasses aux producteurs de boeuf. Ce service de 850 000 \$ est à frais partagés avec les Dairy Farmers of PEI, l'EBIPE et la province. La province a annoncé en juin 2019 qu'elle prendrait en charge l'administration du contrat de service de retrait des carcasses et augmenterait sa part pour financer le service. L'EBIPE a conclu un contrat de trois ans avec la province pour payer 50 000 \$ par année. Il y a eu une absorption d'environ 50 % de tous les producteurs de boeuf qui paient pour utiliser le service. Ceux qui n'ont pas payé ne sont pas admissibles et doivent s'occuper eux-mêmes de l'élimination appropriée de leurs cadavres.

L'EBIPE est membre du Conseil du boeuf des Maritimes (CBM). Le CBM a accueilli virtuellement la conférence annuelle sur le boeuf des Maritimes en octobre et a attiré de nombreux participants. La conférence a suscité beaucoup d'attention de la part de l'industrie bovine au fil des ans et a connu une croissance constante chaque année.

Le CBM continue de travailler à l'élaboration d'une Stratégie sur le boeuf des Maritimes. Le principal objectif de la stratégie est de faire croître et d'agrandir le troupeau des Maritimes sur une période de cinq ans. La stratégie comporte de nombreux aspects, dont le perfectionnement professionnel. Pour régler ce problème, l'École du boeuf des Maritimes a été mise sur pied avec le Club des parcs d'engraissement et les Clubs vaches-veaux. Si les producteurs profitent de l'École du boeuf, des Clubs des parcs d'engraissement et/ou des Clubs vaches-veaux et assistent aux diverses présentations à la Conférence du CBM, ils recevront une vaste gamme de renseignements utiles qu'ils pourront utiliser pour mettre en œuvre des changements dans leur ferme.

Cette année, de nombreuses réunions ont eu lieu virtuellement.

Nous sommes heureux d'avoir une représentation nationale comme John MacDonald; le conseil d'administration de l'ACEB, David Francis; Boeuf Canada et Ivan Johnson; le conseil d'administration de l'ACIB. Ces représentants constituent un lien précieux entre notre organisation provinciale et nos organisations nationales.

Respectueusement soumis par : Amanda Miller, directrice générale de l'association des Éleveurs de bovins de l'Île-du-Prince-Édouard

Table of Contents

Management’s Responsibility	71
Independent Auditors’ Report.....	72
Financial Statements	74
Statement of Financial Position	74
Statement of Operations.....	75
Statement of Changes in Net Assets.....	75
Statement of Cash Flows.....	76
Notes to the Financial Statement	77
Auditors’ Communication on Supplementary Information	84
Schedules.....	85
Schedule 1 - Canadian Cattlemen’s Association Segment - Schedule of Operations and Net Assets.....	85
Schedule 2 - Canadian Cattlemen’s Association Segment - Schedule of Assessment Revenue	86
Schedule 3 - Canfax Market Analysis Division - Schedule of Operations and Net Assets	86
Schedule 4 - Canfax Market Analysis Division - Schedule of Subscription Revenue.....	87
Schedule 5 - Canfax Research Services Division - Schedule of Operations and Net Assets.....	87
Schedule 6 - Beef Cattle Research Council - Schedule of Operations and Net Assets.....	88
Schedule 7 - Beef Science Cluster - Schedule of Operations and Net Assets.....	88
Schedule 8 - Canadian Roundtable for Sustainable Beef - Schedule of Operations and Net Assets.....	89
Schedule 9 – Public and Stakeholder Engagement.....	89

Management's Responsibility

To the Board of Directors of Canadian Cattlemen's Association:

Management is responsible for the preparation and presentation of the accompanying financial statements, including responsibility for significant accounting judgments and estimates in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. This responsibility includes selecting appropriate accounting principles and methods, and making decisions affecting the measurement of transactions in which objective judgment is required.

In discharging its responsibilities for the integrity and fairness of the financial statements, management designs and maintains the necessary accounting systems and related internal controls to provide reasonable assurance that transactions are authorized, assets are safeguarded and financial records are properly maintained to provide reliable information for the preparation of financial statements.

The Board of Directors are composed of Directors who are neither management nor employees of the Association. The Board is responsible for overseeing management in the performance of its financial reporting responsibilities, and for approving the financial information included in the annual report. The Board fulfils these responsibilities by reviewing the financial information prepared by management and discussing relevant matters with management and external auditors. The Board is also responsible for recommending the appointment of the Association's external auditors.

MNP LLP is appointed by the Board of Directors to audit the financial statements and report directly to them; their report follows. The external auditors have full and free access to, and meet periodically and separately with, both the Board and management to discuss their audit findings.

October 29, 2020



David Moss,
General Manager

Independent Auditors' Report

To the Board of Directors of Canadian Cattlemen's Association:

Opinion

We have audited the financial statements of Canadian Cattlemen's Association (the "Association"), which comprise the statement of financial position as at June 30, 2020, and the statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Association as at June 30, 2020, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Association in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Matter - Unaudited schedules and Supplementary Information

Our audit of Canadian Cattlemen's Association's financial statements for the year ended June 30, 2020 was not directed to the determination of the accuracy of the information included in Schedules 1 to 9. While such information has been subjected to the auditing process applied in the audit of the financial statements as a whole, we do not express a separate opinion on Schedules 1 to 9.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Association's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Association or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Association's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Association's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Association's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Association to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Calgary, Alberta
October 29, 2020

MNP LLP

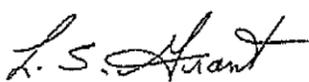
Chartered Professional Accountants

Statement of Financial Position

As at June 30, 2020

	2020	2019
Assets		
Current		
Cash	8,114,392	8,719,264
Accounts receivable (Note 3)	3,100,179	3,117,585
Goods and services tax recoverable	1,277	1,883
Note receivable (Note 4)	500,000	-
Prepaid expenses	93,323	111,824
	11,809,171	11,950,556
Property and equipment (Note 5)	37,460	29,949
Investments (Note 6)	5,260,774	2,666,489
	17,107,405	14,646,994
Liabilities		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities (Note 7)	1,063,086	3,070,386
Deferred contributions (Note 8)	3,376,728	3,092,967
	4,439,814	6,163,353
Commitments (Note 9)		
Contingency (Note 8(d))		
Subsequent event (Note 17)		
Significant event (Note 18)		
Net Assets		
Invested in property and equipment	37,460	29,949
Unrestricted	9,615,431	6,117,836
Restricted - Beef Cattle Research Council	2,000,000	2,000,000
Restricted - Marketing Assessment	647,055	315,856
Restricted - Canadian Roundtable for Sustainable Beef	125,000	
Restricted - Public and Stakeholder Engagement	40,000	20,000
Restricted - Special Projects Fund	202,645	
	12,667,591	8,483,641
	17,107,405	14,646,994

Approved on behalf of the Board



Lynn Grant
Director



Bob Lowe
Director

Statement of Operations

For the year ended June 30, 2020

	2020	2019
Revenue		
Canadian Cattlemen's Association Segment (Schedule 1)	3,983,201	4,430,763
Canfax Market Analysis Division (Schedule 3)	469,803	431,525
Canfax Research Services Division (Schedule 5)	246,155	236,346
Beef Cattle Research Council (Schedule 6)	7,227,068	7,548,721
Beef Science Cluster (Schedule 7)	2,882,536	2,695,542
Canadian Roundtable for Sustainable Beef (Schedule 8)	1,214,718	1,299,030
Public and Stakeholder Engagement (Schedule 9)	849,206	-
	16,872,687	16,641,927
Expenses		
Canadian Cattlemen's Association Segment	3,138,597	3,995,755
Canfax Market Analysis Division	429,425	447,448
Canfax Research Services Division	250,906	169,510
Beef Cattle Research Council	4,346,318	4,466,657
Beef Science Cluster	2,882,536	2,695,542
Canadian Roundtable for Sustainable Beef	1,083,645	1,187,930
Public and Stakeholder Engagement	537,051	-
Amortization	20,259	25,657
	12,688,737	12,988,499
Excess of revenue over expenses before other items	4,183,950	3,653,428
Premium on redemption of shares (Schedule 1) (Note 16)	-	249,975
Excess of revenue over expenses	4,183,950	3,903,403

Statement of Changes in Net Assets

For the year ended June 30, 2020

	Invested in property and equipment	Unrestricted	Restricted	2020	2019
Net assets, beginning of year	29,949	6,117,836	2,335,856	8,483,641	4,580,238
Excess (deficiency) of revenue over expenses	(20,259)	4,251,539	(47,330)	4,183,950	3,903,403
Reserve allocation (Note 10)	-	(726,174)	726,174	-	-
Invested in property and equipment	27,770	(27,770)	-	-	-
Net assets, end of year	37,460	9,615,431	3,014,700	12,667,591	8,483,641

Statement of Cash Flows

For the year ended June 30, 2020

	2020	2019
Cash provided by (used for) the following activities		
Operating		
Excess of revenue over expenses	4,183,950	3,903,403
Amortization	20,259	25,657
Premium on redemption of shares	-	(249,975)
Dividends reinvested	(127,649)	-
Gain on sale of investments	(666)	-
Unrealized gain on investment	(160,639)	-
Changes in working capital accounts	3,915,255	3,679,085
Accounts receivable	17,406	(1,503,467)
Goods and services tax recoverable	606	3,995
Prepaid expenses	18,501	(61,784)
Accounts payable and accrued liabilities	(2,007,300)	2,319,691
Deferred contributions	283,761	2,070,579
	2,228,229	6,508,099
Investing		
Purchase of property and equipment	(27,770)	(13,410)
Purchase of investments	(2,330,750)	(2,666,489)
Proceeds on redemption of shares	-	250,000
Issuance of note receivable	(500,000)	-
Management fees	25,419	-
	(2,833,101)	(2,429,899)
(Decrease) increase in cash	(604,872)	4,078,200
Cash, beginning of year	8,719,264	4,641,064
Cash, end of year	8,114,392	8,719,264

Notes to the Financial Statements

For the year ended June 30, 2020

1. DESCRIPTION OF BUSINESS

The Canadian Cattlemen's Association (the "Association" or "CCA") was incorporated in March 1932. Under the Income Tax Act (Canada), the Association is classified as a not-for-profit organization and, accordingly, is not subject to income taxes. The Association's mandate is to represent the interests of Canadian beef producers for the enhancement of the beef industry. The Association undertakes its activities through a number of divisions.

The Canadian Cattlemen's Association Segment ("CCA Segment") funds specific projects and organizational operations through provincial assessments.

The Canfax Market Analysis provides market intelligence services and up to the minute information to its members, who are primarily feedlot, cow-calf and backgrounding operators.

The Canfax Research Services provides a market research service that is used by provincial cattlemen's association and government.

The Beef Cattle Research Council ("BCRC") sets priorities and contributes funding to national beef research and development projects in specific research areas.

The Beef Science Cluster is a contribution agreement between the Canadian Cattlemen's Association and Agriculture and Agri-Food Canada. This initiative is administered by the Beef Cattle Research Council. It is intended to fund practical, applied research to improve the competitiveness of Canada's beef value chain, and to encourage continued investment in infrastructure and human capital in strategically important areas of beef and cattle research.

The Canadian Roundtable for Sustainable Beef ("CRSB") was set up as a division of CCA to engage a broad range of stakeholders to promote sustainability throughout the Canadian beef industry through three pillars of focus – Certified Sustainable Beef Framework, Sustainability Benchmarking, and Sustainability Projects.

The Public and Stakeholder Division ("PSE") was set up as a division of CCA with the goal of increasing consumer confidence, trust, and support of Canadian beef production practices, which will result in increased beef demand over competing proteins.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Divisional reporting

These financial statements have been prepared to include the results of the following Association divisions: the Canadian Cattlemen's Association Segment, the Canfax Market Analysis Division, the Canfax Research Services Division, the Beef Cattle Research Council, the Beef Science Cluster, the Canadian Roundtable for Sustainable Beef, and Public and Stakeholder Engagement.

For presentation purposes, amortization expense has not been segregated on the Schedule of Operations and changes in Net Assets for the Canadian Cattlemen's Association Segment, the Canfax Market Analysis Division, the Canfax Research Services Division, the Beef Cattle Research Council, the Beef Science Cluster, the Canadian Roundtable for Sustainable Beef, and Public and Stakeholder Engagement.

Expenditures

The expense categories on the Schedule of Operations for the Canadian Cattlemen's Association Segment have been grouped by department.

The expense categories on the Schedules of Operations and Net Assets for the CCA Segment, the Canfax Market Analysis Division, the Canfax Research Services Division, the BCRC Division, the Beef Science Cluster, the Canadian Roundtable for Sustainable Beef, and Public and Stakeholder Engagement have been grouped by type of expense.

Cash

Cash includes bank balances and deposits with maturities of three months or less. Cash subject to restrictions that prevent its use for current purposes is included in restricted cash.

Property and equipment

Purchased property and equipment are recorded at cost.

Amortization is provided using the straight-line method at rates intended to amortize the cost of assets over their estimated useful lives.

	Rate
Computer equipment	3 years
Furniture and fixtures	5 years
Office equipment	10 years

Revenue recognition

The Association follows the deferral method of accounting for contributions. Restricted contributions are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. Subscription and assessment revenues that meet the definition of a liability are deferred and recognized on a pro-rata basis over the subscription and assessment period. Interest income is recognized as revenue in the year in which it is earned.

Contributed service and materials

Contributions of services and materials are recognized both as contributions and expenses in the Statement of Operations when a fair value can be reasonably estimated and when the materials and services are used in the normal course of the Association’s operations and would otherwise have been purchased.

Investments

Investments are recorded at fair value for those with prices quoted in an active market, and cost less impairment for those that are not quoted in an active market.

Measurement uncertainty (use of estimates)

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting year.

Accounts receivable are stated after evaluation as to their collectability and an appropriate allowance for doubtful accounts is provided where considered necessary. Amortization is based on the estimated useful lives of property and equipment.

These estimates and assumptions are reviewed periodically and, as adjustments become necessary, are reported in excess of revenues over expenses in the years in which they become known.

Allocation of expenses

The Association follows CPA Handbook Section 4470 Disclosure of Allocated Expenses, which establishes disclosure standards for not-for-profit organizations that classify their expenses by function and allocate their expenses to a number of functions to which the expenses relate. The Association has allocated administrative expenses, primarily salaries and office expense, to the Canadian Cattlemen’s Association Segment, Canfax Market Analysis Division and Beef Cattle Research Council Division. The expenses are allocated based on budgeted figures and are disclosed in the accompanying schedules. The Association does not engage in any fundraising activities.

Restricted net assets

Restricted net assets represent amounts set aside to finance future operating and capital expenditures. Restrictions are established at the discretion of the Association. Increases to and/or from the restricted net assets are reflected as an adjustment to the respective division.

Financial instruments

The Association recognizes its financial instruments when the Association becomes party to the contractual provisions of the financial instrument. All financial instruments are initially recorded at their fair value, including financial assets and liabilities originated and issued in a related party transaction with management. Financial assets and liabilities originated and issued in all other related party transactions are initially measured at their carrying or exchange amount in accordance with CPA Handbook Section 3840 Related Party Transactions.

At initial recognition, the Association may irrevocably elect to subsequently measure any financial instrument at fair value. The Association has not made such an election during the year.

The Association's financial assets and liabilities are subsequently measured at amortized cost.

Financial asset impairment

The Association assesses impairment of all of its financial assets measured at cost or amortized cost. The Association groups assets for impairment testing when there are numerous assets affected by the same factors. When there is an indication of impairment, the Association determines whether it has resulted in a significant adverse change in the expected timing or amount of future cash flows during the year. If so, the Association reduces the carrying amount of any impaired financial assets to the highest of: the present value of cash flows expected to be generated by holding the assets; the amount that could be realized by selling the assets; and the amount expected to be realized by exercising any rights to collateral held against those assets. Any impairment which is not considered temporary is included in current year excess of revenue over expenses.

The Association reverses impairment losses on financial assets when there is a decrease in impairment and the decrease can be objectively related to an event occurring after the impairment loss was recognized. The amount of the reversal is recognized in the excess of revenue over expenses in the year the reversal occurs.

3. ACCOUNTS RECEIVABLE

	2020	2019
Canadian Cattlemen's Association Segment	958,242	870,110
Canfax Market Analysis Division	168,276	64,306
Beef Science Cluster	1,843,638	2,075,421
Canadian Roundtable for Sustainable Beef	126,351	89,467
Other receivables	3,672	18,281
	3,100,179	3,117,585

4. RELATED PARTY TRANSACTIONS

During the year, the Association provided a loan to VBP+ Delivery Services Inc., a party related through significant influence due to a common director. The loan is non-interest bearing and there are no principal repayments due within the first five years. Repayments of \$100,000 per year will commence in 2023.

	2020	2019
Note receivable	500,000	-

These transactions were in the normal course of operations and are measured at the exchange amount, which is the amount of consideration established and agreed to by the related parties.

5. PROPERTY AND EQUIPMENT

	Cost	Accumulated amortization	2020 Net book value	2019 Net book value
Computer equipment	120,662	91,115	29,547	19,190
Furniture and fixtures	10,984	6,075	4,909	6,753
Office equipment	10,015	7,011	3,004	4,006
	141,661	104,201	37,460	29,949

6. INVESTMENTS

	2020	2019
Canadian Cattlemen's Association Segment - Mawer Balanced Pooled Funds, at fair market value (cost - \$751,839 (2019 - \$401,968))	774,143	421,024
Beef Cattle Research Council Division - Mawer Balanced Pooled Funds, at fair market value (cost - \$4,348,297 (2019 - \$2,143,30))	4,486,631	2,245,465
	5,260,774	2,666,489

7. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

	2020	2019
Canadian Cattlemen's Association Segment	771,649	2,709,089
Beef Science Cluster	291,437	361,297
	1,063,086	3,070,386

Canadian Cattlemen's Association Segment accounts payable in 2020 included \$nil accrued for third party grants (2019 - \$1,126,829), \$408,481 of general accounts payable (2019 - \$1,198,307), \$100,611 of GST Payable (2019 - \$41,377), \$70,850 of payroll liabilities (2019 - \$66,496) and \$191,707 of other accruals (2019 - \$276,080).

8. DEFERRED CONTRIBUTIONS

Deferred contributions consist of the following:

	2020	2019
Beef Science Cluster (a)	1,877,006	1,748,419
Beef Cattle Research Council Division (b)	237,053	146,234
Canfax Marketing (c)	120,653	112,672
Legal Contingency (d)	500,000	500,000
Young Leaders Development Program (e)	248,374	227,363
Canadian Roundtable for Sustainable Beef (f)	325,689	87,935
Canfax Research Services Division (g)	63,760	16,523
Town Halls (h)	-	16,458
National Beef Strategy (i)	4,193	2,138
Public and Stakeholder Engagement (j)	-	235,225
	3,376,728	3,092,967

- a) During the year, interest of \$16,779 (2019 - \$21,147) was earned on the grant, and grant income allocations for the year totalled \$3,810,507 (2019 - \$3,651,135). Expenditures totalled \$1,933,501 (2019 - \$1,910,958) resulting in a deferred balance for the Beef Science Cluster of \$1,877,006 (2019 - \$1,748,419).
- b) During 2020, the Beef Cattle Research Council received \$500,343 (2019 - \$348,258) including interest earned of \$92,892 (2019 - \$89,052) as funding for Canadian Integrated Program for Antimicrobial Resistance Surveillance (CIPARS), Surveillance of antimicrobial use and resistance in Canadian feedlot cattle, Developing a Canadian Tool Quality Management System for Beef Processing, and VBP+ Industrial and Market Alignment. As at June 30, 2020 the Beef Cattle Research Council has spent \$421,654 (2019 - \$297,284) on qualifying activities and the balance of unexpended funds is \$237,053 (2019 - \$146,234) which has been deferred.
- c) These balances represent the unearned portion of yearly subscriptions billed for Canfax Marketing.
- d) The balance represents the unearned portion of funds received from the provincial members to help support legal costs. A standing policy is on record that the Canadian Cattlemen’s Association retain a cap of \$500,000 in the legal reserve with a special assessment triggered quarterly for all legal costs incurred.
- e) During the 2020 fiscal year, the Association received industry sponsorship of \$149,000 (2019 - \$168,500). In the 2020 fiscal year, the Association spent \$127,989 (2019 - \$131,847) in qualifying expenses. The balance of unexpended funds is \$248,374 (2019 - \$227,363) and this amount has been deferred.
- f) During the 2020 fiscal year, the Association received \$1,452,472 (2019 - \$1,144,133) in industry sponsorship and government funding for the Sustainable Beef Program. As of June 30, 2020, the Association has spent \$1,083,740 (2019 - \$1,303,614), resulting in deferred contributions of \$325,689 (2019 - \$87,935).
- g) During the 2020 fiscal year, the Association received \$293,393 (2019 - \$248,546) in contracts for the Canfax Research Services Division. As of June 30, 2020, the Association has spent \$252,342 (2019 - \$242,023), resulting in deferred contributions of \$63,760 (2019 - \$16,523).
- h) During the 2020 fiscal year, the Association received \$nil (2019 - \$nil) in sponsorships for the Town Halls Division. As of June 30, 2020, the Association has spent \$16,458 (2019 - \$nil), resulting in deferred contributions of \$nil (2019 - \$16,458).
- i) During the 2020 fiscal year, the Association received \$22,400 (2019 - \$23,485) in contributions for the National Beef Advisors. As of June 30, 2020, the Association has spent \$20,345 (2019 - \$27,332), resulting in deferred contributions of \$4,193 (2019 - \$2,138).
- j) During the 2020 fiscal year, the Association received \$nil (2019 - \$590,400) in sponsorships for the development and advertising of public engagement programs. As of June 30, 2020, the PSE Division has spent \$235,225 (2019 - \$355,175), resulting in deferred contributions of \$nil (2019 - \$235,225). During the year, the Association transferred the public engagement program from a project into a division of the Association.

9. COMMITMENTS

The Association has annual lease commitments for office space in Calgary and Ottawa. The Calgary lease expires May 31, 2024 and the Ottawa lease expires August 31, 2027. The Association has entered into various lease agreements with estimated minimum annual payments as follows:

2021	178,295
2022	179,876
2023	180,866
2024	176,382
2025	28,455
Thereafter	65,446
	809,320

In addition, the Association is obligated to pay common area costs under certain leases.

10. NET ASSETS

	Invested in property and equipment	Unrestricted	Restricted	2020	2019
Canadian Cattlemen's Association Segment	17,493	1,292,264	647,055	1,956,812	1,361,913
Canfax Market Analysis Division	4,792	88,742	-	93,534	59,847
Canfax Research Services Division	1,267	182,259	-	183,526	189,716
Beef Cattle Research Council	7,250	7,316,114	2,000,000	9,323,364	6,447,683
Beef Science Cluster	-	-	-	-	-
Canadian Roundtable for Sustainable Beef	2,236	428,319	125,000	555,555	424,482
Public and Stakeholder Engagement	4,422	307,733	40,000	352,155	-
Special Projects Fund	-	-	202,645	202,645	-
	37,460	9,615,431	3,014,700	12,667,591	8,483,641

During 2020, the CCA Segment increased its restricted assets from \$335,856 to \$647,055, the CRSB increased its restricted assets from \$nil to \$125,000, the Special Projects Fund increased its restricted net assets from \$nil to \$202,645, and the Public and Stakeholder Engagement fund increased its restricted assets from \$nil to \$40,000.

11. BUDGET INFORMATION

Budget figures shown on the divisional supplementary schedules have not been audited. They were approved by the Board of Directors.

12. ECONOMIC DEPENDENCE

The Canadian Cattlemen's Association Segment receives a significant amount of its revenue from assessments received from various provincial associations. Each member province is assessed by the Association according to its relative marketing. The Association received \$3,530,214 (2019 - \$3,353,978) in assessments and \$nil (2019 - \$387,245) in legal assessments; during the year, \$nil (2019 - \$214,773) of legal assessments previously received and deferred were recognized as revenue. The Canfax Market Analysis Division received \$469,803 (2019 - \$431,525) in subscriptions. The Beef Cattle Research Council received \$5,756,444 (2019 - \$5,851,923) of funds from the Canadian Beef Cattle Check-Off Agency.

13. FINANCIAL INSTRUMENTS

All significant financial assets, financial liabilities and equity instruments of the Association are either recognized or disclosed in the financial statements together with other information relevant for making a reasonable assessment of future cash flows, interest rate risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and other price risk.

14. INDEMNIFICATIONS

In the ordinary course of operations, the Association enters into grant and contribution agreements which contain indemnification provisions. In such contracts, the Association may indemnify counter parties to the contracts if certain events occur. These indemnification provisions vary on an agreement by agreement basis. In some cases, there are no pre-determined amounts or limits included in the indemnification provisions and the occurrence of contingent events that will trigger payment under them is difficult to predict. Therefore, the maximum potential future amount that the Association could be required to pay cannot be reasonably estimated, and no amounts have been recorded in these financial statements.

15. COMPENSATION

The remuneration and benefits paid to all members of the Board of Directors (on an individual basis by title) are as follows:

	2020	2019
President	30,000	30,000
Vice-President	15,000	15,000
	45,000	45,000

16. INVESTMENT IN BIXSCO INC.

On April 20, 2018, the Association entered into an agreement with ViewTrak Technologies Ltd. (“ViewTrak”) to convert the 25 common shares it owned of BIXSCO Inc. (“BIXSCO”) to 250,000 preferred shares with a redemption value of \$1.00 per share. The preferred shares had voting rights. Property with an agreed upon value of \$250,000 but with a value of \$nil on these financial statements was transferred to BIXSCO. As the transaction was between related parties, it was measured at the carrying amount.

On May 1, 2019, the Association redeemed the 250,000 BIXSCO preferred shares in exchange for \$250,000 cash. This resulted in a premium on redemption of shares of \$249,975 which has been included in Canadian Cattlemen’s Association Segment income for the year.

17. SUBSEQUENT EVENT

During the year, the Association voted to integrate the Canadian Beef Breeds Council as a division of the Association. This integration came into effect on July 1, 2020.

18. SIGNIFICANT EVENT

During the year, there was a global outbreak of COVID-19 (coronavirus), which has had a significant impact on businesses through the restrictions put in place by the Canadian, provincial and municipal governments regarding travel, business operations and isolation/quarantine orders. At this time, it is unknown the extent of the impact the COVID-19 outbreak may have on the Association as this will depend on future developments that are highly uncertain and that cannot be predicted with confidence. These uncertainties arise from the inability to predict the ultimate geographic spread of the disease, and the duration of the outbreak, including the duration of travel restrictions, business closures or disruptions, and quarantine/isolation measures that are currently, or may be put, in place by Canada and other countries to fight the virus.

Auditors' Communication on Supplementary Information

To the Board of Directors of Canadian Cattlemen's Association:

We have the following comments with respect to the supplementary information included in the attached schedules of the Canadian Cattlemen's Association for the year ended June 30, 2020.

Management's Responsibility for the Schedules and Supplementary Information

Management is responsible for the preparation of these schedules, which are presented for the purposes of additional analysis and are not a required part of the Canadian Cattlemen's Association's general purpose financial statements.

Auditors' Responsibility

Our audit dated October 6, 2020 of the Canadian Cattlemen's Association's financial statements for the year ended June 30, 2020 was not directed to the determination of the accuracy of the information included in the attached schedules. While such supplementary information has been subjected to the auditing process applied in the audit of the general purpose financial statements as a whole, we do not express a separate opinion on the attached schedules.

Calgary, Alberta
October 29, 2020



Chartered Professional Accountants

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
Assessments (Schedule 2)	3,530,214	3,530,214	3,289,136	3,353,978
Legal assessments	600,000	-	600,000	214,773
Sponsorship	46,000	43,000	10,000	10,000
Interest	12,000	14,726	4,800	37,478
Other	-	-	-	-
CCA Associate Membership	-	-	18,000	21,000
Mastercard program	14,000	14,448	15,000	14,084
Young Leaders program	140,000	99,724	109,000	67,347
Young Cattlemen's Council	42,100	28,266	46,600	64,500
Town halls	-	16,458	12,000	12,000
International Beef Alliance	-	31	145,000	107,519
National Beef Strategy	22,400	20,344	23,485	23,485
Public and Stakeholder Engagement	-	-	486,239	355,175
Investment revenue	-	22,014	-	19,079
General revenue	-	-	-	130,345
Domestic agriculture policy	-	193,976	-	-
	4,406,714	3,983,201	4,759,260	4,430,763
Expenses				
Canadian Cattlemen's Foundation	-	55	-	52
CCA Segment services	299,426	250,688	327,785	368,049
Calgary office	1,138,131	1,116,379	1,327,715	1,255,148
Ottawa office	442,197	427,786	349,695	416,486
Legal reserve	600,000	-	600,000	214,773
Communications	62,000	46,769	55,651	51,009
Conventions	-	-	16,000	21,667
Town halls	12,000	-	12,000	6,066
Executive and finance	177,675	192,102	123,113	207,761
Advocate services	350,739	309,296	300,168	397,805
Annual meetings	90,000	117,212	87,800	92,603
Semi-annual meetings	92,000	82,775	67,200	60,692
Animal health and meat inspection	110,400	116,171	83,641	91,968
Animal care committee	-	-	19,704	29,023
Value creation and competitiveness	-	-	4,081	3,513
Foreign trade committee	74,100	40,047	72,100	67,890
Domestic agriculture policy	16,800	199,566	16,460	8,779
Young Cattlemen's Council	44,735	28,266	43,735	34,730
International Beef Alliance	51,500	13,763	196,500	152,408
Young Leaders development	95,300	99,724	90,000	97,116
Environment	41,730	35,225	36,930	53,017
National Beef Strategy	28,650	20,343	16,850	21,347
Public and Stakeholder Engagement	-	-	427,100	355,174
Food Policy	32,400	2,160	-	-
Special Projects	-	47,330	-	-
	3,759,783	3,145,657	4,274,228	4,007,076
Excess of revenue over expenses before other items	646,931	837,544	485,032	423,687
Premium on redemption of shares	-	-	-	249,975
Excess of revenue over expenses	646,931	837,544	485,032	673,662
Net assets, beginning of the year		1,361,913		688,251
Special Projects reserve allocation		(202,645)		-
Public Stakeholder and Engagement reserve allocation (Schedule 9)		(40,000)		-
Net assets, end of the year		1,956,812		1,361,913

Schedule of Assessment Revenue

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
British Columbia	152,446	152,446	138,940	138,944
Alberta	1,735,847	1,735,847	1,835,700	1,835,700
Saskatchewan	722,400	722,400	599,540	599,540
Manitoba	308,355	308,355	271,920	258,001
Ontario	466,939	466,939	411,140	411,142
Quebec	115,488	115,488	-	90,824
New Brunswick	11,184	10,468	10,057	10,057
Nova Scotia	9,233	9,721	12,069	-
Prince Edward Island	8,322	8,550	9,770	9,770
	3,530,214	3,530,214	3,289,136	3,353,978

Schedule 3 – Canfax Market Analysis Division

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
Subscriptions (Schedule 4)	259,920	256,814	251,400	243,715
Market information system – Alberta Beef Producers	42,600	42,600	42,600	42,600
Canadian Cattlemen's Association Segment dues	15,000	15,000	15,000	15,000
Alberta Beef Producers dues	21,000	21,000	21,000	21,000
Newswires	21,600	22,423	21,600	22,184
Interest	1,800	5,664	1,800	5,430
Grading Agency contract	2,160	2,852	2,400	2,400
Sponsorships	18,000	5,000	30,000	5,000
Miscellaneous	74,240	98,450	63,360	74,196
	456,320	469,803	449,160	431,525
Expenses				
Salaries and benefits	355,575	356,787	348,800	348,444
Travel, promotion and meetings	8,280	1,352	8,160	2,771
Postage	3,480	1,520	3,000	1,763
Telephone	4,800	3,638	4,200	3,363
Rent 39,540	38,011	39,540	38,792	
Office supplies, printing, computer and other	34,920	25,866	34,660	47,540
Newswires	3,600	3,477	6,600	3,323
Resource information	1,680	1,423	1,680	1,357
Amortization	6,690	3,061	7,275	8,676
Consulting fees	1,500	981	1,500	95
	460,065	436,116	455,415	456,124
Excess (deficiency) of revenue over expenses	(3,745)	33,687	(6,255)	(24,599)
Net assets, beginning of the year		59,847		84,446
Net assets, end of the year		93,534		59,847

Schedule of Subscription Revenue

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
Feedlot yearly	57,600	61,785	55,200	57,822
Feedlot monthly/quarterly	21,000	20,632	21,000	21,393
Associate/producer East	18,000	16,106	16,800	14,113
Associate West	102,000	100,105	100,800	95,098
Cow/calf	54,000	50,807	50,400	47,902
Trends	7,320	7,379	7,200	7,387
	259,920	256,814	251,400	243,715

Schedule 5 – Canfax Research Services Division

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
CCA dues	25,000	25,000	25,000	25,000
Canada Beef Contract	56,500	57,875	56,500	56,500
Projects	75,500	130,839	80,500	90,020
Investment income	-	3,863	-	4,444
Other income	28,250	28,578	25,250	60,382
	185,250	246,155	187,250	236,346
Expenses				
Salaries and benefits	181,435	177,782	120,140	117,467
Rent	21,600	20,649	21,540	20,817
Office	8,070	9,224	7,830	10,414
Travel	8,040	6,931	8,040	6,894
Consultant	6,000	8,162	6,000	11,511
Amortization	1,440	676	120	215
Registrations	2,400	1,300	2,400	2,407
Projects	-	27,621	-	-
	228,985	252,345	166,070	169,725
Excess (deficiency) of revenue over expenses	(43,735)	(6,190)	21,180	66,621
Net assets, beginning of the year		189,716		123,095
Net assets, end of the year		183,526		189,716

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
Canadian Beef Check-Off (Rate of \$2.50 per head for 2020 and \$2.50 per head for 2019)	5,100,000	5,756,444	5,000,000	5,851,923
Interest	30,000	92,892	30,000	89,052
Cluster projects	569,856	558,253	660,923	775,652
Grants	165,125	169,042	241,000	312,405
Enhanced Verified Beef Production+	34,170	39,497	129,925	120,762
Verified Beef Production+ industry and market alignment	356,757	346,827	155,000	149,001
Investment income	-	264,113	-	249,926
	6,255,908	7,227,068	6,216,848	7,548,721
Expenses				
BCRC Division Services	990,104	956,942	831,745	724,836
Projects	2,332,633	1,291,873	1,945,273	2,012,604
Cluster projects	1,326,719	1,302,147	1,125,389	1,067,890
Enhanced Verified Beef Production+	629,748	452,938	604,860	520,665
Verified Beef Production+ industry and market alignment	356,757	347,487	155,000	146,107
	5,635,961	4,351,387	4,662,267	4,472,102
Excess of revenue over expenses	619,947	2,875,681	1,554,581	3,076,619
Net assets, beginning of the year		6,447,683		3,371,064
Net assets, end of the year		9,323,364		6,447,683

Schedule 7 – Beef Science Cluster

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020	2019
Revenue		
Agriculture and Agri-Food Canada funding	2,865,757	2,674,395
Interest	16,779	21,147
	2,882,536	2,695,542
Expenses		
Administrative	233,104	255,204
Beef quality	-	-
Feed efficiency	531,231	527,072
Animal health and production limiting diseases	993,375	636,328
Project management	-	-
Forage and grassland productivity	480,544	435,317
Food safety	147,228	216,624
Technology transfer and information dissemination	235,145	356,163
Environmental foot print	261,909	268,834
	2,882,536	2,695,542
Excess of revenue over expenses	-	-
Net assets, beginning of the year	-	-
Net assets, end of the year	-	-

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
Membership	252,000	307,331	224,000	290,347
Agriculture and Agri-Food Canada	600,000	488,597	600,000	605,397
Provincial Canadian Agricultural Partnership	350,000	339,516	250,000	250,000
Federal Canadian Agricultural Partnership	138,600	79,274	116,600	153,286
	1,340,600	1,214,718	1,190,600	1,299,030
Expenses				
Administration and membership	247,210	176,258	395,472	179,247
Multisar	600,000	488,596	600,000	605,397
Provincial Canadian Agricultural Partnership	350,000	339,517	250,000	250,000
Federal Canadian Agricultural Partnership	138,600	79,274	116,600	153,286
	1,335,810	1,083,645	1,362,072	1,187,930
Excess (deficiency) of revenue over expenses	4,790	131,073	(171,472)	111,100
Net assets, beginning of the year		424,482		313,382
Net assets, end of the year		555,555		424,482

Schedule 9 - Public and Stakeholder Engagement

Schedule of Operations and Net Assets

For the year ended June 30, 2020

(Unaudited)

	2020 Budget	2020 Actual	2019 Budget	2019 Actual
Revenue				
National checkoff	520,000	613,981	-	-
Deferred revenue recognized in current year	200,000	235,225	-	-
	720,000	849,206	-	-
Expenses				
Salaries and benefits	315,000	252,898	-	-
Rent	14,160	19,073	-	-
Office	130,295	57,346	-	-
Travel	25,250	23,461	-	-
Consulting / projects	70,295	69,006	-	-
Amortization	1,000	2,496	-	-
Communication	160,000	109,196	-	-
Registrations	4,000	3,575	-	-
	720,000	537,051	-	-
Excess of revenue over expenses	-	312,155	-	-
Net assets, beginning of the year		-		-
Transfer from unrestricted assets of Canadian Cattlemen's Association Segment (Schedule 1)		40,000		-
Net assets, end of year		352,155		-

Partenaires Prime

Programme des partenaires

Le Programme des partenaires de l'ACEB est un programme d'adhésion corporative pour les organisations qui souhaitent s'affilier à l'ACEB et à l'industrie canadienne du bœuf.

En plus de montrer son soutien aux producteurs de bovins canadiens, le programme offre la possibilité de participer aux questions touchant l'industrie. En tant que membre sans droit de vote, le partenariat offre une méthode unique pour favoriser des relations précieuses avec les personnes impliquées dans l'industrie du bœuf.

Le programme offre trois niveaux de partenariat - Prime, AAA et AA - permettant aux organisations de choisir le niveau de participation qui correspond à leurs objectifs de parrainage.

Avec l'appui de partenaires corporatifs, l'ACEB continuera de travailler à la création d'une industrie canadienne du bœuf dynamique et rentable, avec des produits de bœuf de haute qualité reconnus comme les plus exceptionnels par les clients d'ici et du monde entier.

Partenaires Prime



Financement Agricole Canada

FAC est le principal prêteur agricole au Canada, avec un portefeuille de prêts solide de plus de 36 milliards de dollars. Nos employés sont dévoués à l'avenir de l'agriculture canadienne et à son rôle dans l'alimentation d'un monde en constante croissance. Nous offrons du financement souple et à prix concurrentiel, des logiciels de gestion, de l'information et des connaissances spécialement conçus pour l'industrie agricole et agroalimentaire. En tant que société d'État fédérale financièrement autonome, nos profits sont réinvestis dans l'industrie agricole et alimentaire que nous servons et dans les collectivités où vivent et travaillent nos clients et nos employés, tout en offrant un rendement approprié à notre actionnaire.

Visitez fcc.ca ou suivez-nous sur Facebook, LinkedIn et Twitter @FCCagriculture.

Commanditaire platine du Prix de gérance environnementale



MNP

MNP est l'un des principaux cabinets nationaux de comptabilité, de fiscalité et de conseil aux entreprises pour l'industrie agricole canadienne. Nous avons investi plus de temps et de ressources dans la compréhension de l'agriculture que tout autre cabinet. Avec plus de 18 000 clients agricoles et une équipe de plus de 600 spécialistes de l'agriculture, MNP offre une gamme variée de services pour protéger les agriculteurs et maximiser les résultats.



Partenaires et commanditaires

Partenaires AAA

Agricultural Banking



La Banque de Nouvelle-Écosse

Vous envisagez de développer, de diversifier ou de transmettre votre exploitation agricole à la prochaine génération?

L'équipe de spécialistes en services bancaires agricoles de la Banque de Nouvelle-Écosse comprend votre besoin de services financiers fiables et s'engage à assurer l'avenir de votre entreprise. La Banque de Nouvelle-Écosse est la banque internationale du Canada et l'un des principaux fournisseurs de services financiers en Amérique du Nord, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Amérique centrale, ainsi qu'en Asie-Pacifique. Nous nous engageons à aider nos 23 millions de clients à améliorer leur situation grâce à une vaste gamme de conseils, de produits et de services, notamment des services bancaires aux particuliers et commerciaux, la gestion de patrimoine et la gestion bancaire privée, les services bancaires et d'investissement aux entreprises, et les marchés financiers.



Vytelle

Vytelle est une entreprise d'élevage de précision qui remodèle la façon dont les éleveurs de bétail du monde entier optimisent leurs troupeaux. Grâce à la plateforme technologique intégrée de Vytelle, des générations de gains génétiques peuvent être réalisées en quelques années seulement. Cela permet aux producteurs de fournir durablement plus de protéines avec moins d'intrants, ce qui contribue à garantir que la viande et le lait sont des choix alimentaires viables et compétitifs pour les générations futures.

Crédits d'image :
La photo de la couverture est une courtoisie de **Reg Schellenberg, vice-président de l'ACEB.**



RBC Banque Royale

RBC soutient depuis longtemps les producteurs de la communauté agricole canadienne. En tant que plus grande banque du Canada, nous offrons une gamme de solutions financières et commerciales sur mesure qui vont au-delà des services bancaires, et nos spécialistes de l'industrie s'engagent à aider les producteurs à démarrer, gérer et faire croître leur entreprise avec succès.

Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com/agriculture ou rendez-vous à votre succursale RBC locale pour parler à un directeur de comptes agricoles.



Merck

Depuis plus d'un siècle, Merck, l'une des principales sociétés biopharmaceutiques mondiales, investit dans la vie en proposant des médicaments et des vaccins pour un grand nombre des maladies les plus difficiles à combattre dans le monde. Merck Animal Health, une division de Merck & Co, Inc. à Kenilworth, N.J., É.-U., est la division commerciale mondiale de Merck spécialisée dans la santé animale. Merck Animal Health a pour mission de préserver et d'améliorer la santé, le bien-être et les performances des animaux et des personnes qui s'en occupent.

Pour plus d'informations, visitez www.merck-animalhealth.com ou connectez-vous avec nous sur LinkedIn, Facebook et Twitter à @MerckAH.





RENFORCER LA RÉSILIENCE :

Saisir les opportunités en période d'incertitude

180, 6815 - 8th Street NE Calgary, AB T2E 7H7

T: 403.275.8558 F: 403.274.5686

www.cattle.ca

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:   

